

CONSEIL COMMUNAL DU 12 OCTOBRE 2026
GEMEENTERAAD VAN 12 OKTOBER 2026

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

1 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 14.09.2026

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 14.09.2026

Het proces-verbaal van de voornoemde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement.

2 Conseil communal - Calendrier des séances en 2027

Janvier	25/01/2027
Février	15/02/2027
Mars	22/03/2027
Avril	19/04/2027
Mai	24/05/2027
Juin	28/06/2027
Septembre	20/09/2027
Octobre	18/10/2027
Novembre	29/11/2027
Décembre	20/12/2027

Gemeenteraad - Kalender van de zittingen van 2027

Januari	25/01/2027
Februari	15/02/2027
Maart	22/03/2027
April	19/04/2027
Mei	24/05/2027
Juni	28/06/2027
September	20/09/2027
Oktober	18/10/2027
November	29/11/2027
December	20/12/2027

Affaires générales - Algemene Zaken

3 **Communication - Arrêté de police du 29.09.2026 prolongeant l'interdiction temporaire à toute personne non-usagère effective des transports publics, de fréquenter les zones STIB et SNCB de la station "Mérode".**

Le bourgmestre,

Vu les articles 133, 134*sexies*, et 135 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 5 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police ;

Vu les articles 42 et 109 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu les articles 1^{er}, 11, 43 et 44 du règlement général de police ;

Attendu que la station de métro Mérode, la gare de chemin de fer du même nom, ainsi que leurs voies d'accès, situées sur le territoire de la commune d'Etterbeek, sont actuellement fréquentées par des personnes qui s'y installent durablement aux fins, notamment, de consommer des drogues de différentes natures ;

Que les personnes dont question s'établissent, plus particulièrement, dans les parties fréquentées par les usagers du transport public, telles que les guichets, les portiques, les escalators, les quais, et autres parties spécialement dédiées à la clientèle ;

Attendu que, selon les rapports de police et les observations de l'autorité de police administrative, après visite sur place, les lieux sont le théâtre de faits de consommation de drogues au vu et au su des personnes qui fréquentent les stations concernées ; Que cette activité est accompagnée, de façon fréquente, de troubles à l'ordre public sous l'influence ou non de substances ;

Attendu que, selon les mêmes rapports et observations, les lieux dont question sont jonchés, en de nombreux endroits, de détritus, déchets ou autres encombrants, notamment liés à la consommation de drogues, tels que cuillères usagées, feuilles d'aluminium, etc. ;

Attendu que la station de métro Mérode est située à proximité immédiate de différentes écoles, à la fois primaires et secondaires, et qu'elle dessert un assez grand nombre de commerces et de lieux culturels ; Que la station précitée est, en conséquence, fréquentée par un public jeune et familial ;

Considérant qu'il n'est pas conforme à l'ordre public de permettre la consommation de drogue dans des lieux fréquentés par des enfants ou par des adolescents ; Qu'il est nécessaire, dans une société responsable, d'adopter les mesures adéquates de protection de ceux-ci face au fait de consommer de la drogue et à l'état physiologique qu'engendre une telle consommation ;

Considérant que la consommation de certaines drogues peut induire des actes qui troublent l'ordre public, du point de vue de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publiques ; Qu'à cet égard, il est constaté que ce risque s'est concrétisé par des comportements inciviques voire dangereux pour le public qui fréquente les installations précitées ;

Considérant que la présence de déchets liés à la consommation de drogue constitue un risque accru pour la salubrité publique, dès lors que ceux-ci restent porteurs de substances actives ; Qu'il peut également en

découler un risque pour la santé des personnes en termes de maladies transmissibles ;

Considérant qu'il y a lieu, afin de d'obvier à ce risque, de prendre des mesures justifiées, raisonnables et proportionnées, sans omettre un accompagnement socio-sanitaire des auteurs potentiels ;

Considérant qu'il apparaît adéquat, dans les espaces nécessairement empruntés par les usagers du transport public et définis par le présent arrêté, d'interdire la présence de personnes qui consomment ou qui, après ou avant consommation, persistent dans ces lieux spécifiques ;

Qu'il apparaît nécessaire, raisonnable et proportionné d'inclure à ces espaces les voies d'accès à la station de métro et à la gare depuis la voirie publique ou depuis les véhicules de transports publics, les espaces de vente et de validation des titres de transports, les espaces commerciaux, ainsi que les principaux lieux d'attente des usagers des transports publics ;

Que le présent arrêté ne vise ni ne permet, à lui seul, de permettre une interdiction intégrale aux installations de la STIB ou de la SNCB à Mérode ;

Considérant qu'une telle mesure d'interdiction doit, pour garantir une effectivité opérationnelle, viser toute personne qui n'est manifestement pas dans les lieux, à l'appréciation des services de police ou de l'autorité de police administrative, pour emprunter, comme voyageurs, les transports publics ; Que les personnes affalées, avachies ou endormies sont expressément et objectivement visées ;

Considérant que ladite interdiction est également motivée par la nécessité de protéger l'intégrité et la sécurité des personnes ; Que les zones d'interdiction visent, d'une part, les zones étroites au sein desquelles la présence de personnes compromettrait la sûreté et la commodité du passage de usagers des transports publics, notamment en période d'affluence, et, d'autre part, les zones où un risque de chute sur les voies est manifeste pour toute personne en état second ;

Considérant que cette mesure doit s'accompagner de mesures socio-sanitaires visant à accompagner les personnes visées par le présent arrêté, sans préjudice de la compétence des autorités compétentes et des services habilités ; Que les services de prévention et les services socio-sanitaires et d'aide à la personne doivent être mobilisés afin d'apporter l'aide la plus appropriée ; qu'un centre d'accueil géré par la commune en collaboration avec des associations spécialisées va bientôt ouvrir ses portes, mais qu'il paraît indiqué de maintenir encore la présente mesure dans l'attente de la mise en œuvre de nouvelles actions dans ce cadre ;

Considérant que les gares, les stations de métro, comme les quais et autres accessoires des transports en commun, qu'ils soient souterrains ou en plein air, appartiennent à l'espace public ;

Considérant qu'il est interdit de se livrer sur l'espace public, comme dans les lieux accessibles au public, à une activité quelconque pouvant menacer la sécurité publique et/ou compromettre la sûreté et la commodité du passage ; Qu'il est, notamment, interdit d'entraver, même partiellement, l'entrée des édifices publics ou privés, la progression des passants, ou de se montrer menaçant ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ;

Considérant que le bourgmestre est spécialement chargé de l'exécution des lois, décrets, ordonnances, règlements et arrêtés de police ; Qu'il est l'autorité responsable en matière de police administrative sur le territoire de la commune ;

Considérant que, pour l'accomplissement de ses missions de police administrative, la police locale est placée sous l'autorité du bourgmestre qui peut lui donner, pour ce qui concerne le territoire de sa

commune, les ordres, instructions et directives nécessaires à cet effet ;

Considérant que toute personne se trouvant dans l'espace public doit se conformer immédiatement aux injonctions ou réquisitions de la police ou des agents habilités à maintenir la sécurité, la tranquillité, la propreté et/ou la salubrité publique ;

Considérant les observations des services de police, de la STIB et du service de prévention réalisées dans le cadre des mesures de police prises préalablement ;

Considérant les contacts réguliers avec le secteur associatif pour organiser un encadrement adéquat du public visé ;

ARRETE

Article 1^{er}

Interdiction est faite à toute personne qui n'est pas usager effectif et actuel des transports publics de stationner et/ou de s'installer dans les zones suivantes :

- Au sein de la station STIB « Mérode » :
 - Toute zone « payante » au-delà des portiques de sécurité ;
 - La zone « non-payante » entre les entrées Yser, Tongres, Celtes et Gaulois ;
- Au sein de la station SNCB « Mérode » :
 - Les quais ;
 - Le tunnel passant sous les voies.

Les zones d'interdictions sont figurées en Annexe du présent arrêté.

Article 2

Ordre est donné à la police locale, sans préjudice de l'exécution des décisions des autres bourgmestres de la zone sur leur propre territoire, de procéder à l'exécution du présent arrêté de police.

Article 3

Réquisition est faite à la police fédérale d'apporter son concours à l'exécution du présent arrêté, lequel est transmis au directeur coordonnateur visé l'article 109 de la loi organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Article 4

Réquisition est faite à la Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles (STIB) d'apporter son concours à l'exécution du présent arrêté, lequel est notifié à son Directeur général.

Article 5

Réquisition est faite au service de Prévention de la commune d'Etterbeek de proposer un accompagnement adapté aux personnes visées à l'article premier et de les orienter vers les services spécialisés, en fonction des besoins identifiés.

Article 6

Invitation est faite aux opérateurs associatifs et aux services spécialisés de poursuivre les actions conjointes pour une prise en charge optimale du public visé.

Article 7

Le présent arrêté entre en vigueur avec effet immédiat jusqu'au 30 janvier 2027, date à laquelle une nouvelle évaluation aura été faite par l'autorité de police administrative.

Article 8

Le présent arrêté est affiché aux différentes entrées des stations précitées.

Article 9

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Pris à Etterbeek, le 29 septembre 2026.

Vincent De Wolf
Bourgmestre de et à Etterbeek

Communicatie - Politiebesluit van 29.09.2026 ter verlenging van de maatregel waarbij tijdelijk de toegang tot de zones van de MIVB en de NMBS in het station “Mérode” wordt ontzegd aan iedereen die niet daadwerkelijk gebruik maakt van het openbaar vervoer.

De burgemeester,

gelet op artikels 133, 134sexies en 135 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op artikel 5 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt;

gelet op artikels 42 en 109 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;

gelet op artikels 1, 43 en 44 van het algemeen politiereglement;

overwegende dat het metrostation Merode en het gelijknamige spoorwagstation, alsook de toegangswegen daartoe, gelegen in de gemeente Etterbeek, momenteel worden bezocht door personen die zich er permanent vestigen met name om er allerlei soorten drugs te gebruiken;

dat de betrokken personen zich meer in het bijzonder vestigen in de zones die worden bezocht door de gebruikers van het openbaar vervoer, zoals de loketten, de toegangspoortjes, de roltrappen, de perrons en andere zones die speciaal bestemd zijn voor de klanten;

overwegende dat volgens de politierapporten en de waarnemingen van de bestuurlijke politieautoriteit, na een bezoek ter plaatse, in de lokalen drugs worden gebruikt in het volle zicht van de stationsbezoekers; dat deze activiteit vaak gepaard gaat met ordeverstoringen, al dan niet onder invloed van substanties;

overwegende dat, volgens dezelfde rapporten en waarnemingen, de desbetreffende ruimten op vele plaatsen bezaaid zijn met afval, vuilnis of andere grofvuil die met name in verband worden gebracht met drugsgebruik, zoals gebruikte lepels, aluminiumfolie, enz.;

overwegende dat het metrostation Merode zich in de onmiddellijke nabijheid van verschillende scholen bevindt, zowel basisscholen als secundaire scholen, en een vrij groot aantal handelszaken en culturele gelegenheden bedient; dat bovengenoemd station bijgevolg wordt bezocht door een jong publiek en gezinnen;

overwegende dat het niet strookt met de openbare orde om het gebruik van drugs toe te staan op plaatsen waar kinderen of adolescenten komen; dat het in een verantwoordelijke samenleving noodzakelijk is passende maatregelen te nemen om hen te beschermen tegen het gebruik van drugs en de fysiologische toestand die dit gebruik teweegbrengt;

overwegende dat het gebruik van bepaalde drugs kan leiden tot handelingen die de openbare orde verstoren vanuit het oogpunt van openbare rust, veiligheid en gezondheid; dat in dit verband is vastgesteld dat dit risico de vorm heeft aangenomen van onbeschaafd en zelfs gevaarlijk gedrag voor het publiek die de bovengenoemde faciliteiten bezoeken;

overwegende dat de aanwezigheid van afval dat verband houdt met drugsgebruik een verhoogd risico vormt voor de volksgezondheid, voor zover dat afval actieve stoffen blijft bevatten; dat dit ook kan leiden tot een risico voor de volksgezondheid in termen van overdraagbare ziekten;

overwegende dat, om dit risico weg te nemen, gerechtvaardigde, redelijke en proportionele maatregelen moeten worden genomen, zonder de sociale en gezondheidsondersteuning van potentiële daders uit het oog te verliezen;

overwegende dat het passend lijkt om in de zones die noodzakelijkerwijs door gebruikers van het openbaar vervoer worden gebruikt en die in dit besluit worden vastgelegd, de aanwezigheid te verbieden van personen die consumeren of die na of voor consumptie in deze specifieke zones verblijven;

dat het noodzakelijk, redelijk en proportioneel lijkt om in deze zones de toegangswegen tot het metrostation en het station vanaf de openbare weg of vanaf openbaarvervoertuigen, de zones voor de verkoop en de validering van vervoerbewijzen, de commerciële zones, alsook de belangrijkste wachzones voor de gebruikers van het openbaar vervoer op te nemen;

dat dit besluit op zich niet tot doel heeft, noch toelaat, de installaties van de MIVB of de NMBS in Merode volledig te verbieden;

overwegende dat een dergelijke verbodsmaatregelen, om de operationele doeltreffendheid ervan te garanderen, gericht moet zijn tegen elke persoon die zich duidelijk niet in de lokalen bevindt, volgens de beoordeling van de politiediensten of de bestuurlijke politieautoriteit, om als passagier van het openbaar vervoer gebruik te maken; overwegende dat onderuitgezakte, slungelige of slapende personen uitdrukkelijk en objectief worden beoogd;

overwegende dat dit verbod eveneens wordt gemotiveerd door de noodzaak om de integriteit en de veiligheid van personen te beschermen; dat de verbodszones enerzijds gericht zijn op smalle zones waar de aanwezigheid van personen de veiligheid en de vlotte doorstroming van de gebruikers van het openbaar vervoer in het gedrang zou brengen, met name tijdens drukke perioden, en anderzijds voor zones waar voor eenieder die zich in een roes bevindt, een duidelijk risico bestaat om op het spoor te vallen;

overwegende dat deze maatregel vergezeld moet gaan van sociale en gezondheidsmaatregelen ter ondersteuning van de personen die onder dit besluit vallen, onverminderd de bevoegdheid van de bevoegde autoriteiten en de gemachtigde diensten; dat preventiediensten en sociale en gezondheidsdiensten moeten worden gemobiliseerd om de meest geschikte hulp te bieden; dat er binnenkort een opvangcentrum wordt geopend dat door de gemeente in samenwerking met gespecialiseerde verenigingen wordt beheerd, maar dat het raadzaam lijkt om de huidige maatregel te handhaven in afwachting van de uitvoering van nieuwe acties in dit kader;

overwegende dat stations, metrostations, perrons en andere toebehoren van het openbaar vervoer, zowel ondergronds als in de open lucht, tot de openbare ruimte behoren;

overwegende dat het verboden is om in de openbare ruimte en op voor het publiek toegankelijke plaatsen

eender welke activiteit te verrichten die de openbare veiligheid of de veilige en vlotte doorgang in het gedrang kan brengen; dat het in het bijzonder verboden is de toegang tot openbare of private gebouwen of de voortgang van voorbijgangers, zelfs gedeeltelijk, te belemmeren of zich bedreigend op te stellen;

overwegende dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, in het bijzonder de netheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

overwegende dat de burgemeester in het bijzonder belast is met de uitvoering van de wetten, decreten, ordonnances, reglementen en politieverordeningen; dat hij de autoriteit is die verantwoordelijk is voor de administratieve politie op het grondgebied van de gemeente;

overwegende dat de lokale politie voor de uitoefening van haar opdrachten van bestuurlijke politie onder het gezag staat van de burgemeester, die haar voor het grondgebied van zijn gemeente de daartoe noodzakelijke bevelen, instructies en richtlijnen kan geven;

overwegende dat elke persoon die zich in de openbare ruimte bevindt, onmiddellijk gevolg moet geven aan de bevelen of vorderingen van de politie of van ambtenaren die bevoegd zijn voor de handhaving van de openbare veiligheid, rust, netheid en/of gezondheid;

gelet op de waarnemingen van de politie, de MIVB en de dienst Preventie in het kader van de vorige politiebepalingen;

overwegende dat er regelmatig contact is met de verenigingssector om adequate begeleiding voor de doelgroep te voorzien;

BESLUIT

Artikel 1

Het is iedereen die geen gebruiker is van het openbaar vervoer verboden zich op te houden en/of zich te installeren in de volgende zones:

- Binnen het MIVB-station "Merode":
 - Elke "betalende" zone voorbij de veiligheidspoortjes;
 - De "niet-betalende" zone tussen de ingangen IJzer, Tongeren, Kelten en Galliërs;
- Binnen het NMBS-station "Merode":
 - De perrons;
 - De tunnel onder de sporen.

De verboden zones worden weergegeven in bijlage bij dit besluit.

Artikel 2

Onverminderd de uitvoering van de beslissingen van de andere burgemeesters van de zone op hun eigen grondgebied, krijgt de lokale politie de opdracht om dit politiebepaling uit te voeren.

Artikel 3

De federale politie wordt gevorderd om haar medewerking te verlenen aan de uitvoering van dit besluit, dat wordt overgemaakt aan de coördinerend directeur bedoeld in artikel 109 van de wet tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

Artikel 4

De Maatschappij voor Intercommunale Vervoer te Brussel (MIVB) wordt gevorderd om haar medewerking te verlenen aan de uitvoering van dit besluit, dat ter kennis zal worden gebracht van haar algemeen directeur.

Artikel 5

De dienst Preventie van Etterbeek wordt gevorderd om de in het eerste artikel bedoelde personen passende ondersteuning te bieden en hen, afhankelijk van de vastgestelde behoeften, door te verwijzen naar gespecialiseerde diensten.

Artikel 6

De verenigingsactoren en de gespecialiseerde diensten worden uitgenodigd om hun gezamenlijke acties voor te zetten met het oog op een optimale opvang van de doelgroep.

Artikel 7

Dit besluit treedt in werking met onmiddellijke ingang tot 30 januari 2027, datum waarop een nieuwe evaluatie zal worden gemaakt door de bestuurlijke politieautoriteit.

Artikel 8

Dit besluit wordt opgehangen aan de verschillende ingangen van bovengenoemde stations.

Artikel 9

In overeenstemming met de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring ingediend worden bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan eveneens een vordering tot schorsing van dit besluit worden ingediend, in overeenstemming met de bepalingen uit het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

Genomen in Etterbeek op 29 september 2026.

Vincent De Wolf
Burgemeester van en in Etterbeek

1 annexe / 1 bijlage
scan_mail_apetit_2026-09-30-09-29-20.pdf

4 Ordonnance de Police - La consommation de boissons alcoolisées (distillées ou fermentées, mixées ou non) sur l'espace public - Place Van Meyel - Confirmation

Le Bourgmestre,

Vu les articles 133, 134 et 135§2 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté-loi du 14 novembre 19398 sur la répression de l'ivresse publique ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu le règlement général de police ;

Vu le rapport de police du 23 septembre 2026 ;

Considérant qu'il en ressort que, depuis le mois de mai 2026, les autorités reçoivent de nombreuses plaintes des riverains de la Place Van Meyel signalant que des personnes se retrouvent sur la place et aux alentours

et ce, pour y consommer de l'alcool ;

Considérant que ces rassemblements de personnes consommant de l'alcool créent de nombreuses nuisances de jour comme de nuit ; qu'outre les nuisances sonores, ces rassemblements engendrent un sentiment d'insécurité pour les passants ;

Considérant en outre que la présence de personnes sous influence d'alcool insécurise pour les nombreux élèves qui passent par la place pour se rendre dans les établissements scolaires proches et donne également une très mauvaise image de la commune ;

Considérant que, depuis le mois de juillet, les passages des équipes de police ont été intensifiés et de nombreux contrôles ont été effectués ; que celles-ci ont constaté une présence continue de personnes se retrouvant sur la Place pour y consommer des boissons alcoolisées (généralement des cannettes de bière) ; que l'Inspectrice de quartier a fait part que la situation ne faisait que s'amplifier ;

Considérant que si la commune d'Etterbeek soutient des événements en lien avec le développement du quartier, elle ne peut tolérer que cette liberté porte atteinte à d'autres impératifs liés à la vie en société ; que la situation susmentionnée est étrangère à des événements ou manifestations organisés autorisés par la commune ;

Considérant qu'il est dès lors impératif d'adopter des mesures strictes et de ramener l'ordre public dans un quartier qui est principalement résidentiel et où de nombreuses personnes se lèvent le matin pour se rendre au travail et des enfants pour aller à l'école ; que la place est également fortement fréquentée en journée et particulièrement durant l'heure du midi par les élèves fréquentant les nombreux établissements scolaires du quartier ;

Considérant qu'à défaut d'agir immédiatement, la quiétude et la sécurité des habitants du quartier et passants seraient gravement compromises et qu'une atteinte dommageable pourrait en résulter ;

Considérant que les débits de boisson, les établissements Horeca et les terrasses de ces derniers ne sont pas visés par la présente mesure, compte tenu du devoir de réserve leur interdisant de servir des boissons alcoolisées à une personne manifestement ivre ;

Considérant que la mesure est limitée dans le temps et qu'après la période visée dans la présente ordonnance, une évaluation de la présente mesure sera évaluée ;

ARRETE

Article 1^{er}

La présente ordonnance s'applique sur l'assiette de la Place Van Meyel et les trottoirs qui la bordent.

Article 2

La présente ordonnance s'applique du 01.10.2026 au 30.11.2026. Cette mesure est renouvelable moyennant prise d'une nouvelle décision dûment motivée.

Article 3

La consommation de boissons alcoolisées (distillées ou fermentées, mixées ou non) sur l'espace public, en quelque quantité que ce soit, est interdite 24h/24h dans le périmètre susvisé.

Par exception, la consommation de boissons alcoolisées est autorisée sur les terrasses dûment autorisées et dans le cadre de toute manifestation commerciale, festive ou sportive dûment autorisée ou organisée par la commune.

Article 4

Selon la procédure définie dans la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, sera puni d'une amende administrative de maximum 500 euros quiconque contrevient aux dispositions du présent règlement.

Les boissons alcoolisées consommées en infraction aux dispositions ci-dessus seront saisies. En cas de saisie administrative, les objets saisis pourront être détruits.

Article 5

La présente ordonnance sera affichée à plusieurs endroits du périmètre.

Article 6

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'État, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Pris à Etterbeek, le 29 septembre 2026.

Vincent De Wolf
Bourgmestre
de et à Etterbeek

Politieverordening - De consumptie van alcoholische dranken (gedistilleerd of gefermenteerd, al dan niet gemengd) in de openbare ruimte - Van Meyelplein - Bevestiging

De burgemeester,

gelet op artikels 133, 134 en 135 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap;

gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

gelet op het algemeen politiereglement;

gelet op het politierapport van 23 september 2026;

overwegende dat daaruit blijkt dat de autoriteiten sinds mei 2026 talrijke klachten ontvangen van buurtbewoners van het Van Meyelplein die melden dat personen zich op en rond het plein bevinden om er alcohol te consumeren;

overwegende dat deze samenscholingen van personen die alcohol consumeren heel wat overlast veroorzaken, zowel overdag als 's nachts; dat deze samenscholingen, naast geluidsoverlast, ook een gevoel van onveiligheid teweegbrengen bij voorbijgangers;

overwegende bovendien dat de aanwezigheid van personen die onder invloed van alcohol zijn een gevoel van onveiligheid geven aan de vele leerlingen die langs het plein komen om naar de nabijgelegen scholen te gaan en ook een zeer slecht beeld geven van de gemeente;

overwegende dat de politiediensten sinds juli vaker langs het plein gaan en er al talrijke controles werden uitgevoerd; dat daarbij werd vastgesteld dat zich voortdurend personen op het plein bevinden om er alcoholische dranken te consumeren (doorgaans bier in blik); dat de wijkinspecteur heeft meegedeeld dat de situatie steeds ernstiger wordt;

overwegende dat, hoewel de gemeente Etterbeek initiatieven ondersteunt voor de ontwikkeling van de wijk, zij niet kan toestaan dat deze vrijheid afbreuk doet aan andere vereisten die samenhangen met het maatschappelijk samenleven; dat de hierboven beschreven situatie geen verband houdt met door de gemeente toegestane georganiseerde evenementen of manifestaties;

overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is strikte maatregelen te nemen en de openbare orde te herstellen in een wijk met een overwegend residentieel karakter waar veel mensen zich 's morgens verplaatsen om naar hun werk te gaan en waar kinderen zich verplaatsen om naar school te gaan; dat het plein ook overdag druk wordt bezocht en in het bijzonder tijdens de middagpauze door leerlingen van de vele scholen in de wijk;

overwegende dat, als er niet onmiddellijk wordt opgetreden, de rust en de veiligheid van de bewoners van de wijk en van de voorbijgangers ernstig in het gedrang zouden komen en daaruit schadelijke gevolgen zouden kunnen voortvloeien;

overwegende dat deze maatregelen geen betrekking heeft op drankgelegenheden, horecazaken en hun terrassen, gelet op hun plicht tot terughoudendheid die hen verbiedt alcoholische dranken te serveren aan personen die zichtbaar dronken zijn;

overwegende dat de maatregel beperkt is in de tijd en dat na afloop van de in deze verordening bedoelde periode een evaluatie van de maatregel zal worden uitgevoerd;

VERORDENT

Artikel 1

Deze verordening is van toepassing op de volledige oppervlakte van het Van Meyelplein en de voetpaden langs het plein.

Artikel 2

Deze verordening is van toepassing van 01.10.2026 tot 30.11.2026. Deze maatregel kan worden verlengd door middel van een nieuwe, naar behoren gemotiveerde beslissing.

Artikel 3

De consumptie van alcoholische dranken (gedistilleerd of gefermenteerd, al dan niet gemengd) in de openbare ruimte, ongeacht de hoeveelheid, is binnen de hierboven vermelde perimeter 24 uur per dag verboden.

Bij uitzondering is de consumptie van alcoholische dranken toegestaan op naar behoren vergunde terrassen en in het kader van elk handels-, feestelijk of sportief evenement dat naar behoren is vergund of door de gemeente wordt georganiseerd.

Artikel 4

Volgens de procedure vastgesteld in de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties wordt iedere persoon die de bepalingen van dit reglement overtreedt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 500 euro.

Alcoholische dranken die worden geconsumeerd in strijd met de voormelde bepalingen worden in beslag genomen. In geval van administratieve inbeslagname kunnen de in beslag genomen goederen worden

vernietigd.

Artikel 5

Deze verordening wordt uitgehangen op verschillende plaatsen binnen de perimeter.

Artikel 6

In overeenstemming met de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring ingediend worden bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan ook een vordering tot schorsing van dit besluit ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

Opgemaakt in Etterbeek op 29 september 2026

Vincent De Wolf
Burgemeester
van en in Etterbeek

5 Ordonnance de Police - La consommation de boissons alcoolisées (distillées ou fermentées, mixées ou non) sur l'espace public - Carrefour de la Chasse - Confirmation

Le Conseil communal,

Vu l'article 134 de la Nouvelle Loi Communale ;

Considérant les nombreuses plaintes reçues quotidiennement de la part des riverains et des passants fréquentant le quartier concernant le sentiment d'insécurité provoqué par les rassemblements de personnes consommant de l'alcool sur l'espace public et obstruant le passage sur les trottoirs ; que cette situation s'amplifie de jour en jour ;

Considérant que la loi communale et la loi sur la fonction de police donnent obligation au bourgmestre d'une commune et aux services de police d'assurer la sécurité publique ;

Considérant que sur le territoire communal, le Bourgmestre est l'autorité responsable en matière de police ;

Considérant que le Bourgmestre a, dès lors, le 29 septembre 2026, pris une ordonnance de Police interdisant la consommation de boissons alcoolisées (distillées ou fermentées, mixées ou non) sur l'espace public, en quelque quantité que ce soit, et ce, 24h/24h, dans le périmètre défini en annexe ;

Considérant qu'au vu des circonstances impérieuses qui motivent celle-ci et de l'urgence, il ne lui a pas été possible de recourir au Conseil communal ;

Confirme l'ordonnance de Police prise en date du 29 septembre 2026 ci-dessous :

Le Bourgmestre,

Vu les articles 133, 134 et 135§2 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse publique ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu le règlement général de police ;

Vu le rapport de police du 24 septembre 2026 ;

Considérant qu'il résulte de ce rapport que les autorités reçoivent des plaintes quotidiennes de personnes se sentant en insécurité lorsqu'elles veulent se rendre dans les commerces à proximité directe du carrefour de la chasse ou lorsqu'elles empruntent les trottoirs aux alentours du carrefour de la Chasse ; que l'origine de cette insécurité est la présence de personnes qui consomment de l'alcool sur le trottoir, le plus généralement à proximité du commerce de boucherie Himi ;

Que la présence de ces personnes empêche un usage normal du trottoir, ce qui crée un danger de sécurité certain vu le passage de bus et de camions le long dudit trottoir ; qu'au fil de la journée, ces personnes consomment de plus en plus d'alcool et laissent leurs déchets trainer à même le sol ; que d'autres personnes prennent place dans le point cash de l'autre côté du carrefour, ce qui est très gênant et insécurisant pour les personnes voulant retirer de l'argent ;

Considérant que les plaintes concernent surtout le sentiment d'insécurité créé par des personnes consommant de l'alcool et obstruant le passage sur les trottoirs ;

Considérant que si la commune d'Etterbeek soutient des événements en lien avec le développement du quartier, elle ne peut tolérer que cette liberté porte atteinte à d'autres impératifs liés à la vie en société ; que la situation susmentionnée est étrangère à des événements ou manifestations organisés et autorisés par la commune ;

Considérant qu'il est dès lors impératif d'adopter des mesures strictes et de ramener l'ordre public dans un quartier commerçant fréquenté tant par les riverains que par des personnes venant dans le quartier pour se rendre dans les commerces ;

Considérant qu'à défaut d'agir immédiatement, la quiétude et la sécurité des habitants du quartier et passants seraient gravement compromises et qu'une atteinte dommageable pourrait en résulter ;

Considérant que les débits de boisson, les établissements Horeca et les terrasses de ces derniers ne sont pas visés par la présente mesure, compte tenu du devoir de réserve leur interdisant de servir des boissons alcoolisées à une personne manifestement ivre ;

Considérant que la mesure est limitée dans le temps et qu'après la période visée dans la présente ordonnance, une évaluation de la présente mesure sera réalisée ;

ARRETE

Article 1^{er}

La présente ordonnance s'applique dans le périmètre déterminé au plan ci-annexé.

Article 2

La présente ordonnance s'applique du 01.10.2026 au 30.11.2026. Cette mesure est renouvelable moyennant prise d'une nouvelle décision dûment motivée.

Article 3

La consommation de boissons alcoolisées (distillées ou fermentées, mixées ou non) sur l'espace public, en quelque quantité que ce soit, est interdite 24h/24h dans le périmètre susvisé.

Par exception, la consommation de boissons alcoolisées est autorisée sur les terrasses dûment autorisées et dans le cadre de toute manifestation commerciale, festive ou sportive dûment autorisée ou organisée par la commune.

Article 4

Selon la procédure définie dans la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, sera puni d'une amende administrative de maximum 500 euros quiconque contrevient aux dispositions du présent règlement.

Les boissons alcoolisées consommées en infraction aux dispositions ci-dessus seront saisies. En cas de saisie administrative, les objets saisis pourront être détruits.

Article 5

La présente ordonnance sera affichée à plusieurs endroits du périmètre.

Article 6

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Pris à Etterbeek, le 29 septembre 2026.

Vincent De Wolf
Bourgmestre
de et à Etterbeek

Politieverordening - De consumptie van alcoholische dranken (gedistilleerd of gefermenteerd, al dan niet gemengd) in de openbare ruimte - Kruispunt Jacht - Bevestiging

De burgemeester,

gelet op artikels 133, 134 en 135 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap;

gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

gelet op het algemeen politiereglement;

gelet op het politierapport van 24 september 2026;

overwegende dat daaruit blijkt dat de autoriteiten talrijke klachten ontvangen van personen die zich onveilig voelen wanneer zij zich naar de handelszaken in de onmiddellijke omgeving van het Jachtkruispunt begeven of zich gewoonweg onveilig voelen wanneer zij de voetpaden in de omgeving van het Jachtkruispunt gebruiken; dat de aanwezigheid van personen die op het voetpad zitten en alcohol consumeren de oorzaak van dit onveiligheidsgevoel is; dat deze personen, die doorgaans geen vaste verblijfplaats hebben en/of behoren tot de Romagemeenschap, plaatsnemen in de nabijheid van handelszaken en er bedelen; dat zij in de loop van de dag steeds meer alcohol consumeren en hun afval op de openbare weg achterlaten; dat andere personen zich ophouden in het cashpunt, wat bijzonder hinderlijk is voor personen die geld willen afhalen;

overwegende dat de klachten betrekking hebben voornamelijk op het onveiligheidsgevoel dat wordt

veroorzaakt door personen die alcohol consumeren en de doorgang op de voetpaden belemmeren;

overwegende dat, hoewel de gemeente Etterbeek initiatieven ondersteunt voor de ontwikkeling van de wijk, zij niet kan toestaan dat deze vrijheid afbreuk doet aan andere vereisten die samenhangen met het maatschappelijk samenleven; dat de hierboven beschreven situatie geen verband houdt met door de gemeente toegestane georganiseerde evenementen of manifestaties;

overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is strikte maatregelen te nemen en de openbare orde te herstellen in een handelswijk die zowel door buurtbewoners als door bezoekers van de handelszaken in de wijk wordt bezocht;

overwegende dat, als er niet onmiddellijk wordt opgetreden, de rust en de veiligheid van de bewoners van de wijk en van de voorbijgangers ernstig in het gedrang zouden komen en daaruit schadelijke gevolgen zouden kunnen voortvloeien;

overwegende dat deze maatregelen geen betrekking heeft op drankgelegenheden, horecazaken en hun terrassen, gelet op hun plicht tot terughoudendheid die hen verbiedt alcoholische dranken te serveren aan personen die zichtbaar dronken zijn;

overwegende dat de maatregel beperkt is in de tijd en dat na afloop van de in deze verordening bedoelde periode een evaluatie van de maatregel zal worden uitgevoerd;

VERORDENT

Artikel 1

Deze verordening is van toepassing binnen de perimeter die is vastgesteld op het bijgevoegde plan.

Artikel 2

Deze verordening is van toepassing van 01.10.2026 tot 30.11.2026. Deze maatregel kan worden verlengd door middel van een nieuwe, naar behoren gemotiveerde beslissing.

Artikel 3

De consumptie van alcoholische dranken (gedistilleerd of gefermenteerd, al dan niet gemengd) in de openbare ruimte, ongeacht de hoeveelheid, is binnen de hierboven vermelde perimeter 24 uur per dag verboden.

Bij uitzondering is de consumptie van alcoholische dranken toegestaan op naar behoren vergunde terrassen en in het kader van elk handels-, feestelijk of sportief evenement dat naar behoren is vergund of door de gemeente wordt georganiseerd.

Artikel 4

Volgens de procedure vastgesteld in de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties wordt iedere persoon die de bepalingen van dit reglement overtreedt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 500 euro.

Alcoholische dranken die worden geconsumeerd in strijd met de voormelde bepalingen worden in beslag genomen. In geval van administratieve inbeslagname kunnen de in beslag genomen goederen worden vernietigd.

Artikel 5

Deze verordening wordt uitgehangen op verschillende plaatsen binnen de perimeter.

Artikel 6

In overeenstemming met de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot

nietigverklaring ingediend worden bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan ook een vordering tot schorsing van dit besluit ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

Opgemaakt in Etterbeek op 29 september 2026

Vincent De Wolf
Burgemeester
van en in Etterbeek

6 **Ordonnance de Police - La consommation de boissons alcoolisées (distillées ou fermentées, mixées ou non) sur l'espace public - square Forte Dei Marmi - Confirmation**

Le Bourgmestre,

Vu les articles 133, 134 et 135§2 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté-loi du 14 novembre 19398 sur la répression de l'ivresse publique ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu le règlement général de police ;

Vu le rapport de police du 23 septembre 2026 ;

Considérant qu'il en ressort que, depuis le mois de mai 2026, les autorités reçoivent de nombreuses plaintes des riverains du square Forte Dei Marmi signalant la présence de personnes vraisemblablement sans domicile fixe qui occupent les divers espaces du Square Forte Dei Marmi ;

Considérant que ces personnes consomment de l'alcool, mangent et laissent leurs détritiques au sol ; que certaines d'entre elles dorment sur les bancs ou à même le sol ; que le square devient leur lieu de vie et leur sert également de toilettes ;

Considérant que les personnes qui désirent fréquenter le square – qui pourtant vient récemment d'être totalement rénové et inauguré - n'osent plus s'y rendre en raison du sentiment d'insécurité que la situation génère, mais aussi parce que ce lieu devient insalubre de par la présence de nombreuses immondices et de déjections humaines ;

Considérant que les passages réguliers de nos services montrent clairement que la situation ne fait que s'aggraver sur place ; que la police reçoit quotidiennement des plaintes et que les Inspecteurs de quartier tentent tant bien que mal de faire partir les personnes et de faire nettoyer le square par les services communaux ; que cependant, la quiétude n'est que de très courte durée ;

Considérant que ces rassemblements de personnes consommant de l'alcool et s'y étant installées durablement créent de nombreuses nuisances de jour comme de nuit ; qu'outre les nuisances sonores, ces rassemblements engendrent un sentiment d'insécurité pour les passants ;

Considérant qu'il est dès lors impératif d'adopter des mesures strictes et de ramener l'ordre public dans un

quartier qui est principalement résidentiel et où de nombreuses personnes se lèvent le matin pour se rendre au travail et des enfants pour aller à l'école ; que la place est également fortement fréquentée en journée ; qu'il est dès lors impératif de prendre des mesures interdisant la consommation d'alcool dans le square, mais également de faire en sorte qu'il soit interdit et impossible d'y dormir pour que les riverains puissent à nouveau jouir de ce lieu ;

Considérant que, sans agir immédiatement, la quiétude et la sécurité des habitants du quartier et passants seraient gravement compromises et qu'une atteinte dommageable pourrait en résulter ;

Considérant que la mesure est limitée dans le temps et qu'après la période visée dans la présente ordonnance, une évaluation de la présente mesure sera évaluée ;

ARRETE

Article 1^{er}

La présente ordonnance s'applique sur l'assiette du Square Forte Dei Marmi.

Article 2

La présente ordonnance s'applique du 01.10.2026 au 30.11.2026. Cette mesure est renouvelable moyennant prise d'une nouvelle décision dûment motivée.

Article 3

La consommation de boissons alcoolisées (distillées ou fermentées, mixées ou non) sur l'espace public, en quelque quantité que ce soit, est interdite 24h/24h dans le périmètre susvisé.

Par exception, la consommation de boissons alcoolisées est autorisée dans le cadre de toute manifestation commerciale, festive ou sportive dûment autorisée ou organisée par la commune.

Article 4

Il est interdit de dormir dans le Square ou d'y faire ses besoins.

Article 5

Selon la procédure définie dans la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, sera puni d'une amende administrative de maximum 500 euros quiconque contrevient aux dispositions du présent règlement.

Les boissons alcoolisées consommées en infraction aux dispositions ci-dessus seront saisies. En cas de saisie administrative, les objets saisis pourront être détruits.

Article 6

La présente ordonnance sera affichée à plusieurs endroits du périmètre.

Article 7

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Pris à Etterbeek, le 29 septembre 2026.

Vincent De Wolf
Bourgmestre
de et à Etterbeek

Politieverordening - De consumptie van alcoholische dranken (gedistilleerd of gefermenteerd, al dan niet gemengd) in de openbare ruimte - Forte dei Marmiplein - Bevestiging

De burgemeester,

gelet op artikels 133, 134 en 135 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap;

gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

gelet op het algemeen politiereglement;

gelet op het politierapport van 23 september 2026;

overwegende dat daaruit blijkt dat de autoriteiten sinds mei 2026 talrijke klachten ontvangen van buurtbewoners van het Forte dei Marmiplein, waarin melding wordt gemaakt van de aanwezigheid van personen, waarschijnlijk zonder vaste verblijfplaats, die de verschillende ruimten van het Forte dei Marmiplein bezetten;

overwegende dat deze personen alcohol consumeren, er eten en hun afval op de grond achterlaten; dat sommigen van hen op de banken of zelfs op de grond slapen; dat het plein hun verblijfplaats wordt en ook als toilet dienstdoet;

overwegende dat personen die gebruik wensen te maken van het plein – dat nochtans onlangs volledig werd gerenoveerd en ingehuldigd – er niet langer naartoe durven wegens het onveiligheidsgevoel dat door deze situatie wordt veroorzaakt, maar ook omdat deze plaats onhygiënisch wordt door de aanwezigheid van grote hoeveelheden afval en menselijke uitwerpselen;

overwegende dat uit de regelmatige passages van onze diensten duidelijk blijkt dat de situatie ter plaatse steeds erger wordt; dat de politie dagelijks klachten ontvangt en dat de wijkinspecteurs zich naar best vermogen inspannen om de betrokken personen te doen vertrekken en het plein door de gemeentediensten te laten reinigen; dat de rust echter telkens slechts van zeer korte duur is;

overwegende dat deze samenscholingen van personen die alcohol consumeren en zich er duurzaam hebben gevestigd heel wat overlast veroorzaken, zowel overdag als 's nachts; dat deze samenscholingen, naast geluidsoverlast, ook een gevoel van onveiligheid teweegbrengen bij voorbijgangers;

overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is strikte maatregelen te nemen en de openbare orde te herstellen in een wijk met een overwegend residentieel karakter waar veel mensen zich 's morgens verplaatsen om naar hun werk te gaan en waar kinderen zich verplaatsen om naar school te gaan; dat het plein ook overdag druk wordt bezocht; dat het bijgevolg noodzakelijk is maatregelen te nemen die de consumptie van alcohol op het plein verbieden, maar er ook voor te zorgen dat het verboden en onmogelijk wordt om er te slapen, zodat de buurtbewoners opnieuw van deze plek kunnen genieten;

overwegende dat, als er niet onmiddellijk wordt opgetreden, de rust en de veiligheid van de bewoners van de wijk en van de voorbijgangers ernstig in het gedrang zouden komen en daaruit schadelijke gevolgen zouden kunnen voortvloeien;

overwegende dat de maatregel beperkt is in de tijd en dat na afloop van de in deze verordening bedoelde periode een evaluatie van de maatregel zal worden uitgevoerd;

VERORDENT

Artikel 1

Deze verordening is van toepassing op de volledige oppervlakte van het Forte dei Marmiplein.

Artikel 2

Deze verordening is van toepassing van 01.10.2026 tot 30.11.2026. Deze maatregel kan worden verlengd door middel van een nieuwe, naar behoren gemotiveerde beslissing.

Artikel 3

De consumptie van alcoholische dranken (gedistilleerd of gefermenteerd, al dan niet gemengd) in de openbare ruimte, ongeacht de hoeveelheid, is binnen de hierboven vermelde perimeter 24 uur per dag verboden.

Bij uitzondering is de consumptie van alcoholische dranken toegestaan in het kader van elk handels-, feestelijk of sportief evenement dat naar behoren is vergund of door de gemeente wordt georganiseerd.

Artikel 4

Het is verboden om op het plein te slapen of om er zijn behoefte te doen.

Artikel 5

Volgens de procedure vastgesteld in de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties wordt iedere persoon die de bepalingen van dit reglement overtreedt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 500 euro.

Alcoholische dranken die worden geconsumeerd in strijd met de voormelde bepalingen worden in beslag genomen. In geval van administratieve inbeslagname kunnen de in beslag genomen goederen worden vernietigd.

Artikel 6

Deze verordening wordt uitgehangen op verschillende plaatsen binnen de perimeter.

Artikel 7

In overeenstemming met de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring ingediend worden bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan ook een vordering tot schorsing van dit besluit ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

Opgemaakt in Etterbeek op 29 september 2026

Vincent De Wolf
Burgemeester
van en in Etterbeek

destination des jeunes

Le Conseil Communal,

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Échevin•es a marqué accord en sa séance du 22 janvier 2026 pour la candidature de la Commune d'Etterbeek au programme « Fonds Jeunesse et Action pour le Climat », dont le bailleur de fonds est Bloomberg Philanthropies, en vue de lancer un appel à micro-projets pour mobiliser les jeunes de 15 à 24 ans autour des objectifs climatiques communaux ;

Considérant, ensuite, les approbations successives de la charte du programme (Conseil communal du 18 mai 2026), de l'organisation de séances d'information (Collège du 25 juin 2026), du règlement de l'appel à candidatures avec un 1er calendrier proposé (Conseil Communal du 6 juillet 2026) et d'un second calendrier de mise en œuvre du projet (Collège du 10 septembre 2026) ;

Considérant que le Collège a approuvé en sa séance du 24 septembre 2026, le retrait complet d'Etterbeek du programme « Fonds Jeunesse et Action pour le Climat », la poursuite du projet sur fonds propres via modification budgétaire et le calendrier révisé suivant :

- Ouverture de l'appel à candidatures : le 2 novembre 2026 ;
- Clôture de l'appel à candidatures : le 29 novembre 2026 (4 semaines) ;
- Comité de sélection : semaine du 30 novembre 2026 ;
- Collège d'attribution : 10 décembre 2026 ;
- Notification de sélection : semaine du 14 décembre 2026 ;
- Décaissement de la 1ère tranche du subside : semaine du 14 décembre 2026 ;
- Déroulement du projet : de la date de notification de sélection au 15 octobre 2027 ;
- Envoi des justificatifs et du rapport final : au plus tard le 30 octobre 2027 ;

Considérant, dès lors, le règlement d'appel à projets à destination des organisations de jeunesse proposé ci-après, destiné à organiser l'appel à candidatures dès le 2 novembre ;

Considérant que les projets devront être sélectionnés par un jury dont la composition est prévue à l'article 4 du règlement proposé, et que le•la membre externe à l'Administration communale d'Etterbeek sera sélectionné•e parmi des professionnel•le•s actif•ve•s dans le domaine de la jeunesse et/ou du climat, au moyen d'un appel à candidatures ;

DECIDE

1. D'approuver le règlement de l'appel à projets à destination des organisations de jeunesse relatif au Subside « Initiatives Climat Jeunesse » repris ci-après ;
2. D'approuver le lancement d'un appel à candidatures afin de sélectionner le•la membre externe du comité de sélection.

Initiatives Climat Jeunesse – Règlement du subside 2026-2027

Article 1er – Nature de la subvention

§1er. La commune d'Etterbeek lance un appel à projets à destination des 12-24 ans et des organisations travaillant avec la jeunesse. Cet appel à projet

s'inscrit dans le cadre de l'axe de participation citoyenne du [Plan Climat d'Etterbeek](#), qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre sur le territoire de la commune et développer des stratégies d'adaptation au changement climatique.

§2. Via des subventions de 800 à 6000€, la commune aspire à promouvoir la mobilisation des jeunes en faveur du climat, en accord avec les thématiques prévues dans son [Plan Climat](#). Le budget global disponible pour toutes les subventions octroyées dans le cadre du subside « Initiatives Climat Jeunesse 2026-2027 »

s'élève à 40.000€.

Article 2 – Conditions de participation

§1er Les porteurs de projet sont des personnes morales actives dans le cadre des politiques de jeunesse, dirigées par des jeunes ou au service des jeunes : ASBL, mouvements de jeunesse, écoles (non communales), musées, etc.

Ils doivent être des entités légalement déclarées et doivent disposer d'un compte bancaire au nom de l'organisation.

Pour se porter candidats, les porteurs de projet doivent posséder leur siège social ou d'exploitation à Etterbeek, ou a minima démontrer leur ancrage ou l'existence d'une antenne sur le territoire de la commune d'Etterbeek. Le projet doit être développé à Etterbeek.

Toutes les organisations à but commercial sont exclues. Les entreprises privées, les particuliers, les partis politiques ou les organisations affiliées à un parti politique ne sont pas éligibles. Les associations de fait ne sont pas éligibles.

§2. Un même porteur de projet peut recevoir jusqu'à trois subventions pour des projets distincts.

Article 3 – Conditions de recevabilité des projets

§1er. Pour être recevables, les projets doivent pouvoir démontrer un impact sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre ou proposer des stratégies d'adaptation au changement climatique.

Les projets doivent faire référence à un ou plusieurs objectifs stratégiques du Plan Climat d'Etterbeek, à savoir :

1. Mobilité - Réduire les émissions liées au transport de personnes ou de biens
2. Bâtiments - Réduire les émissions liées aux consommations énergétiques du bâti
3. Ressources - Assurer une gestion circulaire des ressources et optimiser le tri des déchets
4. Economie bas carbone - Favoriser une offre commerciale et culturelle locale et durable
5. Alimentation durable - Favoriser la consommation d'une alimentation durable et stimuler la production alimentaire locale
6. Résilience du territoire - Prévenir et se protéger des effets du changement climatique en milieu urbain et dans l'espace public
7. Eau - Adapter la gestion de l'eau pour faire face aux nouvelles réalités climatiques
8. Biodiversité et environnement - Préserver la biodiversité et l'environnement
9. Gouvernance climatique - Impliquer le citoyen et le sensibiliser aux effets du changement climatique et aux impacts environnementaux de ses modes de vie.

§2. Les projets doivent :

- Être proposés, conçus et dirigés par au moins deux jeunes âgés de 12 à 24 ans et portés par une organisation éligible (voir Article 2) ;
- Être achevés au plus tard le 15 octobre 2027 (voir Article 9) ;
- Mettre l'accent sur le leadership et l'action des jeunes ;
- Inclure au moins :
 - une réalisation concrète (par exemple, le nombre d'événements à organiser et ce qui va être produit/réalisé durant ces événements) ;
 - un objectif chiffré (par exemple, le nombre de personnes qui vont être sensibilisées, le nombre d'arbres plantés, la quantité de déchets évités, etc.)

Article 4 – Comité de sélection

§1er Les dossiers sont examinés par un comité de sélection composé de:

- un•e membre du Service Climat ;
- un•e membre du Service Transition écologique ;
- un membre du Collège des Bourgmestre et échevins en charge de la jeunesse ou de l'un de ses représentants ;
- un•e membre du service communal compétent, en fonction de l'objectif stratégique du Plan Climat d'Etterbeek auquel correspond le projet soumis (ou l'objectif stratégique le plus pertinent) ;
- un•e membre externe à l'Administration Communale d'Etterbeek, sélectionné•e préalablement par les 3 premiers membres de ce comité de sélection, parmi les professionnels actifs dans le domaine de la jeunesse et/ou du climat via un appel à candidatures, et ayant préférentiellement une expertise de terrain.

Un quorum de 3 membres sur 5 est suffisant pour se réunir et prendre des décisions.

§2. En cas de conflit d'intérêt dans le chef d'un membre du comité de sélection par rapport à un projet, l'intéressé ne peut pas siéger lors des discussions et décisions concernant le projet concerné. Il y a conflit d'intérêt lorsque :

- L'intéressé le déclare d'emblée ;
- L'intéressé est porteur du projet ;
- Le comité de sélection statue qu'il y a conflit d'intérêt.

§3. Les mandats des membres du comité de sélection sont exercés à titre gratuit.

§4. Le comité de sélection soumet des propositions d'attribution de subventions motivées au Collège des Bourgmestre et échevins.

Le Collège des Bourgmestre et échevins se positionne sur l'attribution des subventions, qu'il valide, amende ou refuse, sur base de l'avis transmis par le comité de sélection visé au paragraphe 1er.

La décision du Collège des Bourgmestre et échevins d'octroyer ou non la subvention est notifiée par courrier électronique par le service Transition Ecologique aux porteurs de projet.

Article 5 – Critères de sélection

§1er Le comité de sélection se basera sur les critères suivants pour émettre son avis sur l'octroi ou non de la subvention :

- L'ampleur des impacts attendus en termes de changements de comportement, de connaissances, d'attitudes ou de processus menant à une réduction des émissions de gaz à effet de serre et à une meilleure adaptation au changement climatique ;
- La reproductibilité ou l'exemplarité ;
- L'approche participative et/ou collaborative avec d'autres parties prenantes (écoles, associations, communes,...) ;
- Le nombre d'objectifs stratégiques du Plan Climat d'Etterbeek qui sont couverts par le projet : une diversité de thèmes sera favorisée ;
- La faisabilité de mise en œuvre dans le timing prévu ;
- Le budget prévu (avec détail des dépenses envisagées) ;
- L'inclusion de publics fragilisés ;
- La pérennisation du projet au-delà de la subvention ;
- L'attention donnée à la communication et à la visibilité du projet ;
- Le caractère innovant ;
- Le quartier impacté : priorité sera donnée aux projets impactant l'initiative communale « Revitalisation du quartier de la Chasse/Saint-Antoine », sans que ce critère soit excluant.

Article 6 – Montant de la subvention

§1er Les subventions s'élèvent entre 800 et 6000€.

Le comité de sélection effectuera une analyse du budget fourni lors de la candidature. Si celui-ci lui paraît surévalué, la commune d'Etterbeek se réserve le droit de limiter le montant de la subvention à la partie du budget qu'il estime justifiée.

Le Comité de sélection portera par ailleurs une attention à une répartition équitable des subventions entre porteurs de projets, thèmes abordés, types de réalisations proposées et publics visés.

Article 7 – Dépenses éligibles

§1er. Les dépenses suivantes sont éligibles :

- Fourniture et matériel liés au projet, y compris la location et l'achat d'articles directement nécessaires à la réalisation du projet (équipement, outils, fournitures, etc.) ;
- Les coûts liés à l'organisation d'événements communautaires, d'ateliers ou de sessions éducatives directement liés au projet, y compris la location de salles, l'impression de documents, le catering ;
- Coûts liés à l'obtention des autorisations nécessaires à la mise en œuvre du projet conformément à la réglementation locale ;
- Frais de transport terrestre raisonnables pour les jeunes participants ou les membres de l'équipe directement impliqués dans la mise en œuvre du projet ;
- Supports de communication visant à faire connaître le projet ;
- Frais raisonnables liés à la formation et au mentorat proposés dans le cadre d'ateliers participatifs avec les jeunes participants ;
- Les coûts administratifs que les associations peuvent facturer pour la gestion de la subvention au nom des jeunes responsables de projets. Ces coûts ne doivent pas dépasser 15 % de la valeur totale de la subvention ;
- De petites sommes destinées à faciliter la participation des jeunes (par exemple, des indemnités journalières pour la nourriture) si ces dépenses sont raisonnables par rapport aux activités. En aucun cas, ces dépenses ne peuvent constituer la majeure partie de la subvention.

§2. Les dépenses suivantes ne sont pas éligibles :

- Loyer ou charges ;
- Frais d'enregistrement d'association à but non lucratif ;
- Bourses d'études ;
- Aide directe aux particuliers ou aux familles ;
- Contributions politiques partisans ou dépenses de ce type ;
- Dépenses liées à des campagnes politiques, des collectes de fonds ou des projets du même type ;
- Dépenses liées au lobbying ;
- Dépenses liées à des activités commerciales ;
- Campagnes de levée de fonds ;
- Événements ou collectes de fonds non liés à l'action climatique de la jeunesse ;
- Redistribution de subventions ou sous-attribution de subventions à d'autres organisations ou particuliers.

Article 8 – Procédure de liquidation de la subvention

§1er Le subsidie sera versé en deux tranches :

- Une première tranche de 70 % sera versée une fois le subsidie octroyé par le Collège des Bourgmestres et échevins dans un délai de maximum 6 semaines à dater de l'approbation des lauréats par le Collège des Bourgmestres et échevins.
- Le solde sera versé après la réception et la validation du rapport final, à condition que le projet ait bien été réalisé tel que prévu dans le formulaire de candidature. En cas d'imprévu ou de changement, le demandeur doit en avvertir aussi rapidement que possible le service Transition écologique qui évaluera la meilleure solution au cas par cas.

§2. Toute dépense liée à la subvention doit être justifiée par une facture nominative datée et signée, et associée à une dépense du budget prévisionnel. Toutes les pièces justificatives devront parvenir à la Commune dès la clôture du projet et au plus tard le 30/10/2027. Pour être acceptées, la date des factures doit impérativement se situer entre la date d'octroi de la subvention et le 15/10/2027.

§3. Le bénéficiaire de la subvention s'engage à rembourser partiellement ou totalement (selon la demande du Collège des Bourgmestre et échevins) la somme perçue en cas de non-exécution totale ou partielle du projet ou de non-respect du présent règlement quant à l'utilisation de la subvention et le respect des échéances, à savoir atteindre l'objectif auquel le porteur du projet s'est engagé et pour lequel le Collège des Bourgmestre et échevins a décidé d'octroyer la subvention.

Article 9 – Délais de mise en œuvre du projet

§1er. Les porteurs de projet s'engagent à respecter les délais suivants :

- Ouverture de l'appel à candidature : le 2 novembre 2026 ;
- Clôture de l'appel à candidature : le 29 novembre 2026 ;
- Notification de sélection : mi-décembre 2026. Le Collège communal attribue entre 6 et 50 subventions ;
- Décaissement de la 1ère tranche : fin décembre 2026/début janvier 2027 ;
- Déroulement du projet : de la date de notification de sélection au 15 octobre 2027 ;
- Envoi des justificatifs et du rapport final : au plus tard le 30 octobre 2027 ;
- Décaissement de la seconde tranche : novembre 2027

§2. L'octroi de la subvention ne dispense pas le demandeur d'obtenir les autorisations communales préalables nécessaires (demande d'intervention en voie publique, obtention de permis, etc.).

§3. Le porteur de projet est tenu de contracter toutes les assurances obligatoires durant la réalisation du projet s'il y a lieu.

Article 10 – Communication

§1er. Toute publicité ou publication en lien avec la réalisation du projet devra porter le logo de la commune d'Etterbeek, accompagné de la mention « Avec le soutien du Collège des Bourgmestre et échevins de la Commune d'Etterbeek ».

Article 11 – Candidature

§1er. Les candidatures sont à introduire via le formulaire de candidature dédié au subsidé « Initiatives Climat Jeunesse 2026-2027 » , préférentiellement sous forme électronique.

§2. Le formulaire peut néanmoins être soumis en version papier à l'accueil de l'Administration Communale ou envoyé par courrier (Administration communale d'Etterbeek, service Transition écologique – Avenue des Casernes, 31/1 - 1040 Etterbeek).

§3. Les candidatures sont acceptées à partir du 2 novembre 2026. L'appel à candidatures est ouvert pendant une période de 4 semaines.

§4. Les dossiers indûment complétés ou introduits après la date de clôture de l'appel à candidatures sont considérés comme irrecevables (date du cachet de la Poste faisant foi pour les dossiers envoyés par courrier).

Article 12 – Clause de non-discrimination

§1er . Les porteurs de projet s'engagent à ne tolérer aucune forme de discrimination fondée sur le sexe, la nationalité, la race, la couleur, l'ascendance, les origines nationales ou ethniques, l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la religion ou les convictions, les opinions politiques, la langue, l'état de santé actuel ou futur, le handicap, les caractéristiques physiques ou génétiques ou les origines sociales lors

de leurs activités.

§2. Le bénéficiaire de la subvention s'engage à rembourser partiellement ou totalement (selon la décision du Collège des Bourgmestre et échevins) la somme perçue en cas de non-respect de la clause de non-discrimination.

Article 13 – Protection des données

§1er. Les données personnelles communiquées dans le formulaire ne seront utilisées à d'autres fins que celles de traiter les demandes de subvention introduites et d'accompagner la réalisation des projets.

§2. Aucune donnée ne sera partagée avec des tiers sans le consentement du•de la porteur•se de projet.

§3. Les porteurs de projet peuvent exercer leur droit d'accès et de rectification de leurs données en envoyant un mail à etterbeek.durable@etterbeek.brussels ou par courrier postal à l'administration communale, à l'attention du service Transition Ecologique.

Article 14 – Litiges

§1er. Tout conflit d'interprétation des présentes dispositions sera soumis au Collège des Bourgmestre et échevins pour décision.

Subsidie “Klimaatinitiatieven Jeugd”: voorstel van reglement voor de projectoproep voor jongeren

De gemeenteraad,

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 22 januari 2026 akkoord is gegaan met de kandidatuur van de gemeente Etterbeek voor het programma “Youth Climate Action Fund”, waarvan Bloomberg Philanthropies de subsidieverstrekker is, om een oproep tot microprojecten te lanceren om jongeren van 15 tot 24 jaar te mobiliseren rond de klimaatdoelstellingen van de gemeente;

gelet op de opeenvolgende goedkeuringen van het charter van het programma (gemeenteraad van 18 mei 2026), de organisatie van informatiebijeenkomsten (college van 25 juni 2026), van het reglement voor de oproep tot kandidaten met een eerste voorgesteld tijdschema (gemeenteraad van 6 juli 2026) en van een tweede tijdschema voor de uitvoering van het project (college van 10 september 2026);

overwegende dat het college in zijn zitting van 24 september 2026 heeft ingestemd met de volledige terugtrekking van Etterbeek uit het programma “Youth Climate Action Fund”, de voortzetting van het project met eigen middelen via een begrotingswijziging en het volgende herziene tijdschema:

- Opening van de oproep tot kandidaten: 2 november 2026
- Sluiting van de oproep tot kandidaten: 29 november 2026 (4 weken)
- Selectiecomité: week van 30 november 2026
- Toekenning door het college: 10 december 2026
- Kennisgeving van de selectie: week van 14 december 2026
- Uitbetaling van de eerste schijf van de subsidie: week van 14 december 2026
- Uitvoering van het project: van de datum van kennisgeving van de selectie tot 15 oktober 2027
- Indiening van de bewijsstukken en het eindverslag: uiterlijk op 30 oktober 2027

gelet, bijgevolg, op het reglement voor de projectoproep gericht aan jeugdorganisaties dat hieronder wordt voorgesteld voor de organisatie van de oproep tot kandidaten vanaf 2 november;

overwegende dat de projecten moeten worden geselecteerd door een jury waarvan de samenstelling is bepaald in artikel 4 van het voorgestelde reglement en dat het externe lid dat niet behoort tot het gemeentebestuur van Etterbeek, zal worden geselecteerd uit professionals actief in het domein van jeugd en/of klimaat, via een oproep tot kandidaten;

1. om het onderstaande reglement voor de projectoproep gericht aan jeugdorganisatie voor de subsidie “Klimaatinitiatieven Jeugd” goed te keuren.
2. om de lancering van een oproep tot kandidaten goed te keuren om het externe lid van het selectiecomité te selecteren.

Klimaatinitiatieven Jeugd – Subsidiereglement 2026-2027

Artikel 1 – Aard van de subsidie

§1. De gemeente Etterbeek lanceert een projectoproep voor jongeren van 12 tot 24 jaar en voor organisaties die met jongeren werken. Deze projectoproep kadert binnen de pijler burgerparticipatie van het [Klimaatplan van Etterbeek](#), dat tot doel heeft de uitstoot van broeikasgassen op het grondgebied van de gemeente te verminderen en strategieën te ontwikkelen voor aanpassing aan de klimaatverandering.

§2. Via subsidies van 800 tot 6.000 euro wil de gemeente de mobilisatie van jongeren voor het klimaat bevorderen, in overeenstemming met de thema's die in haar [Klimaatplan](#) zijn opgenomen. Het totale beschikbare budget voor alle subsidies die worden toegekend in het kader van de subsidie “Klimaatinitiatieven Jeugd 2026-2027” bedraagt 40.000 euro.

Artikel 2 – Deelnamevoorwaarden

§1. De projectdragers zijn rechtspersonen die actief zijn binnen het jeugdbeleid, door jongeren worden geleid of ten dienste staan van jongeren: vzw's, jeugdbewegingen, (niet-gemeentelijke) scholen, musea, enz.

Zij moeten rechtmatig opgerichte entiteiten zijn en beschikken over een bankrekening op naam van de organisatie.

Om zich kandidaat te stellen, moeten projectdragers hun maatschappelijke zetel of exploitatiezetel in Etterbeek hebben of minstens hun verankering of het bestaan van een afdeling op het grondgebied van de gemeente Etterbeek aantonen. Het project moet in Etterbeek worden ontwikkeld.

Alle commerciële organisaties zijn uitgesloten. Private ondernemingen, particulieren, politieke partijen of organisaties die aan een politieke partij zijn verbonden komen niet in aanmerking. Feitelijke verenigingen komen niet in aanmerking.

§2. Eenzelfde projectdrager kan tot drie subsidies ontvangen voor afzonderlijke projecten.

Artikel 3 – Ontvankelijkheidsvoorwaarden voor de projecten

§1. Om ontvankelijk te zijn, moeten de projecten aantonen dat zij een impact hebben op de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen of strategieën voorstellen voor aanpassing aan de klimaatverandering.

De projecten moeten verwijzen naar één of meerdere strategische doelstellingen van het Klimaatplan van Etterbeek, namelijk:

1. Mobiliteit – De uitstoot door het vervoer van personen of goederen verminderen.
2. Gebouwen – De uitstoot door het energieverbruik van gebouwen verminderen
3. Hulpbronnen – Een circulair beheer van hulpbronnen verzekeren en de afvalsortering optimaliseren
4. Koolstofarme economie – Een lokaal en duurzaam commercieel en cultureel aanbod aanmoedigen
5. Duurzame voeding – De consumptie van duurzame voeding aanmoedigen en de lokale voedselproductie stimuleren

6. Veerkracht van het grondgebied – De effecten van de klimaatverandering in de stad en in de openbare ruimte voorkomen en zich ertegen beschermen

7. Water – Het waterbeheer aanpassen aan de nieuwe klimaatomstandigheden.

8. Biodiversiteit en milieu – De biodiversiteit en het milieu beschermen.

9. Klimaatgovernance – Burgers betrekken en sensibiliseren voor de effecten van klimaatverandering en de milieugevolgen van hun levensstijl

§2. De projecten moeten:

- Worden voorgesteld, ontworpen en geleid door minstens twee jongeren van 12 tot 24 jaar en gedragen worden door een organisatie die in aanmerking komt (zie Artikel 2);
- Uiterlijk op 15 oktober 2027 afgerond zijn (zie Artikel 9);
- De nadruk leggen op leiderschap en actie door jongeren;
- Minstens het volgende omvatten:
 - * één concrete verwezenlijking (bijvoorbeeld het aantal te organiseren evenementen en wat geproduceerd/verwezenlijkt zal worden tijdens die evenementen);
 - * een cijfermatige doelstelling (bijvoorbeeld het aantal personen die zullen worden gesensibiliseerd, het aantal geplante bomen, de hoeveelheid afval die wordt vermeden, enz.).

Artikel 4 – Selectiecomité

§1. Een selectiecomité onderzoekt de dossiers. Dat comité bestaat uit:

- een medewerker van de dienst Klimaat,
- een medewerker van de dienst Ecologische Transitie,
- een lid van het college van burgemeester en schepenen dat bevoegd is voor Jeugd of een van zijn vertegenwoordigers,
- een medewerker van de bevoegde gemeentedienst, afhankelijk van de strategische doelstelling van het Klimaatplan van Etterbeek waarop het ingediende project betrekking heeft (of de meest relevante strategische doelstelling);
- een extern lid dat niet behoort tot het gemeentebestuur van Etterbeek, vooraf geselecteerd door de 3 eerste leden van het selectiecomité, uit professionals actief in het domein van jeugd en/of klimaat, via een oproep tot kandidaten en bij voorkeur met expertise op het terrein.

Een quorum van 3 van de 5 leden is voldoende om te vergaderen en beslissingen te nemen.

§2. In geval van een belangenconflict bij een lid van het selectiecomité met betrekking tot een project, mag de betrokkene niet deelnemen aan de besprekingen en beslissingen over het betrokken project. Er is sprake van een belangenconflict wanneer:

- De betrokkene dit spontaan aangeeft;
- De betrokkene zelf projectdrager is;
- Het selectiecomité oordeelt dat er een belangenconflict bestaat.

§3. De mandaten van de leden van het selectiecomité worden kosteloos uitgeoefend.

§4. Het selectiecomité legt gemotiveerde voorstellen voor de toekenning van de subsidie voor aan het college van burgemeester en schepenen.

Het college van burgemeester en schepenen beslist over de toekenning van de subsidies, die het kan goedkeuren, wijzigen of weigeren, op basis van het advies van het selectiecomité bedoeld in §1.

De beslissing van het college van burgemeester en schepenen om de subsidie al dan niet toe te kennen

wordt door de dienst Ecologische Transitie via e-mail meegedeeld aan de projectdragers.

Artikel 5 – Selectiecriteria

§1. Het selectiecomité baseert zich op de volgende criteria om zijn advies te geven over het al dan niet toekennen van de subsidie:

- De omvang van de verwachte impact op gedragsverandering, kennis, attitudes of processen die leiden tot een vermindering van de uitstoot van broeikasgassen en tot een betere aanpassing aan de klimaatverandering;
- De reproduceerbaarheid of voorbeeldfunctie;
- De participatieve en/of samenwerkende aanpak met andere betrokken actoren (scholen, verenigingen, gemeenten...);
- Het aantal strategische doelstellingen van het Klimaatplan van Etterbeek dat door het project wordt gedekt: een diversiteit aan thema's wordt aangemoedigd;
- De haalbaarheid van de uitvoering binnen de timing;
- Het voorziene budget (met detail van de geplande uitgaven);
- De inclusie van kwetsbare doelgroepen;
- De voortzetting van het project na afloop van de subsidie;
- De aandacht voor de communicatie en de zichtbaarheid van het project;
- Het innovatieve karakter;
- De betrokken wijk: er wordt voorrang gegeven aan projecten die een bijdrage leveren aan het gemeentelijke initiatief "Heropleving van de Jachtwijk", zonder dat dit criterium een uitsluitingsgrond vormt.

Artikel 6 – Bedrag van de subsidie

§1. De subsidies bedragen tussen 800 en 6.000 euro.

Het selectiecomité maakt een analyse van het budget dat bij de kandidatuur werd ingediend. Als dit budget als overgewaardeerd wordt beschouwd, behoudt de gemeente Etterbeek zich het recht voor het subsidiebedrag te beperken tot het deel van het budget dat zij gerechtvaardigd acht.

Het selectiecomité besteedt bovendien aandacht aan een billijke verdeling van de subsidies tussen projectdragers, behandelde thema's, voorgestelde realisaties en beoogde doelgroepen.

Artikel 7 – Subsidiabele uitgaven

§1. De volgende uitgaven komen in aanmerking:

- Leveringen en materiaal voor het project, inclusief de huur en aankoop van artikelen die rechtstreeks nodig zijn voor de uitvoering van het project (uitrusting, gereedschap, benodigdheden, enz.);
- Kosten voor de organisatie van gemeenschapsevenementen, workshops of educatieve sessies die rechtstreeks verband houden met het project, inclusief zaalhuur, drukwerk en catering;
- Kosten voor het verkrijgen van de nodige vergunningen voor de uitvoering van het project volgens de lokale regelgeving;
- Redelijke kosten voor vervoer over land voor de deelnemende jongeren of teamleden die rechtstreeks betrokken zijn bij de uitvoering van het project;
- Communicatiemateriaal om het project bekend te maken;
- Redelijke kosten voor opleiding en mentorschap die worden aangeboden in het kader van participatieve workshops met de jonge deelnemers;
- Administratieve kosten die verenigingen kunnen aanrekenen voor het beheer van de subsidie in naam van de jonge projectverantwoordelijken. Deze kosten mogen niet meer dan 15% van het totale subsidiebedrag bedragen;
- Kleine bedragen ter ondersteuning van de deelname van jongeren (bijvoorbeeld dagvergoedingen voor maaltijden), op voorwaarde dat deze uitgaven redelijk zijn in verhouding tot de activiteiten.

Deze uitgaven mogen in geen geval het grootste deel van de subsidie uitmaken.

§2. De volgende uitgaven komen niet in aanmerking:

- Huur of lasten;
- Registratiekosten voor een vereniging zonder winstoogmerk;
- Studiebeurzen;
- Rechtstreekse hulp aan particulieren of gezinnen;
- Partijpolitieke bijdragen of gelijkaardige uitgaven;
- Uitgaven verbonden aan politieke campagnes, fondsenwerving of gelijkaardige projecten;
- Uitgaven verbonden aan lobbying;
- Uitgaven verbonden aan commerciële activiteiten;
- Fondsenwervingscampagnes;
- Evenementen of fondsenwerving die geen verband houden met klimaatactie door jongeren;
- Herverdeling van subsidies of het doorgeven van subsidies aan andere organisaties of particulieren.

Artikel 8 – Procedure voor de uitbetaling van de subsidie

§1. De subsidie wordt gestort in twee schijven:

- Een eerste schijf van 70 procent wordt gestort wanneer de subsidie wordt toegekend door het college van burgemeester en schepenen binnen maximaal 6 weken na de goedkeuring van de laureaten door college van burgemeester en schepenen.
- Het saldo wordt gestort na ontvangst en goedkeuring van het eindverslag op voorwaarde dat het project is uitgevoerd zoals gepland op het kandidatuurformulier. Bij onvoorziene gevallen of in geval van een wijziging moet de aanvrager de dienst Ecologische Transitie zo snel mogelijk op de hoogte brengen. De dienst zoekt dan geval per geval naar de beste oplossing.

§2. Elke uitgave in verband met de subsidie moet worden gestaafd met een op naam gestelde, gedateerde en ondertekende factuur, gekoppeld aan een uitgave uit het voorziene budget. Alle bewijsstukken moeten aan de gemeente worden bezorgd zodra het project wordt afgesloten en uiterlijk op 30/10/2027. Om aanvaard te worden, moeten de facturen gedateerd zijn tussen de datum van toekenning van de subsidie en 15/10/2027.

§3. De begunstigde van de subsidie verbindt zich ertoe om het ontvangen bedrag gedeeltelijk of volledig terug te betalen (zoals gevraagd door het college van burgemeester en schepenen) in geval van volledige of gedeeltelijke niet-uitvoering van het project, niet-naleving van dit reglement met betrekking tot het gebruik van de subsidie, niet-naleving van de termijnen, dat wil zeggen de doelstelling bereiken waartoe de projectdrager zich heeft verbonden en op basis waarvan het college van burgemeester en schepenen heeft beslist de subsidie toe te kennen.

Artikel 9 – Termijnen voor de uitvoering van het project

§1. De projectdragers verbinden zich ertoe de volgende termijnen na te leven:

- Opening van de oproep tot kandidaten: 2 november 2026
- Sluiting van de oproep tot kandidaten: 29 november 2026
- Kennisgeving van de selectie: midden december 2026 Het college kent tussen 6 en 50 subsidies toe.
- Uitbetaling van de eerste schijf: eind december 2026/begin januari 2027
- Uitvoering van het project: van de datum van kennisgeving van de selectie tot 15 oktober 2027
- Indiening van de bewijsstukken en het eindverslag: uiterlijk op 30 oktober 2027
- Uitbetaling van de tweede schijf: november 2027

§2. De toekenning van de subsidie ontslaat de aanvrager niet van de verplichting om vooraf de nodige gemeentelijke vergunningen te verkrijgen (aanvraag voor tussenkomst op de openbare weg, vergunningen, enz.).

§3. De projectdrager moet, indien nodig, alle wettelijk verplichte verzekeringen afsluiten voor de duur van de uitvoering van het project.

Artikel 10 – Communicatie

§1. Op alle reclame of publicaties in verband met de uitvoering van het project moet het logo van de gemeente Etterbeek worden afgebeeld met de vermelding “Met de steun van het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek”.

Artikel 11 – Kandidatuur

§1. Kandidaturen worden ingediend via het kandidatuurformulier voor de subsidie “Klimaatinitiatieven Jeugd 2026-2027”, bij voorkeur via elektronische weg.

§2. Het formulier kan echter ook op papier worden ingediend aan het onthaal van het gemeentebestuur van Etterbeek of per post worden verzonden (Gemeentebestuur van Etterbeek, dienst Ecologische Transitie – Kazernenlaan 31/1, 1040 Etterbeek).

§3. Kandidaturen worden aanvaard vanaf 2 november 2026. De oproep tot kandidaten blijft gedurende 4 weken geopend.

§4. Dossiers die onvolledig zijn ingevuld of na de sluitingsdatum van de oproep tot kandidaten worden ingediend worden als onontvankelijk beschouwd. Voor dossiers die per post worden verzonden geldt de poststempel als bewijs van de indieningsdatum.

Artikel 12 – Non-discriminatieclausule

§1. De projectdragers verbinden zich ertoe geen enkele vorm van discriminatie te tolereren op grond van geslacht, nationaliteit, ras, huidskleur, afstamming, nationale of etnische afkomst, leeftijd, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, geboorte, godsdienst of levensovertuiging, politieke overtuiging, taal, huidige of toekomstige gezondheidstoestand, handicap, fysieke of genetische kenmerken of sociale afkomst tijdens hun activiteiten.

§2. De begunstigde van de subsidie verbindt zich ertoe het ontvangen bedrag gedeeltelijke of volledig (afhankelijk van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen) terug te betalen in geval van niet-naleving van de non-discriminatieclausule.

Artikel 13 – Gegevensbescherming

§1. De persoonsgegevens die op het formulier worden vermeld worden niet gebruikt voor andere doeleinden dan de verwerking van de subsidieaanvragen en de begeleiding bij de uitvoering van projecten.

§2. Er worden geen gegevens gedeeld met derden zonder toestemming van de projectdragers.[NU1]

§3. Projectdragers kunnen hun recht op toegang en verbetering van hun gegevens uitoefenen door een e-mail te sturen naar duurzaam.etterbeek@etterbeek.brussels of per brief naar het gemeentebestuur van Etterbeek ter attentie van de dienst Ecologische Transitie.

Artikel 14 – Geschillen

§1. Alle interpretatiegeschillen over deze bepalingen worden ter beslissing voorgelegd aan het college van burgemeester en schepenen.

8 Commission indépendante d’attribution des logements communaux - Désignation des membres

Le Conseil communal,

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du logement, spécialement son article 28bis ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 décembre 2017 relatif aux règles applicables aux logements mis en location par certains opérateurs immobiliers publics et par les agences immobilières sociales ;

Vu la décision du Conseil communal d'Etterbeek du 14 septembre 2026 modifiant le règlement d'attribution des logements communaux ;

Considérant que l'article 8, § 1er, du règlement d'attribution ainsi modifié prévoit que la Commission indépendante d'attribution est notamment composée de cinq membres :

1° un attaché-juriste désigné par le Conseil communal parmi les agents communaux, qui la préside ;

2° le fonctionnaire chargé de la direction de la Régie foncière ;

3° trois travailleurs sociaux désignés par le Conseil communal parmi les travailleurs sociaux employés par la Commune d'Etterbeek ou par le Centre public d'action sociale d'Etterbeek ;

Considérant que les membres de la Commission sont désignés en raison de leurs compétences professionnelles et exercent leur mission en toute indépendance et impartialité ;

Considérant que les membres sont amenés, dans l'exercice de leur mission, à prendre connaissance de données personnelles, familiales, sociales, médicales, patrimoniales et financières relatives aux candidats locataires et aux locataires ;

Considérant qu'ils sont, à ce titre, tenus au respect du secret professionnel ainsi qu'à une obligation stricte de discrétion et de confidentialité ;

DÉCIDE :

Article 1er

De désigner, au scrutin secret, à siéger comme membres effectifs de la Commission indépendante d'attribution des logements communaux :

1. en qualité de candidats membres pour la Commune d'Etterbeek :

1. Marie Lenaerts, attaché-juriste désigné par le Conseil communal parmi les agents communaux, Présidente de la Commission ;

2. Danielle Milde : la fonctionnaire chargée de la direction de la Régie foncière ;

3. Saïda Mrabtifi : assistante sociale

2. en qualité de candidats pour le CPAS d'Etterbeek :

1. Mme Ingrid DUFAYS, assistante sociale en chef ;

2. Mme Dina LOBANDJI, assistante sociale.

Article 2

De rappeler que les intéressés exerceront leur mission en toute indépendance et impartialité et qu'ils seront tenus au respect du secret professionnel ainsi que des obligations de discrétion et de confidentialité applicables aux travaux de la Commission.

Onafhankelijke commissie voor de toewijzing van gemeentelijke woningen – Benoeming van leden

1 annexe / 1 bijlage

INDIVIDUAL_NOTIFICATION_fr_8761.pdf

Commune, Log'iris et Mission Locale pour l'Emploi (MLE) - Convention de coopération horizontale

Le Conseil,

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Vu les articles 5 et 22 des statuts de la s.a. Logiris ;

Vu l'article 67 du Code bruxellois du logement ;

Vu les articles 3, 4 et 5 de l'ordonnance du 27 novembre 2008 relative au soutien des missions locales pour l'emploi et des « lokale werkwinkels » ;

Vu les articles 4, 5 et 19 des statuts de l'ASBL Mission Locale pour l'Emploi ;

Vu l'article 31 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, qui exclut expressément de son champ d'application la convention de coopération horizontale lorsque chacune des conditions suivantes est réunie :

1. le marché établit ou met en oeuvre une coopération entre les pouvoirs adjudicateurs participants dans le but de garantir que les services publics dont ils doivent assurer la prestation, sont réalisés en vue d'atteindre les objectifs qu'ils ont en commun ;
2. la mise en oeuvre de cette coopération n'obéit qu'à des considérations d'intérêt public ; et
3. les pouvoirs adjudicateurs participants réalisent sur le marché concurrentiel moins de 20 % des activités concernées par la coopération. Ce pourcentage d'activités est déterminé conformément à l'article 30, § 4.

Considérant que la Commune d'Etterbeek constitue indéniablement un service public au sens organique, chargée d'une manière générale de tout ce qui est d'intérêt communal ; que l'article 67 du Code bruxellois du logement indique que les SISP poursuivent des missions de service public et que Log'iris est une société anonyme agréée par la SLRB en qualité de SISP ; que les missions locales, auxquelles sont confiées des obligations particulières dans l'exercice des service d'intérêt général (SIG) ou service d'intérêt économique général (SIEG) qu'elles assurent, poursuivent des missions de service public ; que dès lors, la première partie de la première condition s'en trouve remplie ;

Considérant que l'objectif commun est la réalisation de petits travaux de réfection, de rénovation, d'embellissement et d'amélioration énergétique des bâtiments, associée à la formation par le travail et à l'insertion socioprofessionnelle de travailleurs faiblement qualifiés ; que dès lors, la seconde partie de la première condition s'en trouve remplie ;

Considérant que dans le cadre de la coopération horizontale qui est conclue entre les parties, les transferts financiers ne sont pas limités au remboursement du coût effectif, mais sont guidés par des considérations d'intérêt public avec une valorisation financière et non financière des apports respectifs de chaque partie ; que dès lors, la deuxième condition s'en trouve remplie ;

Considérant que les activités concernées par la coopération ne sont pas exercées sur le marché concurrentiel ; que dès lors, la troisième condition s'en trouve remplie ;

Considérant l'avis juridique d'APEX, jointe en annexe de la présente délibération, qui détaille comment la Commune, Log'iris et la MLE remplissent toutes les conditions de l'article 31 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, en matière de convention de coopération horizontale ;

Décide d'approuver la convention de collaboration horizontale ci-dessous.

Entre :

La Commune d'Etterbeek, dont le siège social est établi Avenue des Casernes 31 à 1040 Etterbeek, inscrite à la BCE sous le numéro 0207.365.610;

Dénommée « la Commune » ; Représentée par M. Vincent De Wolf, Bourgmestre, et Mme Annick Petit, Secrétaire communale ;

Et :

La S.A. LOG'IRIS, ayant son siège social Promenade Hippolyte Rolin 1, 1040 Etterbeek, inscrite à la BCE sous le numéro 0403.357.375 ;

Dénommée « LOG'IRIS » ; Représentée par M. Arnaud Van Praet, Président, et Mme Nathalie Germen, Directrice générale f.f. ;

Et :

L'ASBL Mission Locale Pour l'Emploi, dont le siège social est établi Avenue des Casernes 31 à 1040 Etterbeek, inscrite à la BCE sous le numéro 0445.156.655;

Dénommée « La Mission Locale » ; Représentée par Mme Laure-Mélanie Defèche, Présidente, et M. Fabio Guy Amata, Directeur ;

Ci-après dénommées ensemble « Parties » et individuellement « Partie ».

Vu les articles 3 et 4 loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Vu les articles 7:93 et 9:7 du Code des sociétés et des associations ;

Vu l'article 67 du Code bruxellois du logement ;

Vu les articles 5 et 22 des statuts de la s.a. Logiris ;

Vu les articles 3, 4 et 5 de l'ordonnance du 27 novembre 2008 relative au soutien des missions locales pour l'emploi et des « lokale werkwinkels » ;

Vu l'article 14 de l'ordonnance de l'ordonnance du 23 juillet 2018 relative à l'agrément et au soutien des entreprises sociales ;

Vu l'article 1er de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 mars 2012 portant exécution de l'ordonnance du 27 novembre 2008 ;

Vu les articles 4, 5 et 19 des statuts de l'ASBL Mission Locale pour l'Emploi ;

Vu l'article 31 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'article 2, 1° de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneur de travaux ;

Considérant qu'une agrégation au sens de la loi précitée est requise en présence d'un marché de travaux au sens de l'article 2, 18° la loi du 17 juin 2016 ; que l'article 31 de la loi du 17 juin 2016 exclut expressément de son champ d'application la convention de coopération horizontale ; que, par conséquent, aucune agrégation n'est requise;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

I. Préambule

1. La Commune est une autorité publique locale dotée de la personnalité juridique, chargée d'assurer, dans le cadre de ses compétences, des missions d'intérêt communal et de service public au bénéfice de sa population. LOG'IRIS est une société anonyme ayant la qualité de Société Immobilière de Service Public (SISP), agréée par la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale (SLRB), ayant notamment pour mission la gestion et la mise en location de logements sociaux. La Mission Locale, est une association sans but lucratif active dans le domaine de l'insertion socioprofessionnelle et de l'accompagnement vers l'emploi, notamment par la mise en œuvre de projets et d'activités favorisant l'acquisition d'une expérience professionnelle. Chacune des Parties

peut, conformément aux dispositions légales, réglementaires et statutaires qui lui sont applicables, exercer toute activité contribuant à la réalisation de tout ou partie de ses missions et de son objet.

2. Les Parties sont soucieuses de mettre en place une coopération visant la réalisation de petits travaux de réfection, de rénovation, d'embellissement et d'amélioration énergétique des bâtiments, associée à la formation par le travail et à l'insertion socioprofessionnelle de travailleurs faiblement qualifiés. Elles ont identifié les avantages, tant financiers que qualitatifs et opérationnels, qu'une telle coopération est susceptible d'apporter à chacune d'elles ainsi qu'à leurs bénéficiaires. Cette coopération permet également de mutualiser leurs moyens et leurs compétences afin de poursuivre des objectifs d'économie, de rationalisation, d'optimisation et d'efficacité dans l'accomplissement de leurs missions respectives. Les Parties ont, dans ce contexte, approfondi les possibilités de coopération en la matière et entendent inscrire celle-ci dans le cadre de l'article 31 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, relatif à la coopération horizontale non institutionnalisée entre pouvoirs adjudicateurs, telle qu'initialement consacrée par la Cour de justice de l'Union européenne dans son arrêt du 9 juin 2009, C-480/06, Commission c. Allemagne. Elles considèrent que les conditions d'application de cette disposition sont réunies. Par la coopération envisagée, elles entendent en effet contribuer à l'exercice de leurs missions de service public et d'aide à la population en vue d'atteindre des objectifs qu'elles ont en commun, dans le respect des dispositions légales, réglementaires et statutaires qui leur sont applicables. La présente coopération est exclusivement guidée par des considérations d'intérêt public et poursuit un objectif d'intérêt général. Elle s'exerce sans préjudice de l'application de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics lorsque, pour l'exécution de leurs obligations dans le cadre de la présente coopération, les Parties doivent elles-mêmes recourir à des opérateurs économiques dans des conditions soumises à cette législation.

3. La présente convention n'a ni pour but, ni pour objectif d'exercer des activités sur le marché concurrentiel. L'objet de la présente convention consiste exclusivement en une relation entre les trois parties présentes au contrat.

En conséquence, les Parties ont convenu ce qui suit :

II. Missions de service public dans le cadre desquelles la coopération est conclue

4. La présente coopération a pour objet de garantir que les missions de service public assumées par les Parties sont réalisées en vue d'atteindre les objectifs qu'elles ont en commun, ainsi que de déterminer les modalités de leur collaboration et leurs engagements respectifs dans le cadre de la coopération qu'elles entendent mettre en œuvre. Elle est conclue entre trois personnes morales revêtant chacune la qualité de pouvoir adjudicateur. Pour rappel, les missions de service public concernées par la présente convention peuvent être résumées comme suit :

5. La Commune, en vertu de son statut légal, exerce des missions de service public et, plus particulièrement, des missions d'intérêt communal. Dans le cadre de la présente convention, il s'agit notamment de la gestion, de l'entretien et de l'amélioration du patrimoine communal, ainsi que du soutien à l'emploi et à l'insertion socioprofessionnelle. Ces missions constituent le fondement de son intervention dans le cadre de la présente convention.

6. LOG'IRIS exerce les missions de service public dévolues aux sociétés immobilières de service public en vertu de l'article 67 du Code bruxellois du Logement. Il s'agit notamment de la mise à disposition de logements sociaux, de la rénovation et de l'entretien des immeubles destinés à cette fin, de l'amélioration du cadre de vie des locataires et de la prise en compte de leurs difficultés sociales. Ces missions constituent le fondement de son intervention dans le cadre de la présente convention.

7. La Mission locale pour l'emploi assure des missions d'intérêt général en matière d'insertion socioprofessionnelle, selon les termes des documents préparatoires de l'ordonnance qui organise le régime juridique, pour laquelle elle reçoit une compensation expressément qualifiée de « service public » dans l'ordonnance relative à son agrément et son soutien. Ce constat suffit pour répondre à la notion, spécifique au droit européen, de « mission de service public ». Il s'agit notamment de l'accueil, de l'orientation et de l'accompagnement des chercheurs d'emploi, de l'accès à la formation et de l'acquisition de compétences professionnelles, notamment par la mise en situation de travail. Ces missions, qui ressortissent aux notions – en droit européen – de Service d'Intérêt Général et de Service Economique d'Intérêt Général constituent le fondement

de son intervention dans le cadre de la présente convention. En outre, elle dispose d'un agrément en qualité d'entreprise sociale, en exécution de l'ordonnance du 23 juillet 2018 relative à l'agrément et au soutien des entreprises sociales, et perçoit à cette fin des subventions qui couvrent partiellement ses missions de service public.

III. Objet de la coopération

8. La mise en œuvre de la présente coopération est exclusivement guidée par des considérations d'intérêt public. La coopération poursuit les objectifs suivants :

- favoriser l'insertion socioprofessionnelle des travailleurs issus de la Mission locale pour l'emploi par la mise en situation de travail et la formation par la réalisation de petits travaux qui, en raison de leur nature ou de leur faible ampleur, ne justifient pas nécessairement l'intervention d'un entrepreneur professionnel
- développer et renforcer leurs compétences afin de favoriser leur adéquation avec les exigences du marché du travail ;
- développer leurs savoir-être professionnels nécessaires à l'exercice d'une activité auprès des bénéficiaires ;
- favoriser la reconnaissance et, lorsque cela est possible, la validation des compétences acquises dans le secteur de la rénovation du bâtiment ;
- améliorer leurs perspectives d'insertion durable sur le marché du travail.

Chaque Partie s'engage, dans le cadre de ses compétences et de ses moyens, à apporter aux autres Parties l'assistance et la collaboration nécessaires à la bonne exécution de la présente coopération. Dans cette perspective, l'organisation de la coopération veillera également à permettre aux travailleurs de s'absenter ponctuellement afin d'accomplir les démarches nécessaires à leur insertion socioprofessionnelle, notamment dans le cadre d'un accompagnement social ou administratif, d'une recherche active d'emploi, d'un entretien d'embauche ou de la participation à une formation.

IV. Absence de vocation de marché

9. L'objet de la présente convention n'a aucune vocation à être mis sur le marché et reste strictement limité aux trois parties signataires.

V. Apport des parties

10. Les Parties ont identifié les contributions et l'assistance réciproques nécessaires à la bonne mise en œuvre de la coopération. Sans que les énumérations ci-dessous puissent être considérées comme exhaustives, chacune des Parties s'engage, dans le cadre de ses compétences et de ses moyens, à assurer les missions suivantes.

A. Apport de la Mission Locale pour l'Emploi d'Etterbeek

11. La Mission Locale, assure notamment les tâches suivantes :

- mettre à disposition les travailleurs occupés dans le cadre du Programme de Transition Professionnelle (PTP) nécessaires à la réalisation des interventions ;
- assurer leur formation, leur encadrement et leur supervision technique ;
- fournir l'outillage professionnel et les vêtements de sécurité ;
- assurer le suivi socioprofessionnel des travailleurs ;
- veiller à ce que les travailleurs chargés de travaux spécifiques disposent des compétences nécessaires à leur réalisation ;
- assurer l'évaluation du travail réalisé par les travailleurs ;

- mettre en œuvre les actions nécessaires afin de favoriser leur mise à l'emploi à l'issue de leur parcours ;
- assurer les tâches administratives liées aux interventions, notamment le relevé quotidien des présences ;
- assurer, dans la mesure du possible, la continuité du service en cas de formation, de congé ou d'absence des travailleurs ou du contremaître ;
- se conformer aux modalités prévues par la Commune d'Etterbeek et LOG'IRIS pour l'acquisition des fournitures nécessaires à la réalisation des interventions dans le cadre de leurs marchés publics ;
- assurer la coordination générale des interventions ;
- réaliser les visites préalables nécessaires à l'évaluation des travaux demandés ;
- assurer la planification hebdomadaire des travaux et les visites hebdomadaires de chantier;
- assurer la sécurité des travailleurs.

B. Apports communs de la commune et de Logiris

12. La commune et Logiris mettre à disposition les fournitures nécessaires à la réalisation des interventions. Elles transmettent au responsable des projets de la Mission Locale toutes les informations utiles au déroulement de la coopération, notamment les lieux dans lesquels des travaux pourraient être effectués. Elles réalisent préalablement et en collaboration avec la Mission Locale, les métrés et l'estimation des besoins. Elles mettent à disposition un local sécurisé pour le stockage du matériel et le rangement des effets personnels des travailleurs, situé sur chantier, ainsi que, dans la mesure du possible, un local de pause permettant de se restaurer. Elles transmettent les informations sur les risques propres aux bâtiments et des mesures de prévention applicables. Elles participent aux visites hebdomadaires de chantier et aux évaluations du partenariat.

C. Apport spécifique d'Etterbeek

13. La Commune informe la Mission Locale des offres d'emploi au sein de l'administration communale.

VI. Travaux éligibles et formations requises

14. Les interventions réalisées dans le cadre de la présente convention sont limitées à des petits travaux ne nécessitant pas d'intervention lourde et représentant, en principe, un maximum de cinq jours de prestation pour une équipe de deux ouvriers. Sous réserve des compétences, formations et qualifications requises pour leur réalisation, peuvent notamment être effectués les travaux suivants :

- travaux d'aménagement adapté, tels que la pose de rampes d'accès, mains courantes, barres ou poignées d'appui ;
- travaux de peinture et de tapissage ;
- réparations courantes de plomberie ;
- petits travaux d'installation sanitaire ;
- remplacement de prises électriques, d'interrupteurs ou de luminaires ;
- travaux élémentaires de maçonnerie ;
- pose et réparation de carrelages de sols et de murs ;
- travaux d'enduisage et de plafonnage ;
- petits travaux de menuiserie ;

- montage et démontage de meubles ;
- pose et réparation de planchers et de parquets ;
- fabrication et pose de placards ;
- pose, réglage et réparation de portes ;
- placement de cloisons et de faux plafonds ;
- petits travaux contribuant aux économies d'énergie ou à l'amélioration de l'isolation, tels que la pose de joints aux fenêtres ou le traitement ponctuel de ponts thermiques ;
- petits travaux divers d'entretien et de maintenance.

Il s'agit de petits travaux de réfection, de rénovation, d'embellissement et d'amélioration énergétique dans les établissements scolaires et autres bâtiments communaux, et au sein des immeubles de logements sociaux appartenant à LOG'IRIS et situé sur le territoire de la commune d'Etterbeek. Les travaux concernés sont limités à des interventions de faible ampleur, ne nécessitant pas de travaux lourds et qui, compte tenu de leur nature et de leur importance, n'ont pas vocation à concurrencer les prestations habituellement réalisées par des entrepreneurs professionnels. Durant les périodes de vacances scolaires, les travailleurs pourront être affectés à la réalisation de travaux dans les écoles communales, dans les limites des travaux relevant de la présente coopération. La Mission Locale veillera, durant les mois de juillet et août, à maintenir une disponibilité des travailleurs correspondant au minimum à une semaine sur deux.

15. Formation. Les travaux nécessitant des compétences ou qualifications particulières ne peuvent être confiés qu'à des travailleurs ayant suivi avec succès les formations requises. À cette fin, la Mission Locale transmet à la Commune, tous les six mois, une liste actualisée des formations suivies et réussies par les travailleurs affectés.

16. Adaptation de la liste. Cette liste est non exhaustive et pourra être complétée par le Comité de Gouvernance. Cette liste peut être adaptée en fonction notamment des capacités techniques, des formations suivies par les travailleurs et des nécessités constatées dans le cadre de l'exécution de la coopération. Toute modification de cette liste est communiquée aux autres Parties préalablement à son application.

17. Exclusion. Sont exclues les interventions lourdes ou d'envergure, ainsi que celles nécessitant un permis d'urbanisme ou un contrôle de conformité en vertu de la législation applicable, notamment en matière de gaz et d'électricité.

VII. Règles de gouvernance

18. Les Parties s'engagent à un suivi régulier de la coopération afin de faire le point sur son état et d'y apporter les éventuelles corrections. Le fonctionnement pourra à cet effet être adaptée afin de répondre aux besoins d'une bonne exécution et garantir la bonne mise en œuvre du programme. Le projet énoncé est placé sous l'autorité d'un Comité de pilotage (CoPil) qui se réunit trimestriellement. Le CoPil est composé de représentants de chacune des Parties signataires ou de leurs représentants directs. La présidence du CoPil est assurée par une personne à désigner d'un commun accord par les Parties. Les parties s'engage à participer au CoPil. La Commune ou LOG'IRIS transmet à la Mission Locale une description des travaux souhaités et désigne une personne de référence. Les représentants de la Partie concernée et de la Mission Locale effectuent une visite préalable du chantier afin de préciser les travaux et de vérifier leur adéquation avec les compétences de l'équipe. La Mission Locale évalue la faisabilité et établit un programme d'exécution précisant la durée, les matériaux nécessaires et le nombre de travailleurs à affecter. Les Parties concernées déterminent ensemble si les travaux proposés par la commune et Logiris sont faisables par la MLE. Elles conviennent du démarrage des travaux et des modalités pratiques. Pour les interventions concernant LOG'IRIS, les matériaux sont réceptionnés par la Mission Locale sur la base de bons de commande établis et/ou validés préalablement par LOG'IRIS auprès des fournisseurs qu'elle désigne. La Mission locale établit en accord avec la partie concernée et lui transmet le planning général des chantiers couvrant au minimum deux mois et organiser des chantiers continus pendant la durée de la coopération. Une visite hebdomadaire de chantier permet d'évaluer les travaux effectués et d'échanger entre les référents du partenariat.

VIII. Limitation au partage des coûts des modalités financières

19. Principe. La participation de la Mission Locale à la coopération est financée conjointement par la Commune et LOG'IRIS, chacune lui octroyant une intervention annuelle. Celle-ci est fixée unilatéralement par la commune et Logiris, en fonction des crédits budgétaires disponibles.

20. Affectation. Ce financement est affecté aux coûts de main-d'œuvre supportés par la Mission Locale pour l'exécution des travaux faisant l'objet de la coopération, comprenant la rémunération, l'encadrement, et l'outillage des travailleurs, ainsi que les frais généraux y afférents, à l'exclusion de toute marge bénéficiaire. Ce montant sera objectivé au moyen d'un coefficient de conversion fondé sur un coût par journée d'occupation et par travailleur. Les parties définissent conjointement ce coût horaire annuellement.

21. Liquidation. Chaque montant sera liquidé à concurrence de 70 % au début de la période convenue, sur présentation d'une déclaration de créance.

22. A l'issue de période, la Mission Locale remettra un rapport d'activité accompagné des justificatifs de ses dépenses. Le solde de 30 % sera liquidé après vérification du caractère justifié et éligible de ces dépenses, sur présentation d'une nouvelle déclaration de créance. La périodicité des liquidations est annuelle, sauf accord différent entre les parties. En cas de défaut ou d'insuffisance de justifications, les sommes avancées seront remboursées, en tout ou en partie. Les parties conviennent d'appliquer à ce sujet la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

IX. Assurance

23. Les travailleurs sont assurés par la Mission Locale, que ce soit pour les déplacements du domicile au lieu de travail que pour les accidents de travail. Les outils et matériaux qui seraient éventuellement confiés à un travailleur par la Commune ou LOG'IRIS le sont aux risques et périls de la Mission Locale.

X. Correspondance

24. Toutes les correspondances et notifications effectuées en exécution de la présente convention sont adressées aux coordonnées des Parties mentionnées en tête de la présente convention. Toute modification des coordonnées ou des données de contact d'une Partie doit être communiquée par écrit aux autres Parties. Cette modification leur est opposable à compter de la réception de la notification écrite correspondante.

XI. Modification de la convention

25. Eu égard à la nécessité de maintenir, pendant toute la durée de la coopération, le respect des conditions prévues à l'article 31 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, toute modification de la présente convention ne peut intervenir que pour autant que ces conditions demeurent satisfaites. Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant écrit, préalablement approuvé et signé par l'ensemble des Parties. Si l'une des dispositions de la présente convention devait être déclarée nulle, invalide, inapplicable ou contraire à une disposition impérative ou d'ordre public, cette circonstance n'affecterait pas la validité des autres dispositions, qui continueraient à produire leurs effets dans toute la mesure permise par le droit applicable. Les Parties mettront en œuvre leurs meilleurs efforts pour remplacer la disposition nulle ou invalide par une disposition similaire présentant un effet juridique ou économique équivalent ou similaire.

XII. Fin de la collaboration

A. Retrait volontaire des Parties - préavis

26. Chacune des Parties peut se retirer de la présente convention de coopération moyennant le respect d'un préavis de durée de trois mois, notifié aux autres Parties par courrier recommandé. La Partie qui entend se retirer expose les motifs de sa décision dans la notification de retrait. Le retrait d'une Partie ne requiert pas l'accord des autres Parties. Hormis dans le cas du retrait de la Mission locale pour l'emploi, le retrait d'une Partie n'entraîne pas, à lui seul, la fin de la présente convention, pour autant que les conditions nécessaires à la poursuite de la coopération, notamment celles prévues à l'article 31 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics,

demeurent remplies.

B. Résolution de la Convention

27. En cas de manquement par l'une des Parties à l'une de ses obligations contractuelles, les autres Parties peuvent lui adresser, par courrier recommandé, une mise en demeure précisant la nature du manquement constaté et lui accordant un délai de trente jours calendrier pour y remédier. La Partie mise en demeure dispose d'un délai de quinze jours calendrier à compter de l'envoi de celle-ci pour faire connaître ses observations. À défaut de réponse dans les quinze jours ou de régularisation dans le délai de trente jours précités, la ou les Parties non défaillantes peuvent prononcer la résolution de la présente convention à l'égard de la Partie défaillante, par notification écrite adressée par courrier recommandé.

XIII. Entrée en vigueur et durée de la convention

28. La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature par l'ensemble des Parties. Lorsque les Parties signent la convention à des dates différentes, celle-ci entre en vigueur à la date de la dernière signature apposée. La présente convention est conclue pour une durée indéterminée, sans préjudice des modalités de retrait, de résiliation et de résolution prévues par celle-ci.

XIV. Droit applicable – litiges

29. Tout différend relatif à l'interprétation, à l'exécution ou à la cessation de la présente convention fait, préalablement à toute procédure judiciaire, l'objet d'une concertation entre les Parties en vue de rechercher une solution amiable. Lorsqu'un litige relatif à l'exécution de la présente convention implique directement les intérêts de plusieurs Parties, celles-ci s'engagent à intervenir volontairement à la cause à la demande de l'une d'entre elles. La présente convention est régie par le droit belge. À défaut de règlement amiable, les cours et tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles sont seuls compétents pour connaître de tout litige relatif à l'interprétation, à l'exécution ou à la cessation de la présente convention.

XV. Signatures

Fait à Etterbeek, le [date de signature à compléter] 2026,

Pour la Commune : Mme Annick Petit, Secrétaire communale, M. Vincent De Wolf, Bourgmestre

Pour LOG'IRIS : M. Arnaud Van Praet, Président, Mme Nathalie Germen, Directrice générale f.f.

Pour la Mission Locale : Mme Laure-Mélanie Defèche, Présidente, M. Fabio Guy Amata, Directeur

Vertaling volgt

De gemeenteraad,

gelet op artikels 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op artikels 5 en 22 van de statuten van de nv Log'iris;

gelet op artikel 67 van de Brusselse Huisvestingscode;

gelet op artikels 3, 4 en 5 van de ordonnantie van 27 november 2008 betreffende de ondersteuning van de "missions locales pour l'emploi" en de lokale werkwinkels;

gelet op artikels 4, 5 en 19 van de statuten van de vzw Mission locale pour l'Emploi;

gelet op artikel 31 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten is van toepassing, dat de horizontale samenwerkingsovereenkomst uitdrukkelijk uitsluit van haar toepassingsgebied wanneer alle volgende voorwaarden zijn vervuld:

1. de opdracht voorziet in of geeft uitvoering aan samenwerking tussen de deelnemende aanbestedende overheden om te bewerkstelligen dat de openbare diensten die zij moeten uitvoeren, worden verleend met het oog op de verwezenlijking van hun gemeenschappelijke doelstellingen;
2. de invulling van die samenwerking berust uitsluitend op overwegingen in verband met het openbaar belang; en
3. de deelnemende aanbestedende overheden nemen op de open markt niet meer dan 20 % van de onder die samenwerking vallende activiteiten voor hun rekening. Dit activiteitenpercentage wordt bepaald overeenkomstig artikel 30, § 4;

overwegende dat de gemeente Etterbeek onmiskenbaar een openbare dienst in organieke zin vormt, die in het algemeen belast is met alles wat van gemeentelijk belang is; dat artikel 67 van de Brusselse Huisvestingscode bepaalt dat de Openbare Vastgoedmaatschappijen (OVM's) opdrachten van openbaredienstverlening vervullen en dat Log'iris een naamloze vennootschap is die door de BGHM erkend is als OVM; dat de Mission locales, waaraan bijzondere verplichtingen zijn toevertrouwd bij de uitvoering van diensten van algemeen belang (DAB) of diensten van algemeen economisch belang (DAEB) ook opdrachten van openbaredienstverlening vervullen; dat bijgevolg het eerste onderdeel van de eerste voorwaarde vervuld is;

overwegende dat de gemeenschappelijke doelstelling bestaat uit het uitvoeren van kleine herstellings-, renovatie-, verfraaiings- en energieverbeteringswerken aan gebouwen, gekoppeld aan opleiding door werk en de socioprofessionele inschakeling van laaggeschoolde werknemers; dat bijgevolg het tweede onderdeel van de eerste voorwaarde vervuld is;

overwegende dat in het kader van de tussen de partijen gesloten horizontale samenwerking de financiële overdrachten niet beperkt zijn tot de terugbetaling van de werkelijke kosten, maar worden ingegeven door overwegingen van algemeen belang, waarbij zowel de financiële als de niet-financiële bijdragen van elke partij naar waarde worden geschat; dat bijgevolg de tweede voorwaarde vervuld is;

overwegende dat de activiteiten waarop de samenwerking betrekking heeft niet worden uitgeoefend op een open markt; dat bijgevolg de derde voorwaarde vervuld is;

gelet op het juridisch advies van APEX, bijgevoegd als bijlage bij deze beraadslaging, waarin wordt uiteengezet hoe de gemeente, Log'iris en de MLE voldoen aan alle voorwaarden van artikel 31 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten met betrekking tot een horizontale samenwerkingsovereenkomst;

BESLIST om de onderstaande horizontale samenwerkingsovereenkomst goed te keuren.

Tussen:

De gemeente Etterbeek, met maatschappelijke zetel op de Kazernenlaan 31 in 1040 Etterbeek, ingeschreven in het KBO onder het nummer 0207.365.610;

“de Gemeente” genoemd, vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris;

en:

de nv LOG'IRIS, met maatschappelijke zetel op de Hippolyte Rolinpromenade 1, 1040 Etterbeek, ingeschreven in het KBO onder het nummer 0403.357.375;

“LOG'IRIS” genoemd, vertegenwoordigd door de heer Arnaud Van Praet, Voorzitter, en mevrouw Nathalie Germen, waarnemend algemeen directeur;

en:

de vzw Mission locale pour l'Emploi, met maatschappelijke zetel op de Kazernenlaan 31 in 1040 Etterbeek, ingeschreven in het KBO onder het nummer 0445.156.655;

“de Mission locale” genaamd, vertegenwoordigd door mevrouw Laure-Laure-Mélanie Defèche, voorzitter, en de

heer Fabio Guy Amata, directeur;

hierna samen “Partijen” en individueel “Partij” genoemd.

gelet op artikels 3 en 4 van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

gelet op artikels 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op artikels 7:93 en 9:7 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

gelet op artikel 67 van de Brusselse Huisvestingscode;

gelet op artikels 5 en 22 van de statuten van de nv Log'iris;

gelet op artikels 3, 4 en 5 van de ordonnantie van 27 november 2008 betreffende de ondersteuning van de “missions locales pour l'emploi” en de lokale werkwinkels;

gelet op artikel 14 van de ordonnantie van 23 juli 2018 met betrekking tot de erkenning en de ondersteuning van de sociale ondernemingen;

gelet op artikel 1 van het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 8 maart 2012 tot uitvoering van de ordonnantie van 27 november 2008;

gelet op artikels 4, 5 en 19 van de statuten van de vzw Mission locale pour l'Emploi;

gelet op artikel 31 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

gelet op artikel 2, 1° van de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken;

overwegende dat een erkenning in de zin van voormelde wet vereist is wanneer sprake is van een opdracht voor werken in de zin van artikel 2, 18°, van de wet van 17 juni 2016; dat artikel 31 van de wet van 17 juni 2016 de horizontale samenwerkingsovereenkomst uitdrukkelijk uitsluit van haar toepassingsgebied; dat bijgevolg geen erkenning vereist is;

gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

I. Preambule

1. De Gemeente is een lokale overheid met rechtspersoonlijkheid, belast met het verzekeren van opdrachten van gemeentelijk belang en van openbare dienstverlening ten behoeve van haar bevolking, binnen het kader van haar bevoegdheden. LOG'IRIS is een naamloze vennootschap met de hoedanigheid van openbare vastgoedmaatschappij (OVM), erkend door de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij (BGHM), en heeft onder meer als opdracht het beheer en de verhuur van sociale woningen. De Mission locale is een vereniging zonder winstoogmerk die actief is op het vlak van socioprofessionele inschakeling en begeleiding naar werk, onder meer door het uitvoeren van projecten en activiteiten die het verwerven van beroepservaring bevorderen. Elke Partij kan, overeenkomstig de wettelijke, reglementaire en statutaire bepalingen die op haar van toepassing zijn, iedere activiteit uitoefenen die bijdraagt aan de verwezenlijking van haar opdrachten en doelstellingen, geheel of gedeeltelijk.

2. De Partijen zijn eropuit een samenwerking op te zetten gericht op het uitvoeren van kleine herstellings-, renovatie-, verfraaiings- en energieverbeteringswerken aan gebouwen, gekoppeld aan opleiding door werk en de socioprofessionele inschakeling van laaggeschoolde werknemers. Zij hebben de voordelen vastgesteld, zowel op financieel, kwalitatief als operationeel vlak, die een dergelijke samenwerking kan opleveren voor elk van hen en voor hun begunstigden. Deze samenwerking maakt het bovendien mogelijk hun middelen en vaardigheden te bundelen om doelstellingen van besparing, rationalisering, optimalisering en efficiëntie na te streven bij de

uitvoering van hun respectieve opdrachten. In deze context hebben de Partijen de mogelijkheden tot samenwerking ter zake nader onderzocht en wensen zij deze samenwerking te organiseren binnen het kader van artikel 31 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, betreffende niet-geïnstitutionaliseerde horizontale samenwerking tussen aanbestedende overheden, zoals oorspronkelijk erkend door het Hof van Justitie van de Europese Unie in zijn arrest van 9 juni 2009, C-480/06, Commissie tegen Duitsland. Zij zijn van oordeel dat aan de toepassingsvoorwaarden van deze bepaling is voldaan. Met de beoogde samenwerking wensen zij immers bij te dragen aan de uitvoering van hun opdrachten van openbare dienst en dienstverlening aan de bevolking om gemeenschappelijke doelstellingen te verwezenlijken, met naleving van de wettelijke, reglementaire en statutaire bepalingen die op hen van toepassing zijn. Deze samenwerking wordt uitsluitend ingegeven door overwegingen van algemeen belang en streeft een doelstelling van algemeen nut na. Zij wordt uitgevoerd zonder afbreuk te doen aan de toepassing van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten wanneer de Partijen, voor de uitvoering van hun verplichtingen in het kader van deze samenwerking, zelf een beroep moeten doen op ondernemers onder voorwaarden die onder die wetgeving vallen.

3. Deze overeenkomst heeft noch tot doel noch tot gevolg activiteiten uit te oefenen op een open markt. Het voorwerp van deze overeenkomst beperkt zich uitsluitend tot de verhouding tussen de drie partijen van deze overeenkomst.

Bijgevolg zijn de Partijen het volgende overeengekomen:

II. Opdrachten van openbare dienstverlening in het kader waarvan de samenwerking wordt gesloten

4. Deze samenwerking heeft tot doel te waarborgen dat de door de Partijen vervulde opdrachten van openbare dienstverlening worden uitgevoerd met het oog op het bereiken van de gemeenschappelijke doelstellingen die zij nastreven, alsook de modaliteiten van hun samenwerking en hun wederzijdse verbintenissen vast te leggen in het kader van de samenwerking die zij wensen te realiseren. Zij wordt gesloten tussen drie rechtspersonen die elk de hoedanigheid van aanbestedende overheid bezitten. Ter herinnering kunnen de opdrachten van openbare dienstverlening waarop deze overeenkomst betrekking heeft als volgt worden samengevat:

5. De Gemeente vervult op grond van haar wettelijke statuut opdrachten van openbare dienstverlening en, meer in het bijzonder, opdrachten van gemeentelijk belang. In het kader van deze overeenkomst gaat het onder meer om het beheer, het onderhoud en de verbetering van het gemeentelijk patrimonium, alsook om de ondersteuning van de werkgelegenheid en de socioprofessionele inschakeling. Deze opdrachten vormen de grondslag van haar tussenkomst in het kader van deze overeenkomst.

6. LOG'IRIS vervult de opdrachten van openbare dienstverlening die op grond van artikel 67 van de Brusselse Huisvestingscode aan openbare vastgoedmaatschappijen zijn toevertrouwd. Het gaat onder meer om het ter beschikking stellen van sociale woningen, de renovatie en het onderhoud van gebouwen die voor dit doel bestemd zijn, de verbetering van de leefomgeving van de huurders en het rekening houden met hun sociale moeilijkheden. Deze opdrachten vormen de grondslag van haar tussenkomst in het kader van deze overeenkomst.

7. De Mission locale pour l'Emploi vervult opdrachten van algemeen belang inzake socioprofessionele inschakeling, overeenkomstig de voorbereidende documenten van de ordonnantie die haar juridische statuut regelen, waarvoor zij een compensatie ontvangt die in de ordonnantie betreffende haar erkenning en ondersteuning uitdrukkelijk als "openbare dienstverlening" wordt gekwalificeerd. Deze vaststelling volstaat om te voldoen aan het begrip "opdracht van openbare dienstverlening" in de specifieke betekenis die daaraan in het Europees recht wordt gegeven. Het gaat onder meer over het onthaal, de oriëntering en de begeleiding van werkzoekenden, de toegang tot opleidingen en het verwerven van beroepscompetenties, in het bijzonder door werkervaring op te doen. Deze opdrachten, die naar Europees recht onder de begrippen Dienst van Algemeen Belang (DAB) en Dienst van Algemeen Economisch Belang (DAEB) vallen, vormen de grondslag van haar tussenkomst in het kader van deze overeenkomst. Bovendien beschikt zij over een erkenning als sociale onderneming, ter uitvoering van de ordonnantie van 23 juli 2018 met betrekking tot de erkenning en ondersteuning van de sociale ondernemingen, en ontvangt zij in dat kader subsidies die haar opdrachten van openbare dienstverlening gedeeltelijk financieren.

III. Doel van de samenwerking

8. De uitvoering van deze samenwerking wordt uitsluitend ingegeven door overwegingen van algemeen belang. De samenwerking streeft de volgende doelstellingen na:

- de socioprofessionele inschakeling bevorderen van werknemers afkomstig van de Mission locale pour l'emploi door hen werkervaring en opleiding te bieden via de uitvoering van kleine werkzaamheden die, wegens hun aard of beperkte omvang, niet noodzakelijk de tussenkomst van een professionele aannemer vereisen;
- hun vaardigheden ontwikkelen en versterken om hun aansluiting bij de vereisten van de arbeidsmarkt te bevorderen;
- hun professionele attitudes en vaardigheden ontwikkelen die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van activiteiten ten behoeve van de begunstigden;
- de erkenning en, waar mogelijk, de validering bevorderen van de vaardigheden die zijn verworven in de renovatiesector van gebouwen;
- hun vooruitzichten op een duurzame inschakeling op de arbeidsmarkt verbeteren.

Elke Partij verbindt zich ertoe, binnen de grenzen van haar bevoegdheden en middelen, aan de andere Partijen de bijstand en medewerking te verlenen die noodzakelijk zijn voor de goede uitvoering van deze samenwerking. In dit kader zal de organisatie van de samenwerking er ook op toezien dat werknemers occasioneel afwezig kunnen zijn om de stappen te ondernemen die noodzakelijk zijn voor hun socioprofessionele inschakeling, met name in het kader van sociale of administratieve begeleiding, actief zoeken naar werk, een sollicitatiegesprek of deelname aan een opleiding.

IV. Afwezigheid van een marktgericht karakter

9. Deze overeenkomst heeft geenszins tot doel op de markt te worden gebracht en is strikt beperkt tot de drie partijen die haar hebben ondertekend.

Bijdrage van de Partijen

10. De Partijen hebben de wederzijdse bijdragen en ondersteuning geïdentificeerd die noodzakelijk zijn voor een goede uitvoering van de samenwerking. Zonder dat onderstaande opsommingen als exhaustief kunnen worden beschouwd, verbindt elke Partij zich ertoe om, binnen de grenzen van haar bevoegdheden en middelen, de volgende opdrachten uit te voeren.

A. Bijdrage van de Mission locale pour l'Emploi d'Etterbeek

11. De Mission locale staat onder meer in voor de volgende taken:

- de terbeschikkingstelling van werknemers die tewerkgesteld zijn in het kader van het doorstromingsprogramma (DSP) en die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de interventies;
- hun opleiding, begeleiding en technische supervisie;
- de terbeschikkingstelling van professioneel gereedschap en veiligheidskledij;
- de socioprofessionele opvolging van de werknemers;
- erop toezien dat werknemers die belast zijn met specifieke werkzaamheden beschikken over de vereiste competenties om deze uit te voeren;
- de evaluatie van de door de werknemers uitgevoerde werkzaamheden;
- de uitvoering van de nodige acties om hun tewerkstelling na afloop van hun parcours te bevorderen;
- de administratieve taken in verband met de interventies, waaronder met name de dagelijkse aanwezigheidsregistratie;

- voor zover mogelijk, de continuïteit van de dienstverlening verzekeren bij opleiding, verlof of afwezigheid van werknemers of de opzichter;
- zich houden aan de door de gemeente Etterbeek en LOG'IRIS vastgestelde procedures voor de aankoop van de benodigdheden die vereist zijn voor de uitvoering van de interventies in het kader van hun overheidsopdrachten;
- instaan voor de algemene coördinatie van de interventies;
- de voorafgaande plaatsbezoeken uitvoeren die noodzakelijk zijn voor de beoordeling van de aangevraagde werkzaamheden;
- instaan voor de wekelijkse planning van de werkzaamheden en de wekelijkse werfbezoeken;
- de veiligheid van de werknemers waarborgen.

B. Gemeenschappelijke inbreng van de gemeente en Logiris

12. De Gemeente en Log'iris stellen de benodigdheden ter beschikking die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de interventies. Zij bezorgen aan de projectverantwoordelijke van de Mission locale alle nuttige informatie voor het verloop van de samenwerking, in het bijzonder met betrekking tot de locaties waar werkzaamheden kunnen worden uitgevoerd. Zij voeren voorafgaandelijk en in samenwerking met de Mission locale de opmetingen en de raming van de behoeften uit. Zij stellen een beveiligd lokaal ter beschikking voor de opslag van materiaal en het opbergen van de persoonlijke bezittingen van de werknemers op de werf, evenals, voor zover mogelijk, een pauzeruimte waar de werknemers kunnen eten. Zij bezorgen informatie over de risico's van de gebouwen en over de toepasselijke preventiemaatregelen. Zij nemen deel aan de wekelijkse werfbezoeken en aan de evaluaties van het partnerschap.

C. Specifieke inbreng van Etterbeek

13. De Gemeente brengt de Mission Locale op de hoogte van de vacatures binnen het gemeentebestuur.

VI. Werkzaamheden die in aanmerking komen en vereiste opleidingen

14. De interventies die in het kader van deze overeenkomst worden uitgevoerd, zijn beperkt tot kleine werkzaamheden die geen zware ingrepen vereisen en waarvoor in principe maximaal vijf prestatiedagen voor een ploeg van twee arbeiders nodig zijn. Onder voorbehoud van de voor de uitvoering vereiste competenties, opleidingen en kwalificaties, kunnen onder meer de volgende werkzaamheden worden uitgevoerd:

- aanpassingswerken, zoals het plaatsen van toegangshellingen, leuningen, steunbeugels of steunhandgrepen;
- schilder- en behangwerken;
- courante loodgietersherstellingen;
- kleine sanitaire installatiewerken;
- vervanging van stopcontacten, schakelaars of verlichtingsarmaturen;
- elementaire metselwerken;
- het plaatsen en herstellen van vloer- en wandtegels;
- bepleisterings- en bezettingswerken;
- kleine schrijnwerkerijwerken;
- montage en demontage van meubilair;
- plaatsing en herstelling van vloeren en parket;

- vervaardiging en plaatsing van kasten;
- plaatsing, afstelling en herstelling van deuren;
- plaatsing van scheidingswanden en verlaagde plafonds;
- kleine werkzaamheden die bijdragen aan energiebesparing of een verbetering van de isolatie, zoals het aanbrengen van raamafdichtingen of de plaatselijke behandeling van koudebruggen;
- diverse kleine onderhouds- en herstellingswerken.

Het gaat over kleine herstellings-, renovatie-, verfraaiings- en energieverbeteringswerken in scholen en andere gemeentelijke gebouwen en in de sociale woningen die eigendom zijn van LOG'IRIS en gelegen zijn op het grondgebied van de gemeente Etterbeek. De betrokken werkzaamheden zijn beperkt tot kleinschalige interventies die geen zware werken vereisen en die, gelet op hun aard en omvang, niet bedoeld zijn om te concurreren met de prestaties die gewoonlijk door professionele aannemers worden uitgevoerd. Tijdens de schoolvakanties kunnen de werknemers worden ingezet voor de uitvoering van werkzaamheden in de gemeentelijke scholen, binnen de grenzen van de werkzaamheden die onder deze samenwerking vallen. De Mission locale ziet erop toe dat gedurende de maanden juli en augustus een beschikbaarheid van de werknemers wordt behouden van minstens één week op twee.

15. Opleiding Werkzaamheden die bijzondere competenties of kwalificaties vereisen mogen uitsluitend worden toevertrouwd aan werknemers die met succes de vereiste opleidingen hebben gevolgd. Daartoe bezorgt de Mission locale om de zes maanden aan de gemeente een geactualiseerde lijst van de opleidingen die de betrokken werknemers met succes hebben gevolgd.

16. Aanpassing van de lijst. Deze lijst is niet volledig en kan worden aangevuld door het Bestuurscomité. Deze lijst kan worden aangepast in functie van onder meer de technische capaciteiten, de door de werknemers gevolgde opleidingen en de behoeften die worden vastgesteld in het kader van de uitvoering van de samenwerking. Elke wijziging van deze lijst wordt vóór de toepassing ervan aan de andere Partijen meegedeeld.

17. Uitsluiting. Zware of omvangrijke interventies zijn uitgesloten, evenals interventies waarvoor volgens de toepasselijke wetgeving een stedenbouwkundige vergunning of een conformiteitscontrole vereist is, in het bijzonder op het vlak van gas- en elektriciteitsinstallaties.

VII. Bestuursregels

18. De Partijen verbinden zich ertoe de samenwerking regelmatig op te volgen om de stand van zaken te evalueren en, waar nodig, de nodige bijstellingen te doen. Daartoe kan de werking worden aangepast om ervoor te zorgen dat alles correct wordt uitgevoerd en het programma correct kan worden uitgevoerd. Het voorliggende project staat onder het gezag van een Stuurcomité, dat driemaandelijks bijeenkomt. Het Stuurcomité is samengesteld uit vertegenwoordigers van elk van de ondertekenende Partijen of hun rechtstreekse vertegenwoordigers. Het voorzitterschap van het Stuurcomité wordt waargenomen door een persoon die in onderling overleg door de Partijen wordt aangewezen. De Partijen verbinden zich ertoe deel te nemen aan het Stuurcomité. De gemeente of LOG'IRIS bezorgt aan de Mission locale een beschrijving van de gewenste werkzaamheden en wijst een contactpersoon aan. De vertegenwoordigers van de betrokken Partij en van de Mission locale voeren vooraf een plaatsbezoek aan de werf uit om de werkzaamheden nader te bepalen en na te gaan of deze aansluiten bij de competenties van het betrokken team. De Mission locale beoordeelt de haalbaarheid van de werkzaamheden en stelt een uitvoeringsprogramma op waarin de duur van de werkzaamheden, de benodigde materialen en het aantal in te zetten werknemers worden vermeld. De betrokken Partijen bepalen gezamenlijk of de door de gemeente of LOG'IRIS voorgestelde werkzaamheden door de Mission locale pour l'Emploi van Etterbeek kunnen worden uitgevoerd. Zij komen vervolgens de aanvangsdatum van de werkzaamheden en de praktische uitvoeringsmodaliteiten overeen. Voor interventies betreffende LOG'IRIS worden de materialen door de Mission locale in ontvangst genomen op basis van bestelbonnen die vooraf door LOG'IRIS zijn opgesteld en/of gevalideerd bij de door haar aangewezen leveranciers. De Mission locale stelt, in overleg met de betrokken Partij, een algemene werfplanning op voor een periode van minstens twee maanden en bezorgt deze aan die Partij. Zij

organiseert bovendien doorlopende werven gedurende de looptijd van de samenwerking. Een wekelijks werkbezoek maakt het mogelijk de uitgevoerde werkzaamheden te evalueren en te overleggen tussen de referentiepersonen van het partnerschap.

VIII. Beperking van de kostendeling en financiële modaliteiten

19. Principe. De deelname van de Mission locale aan deze samenwerking wordt gezamenlijk gefinancierd door de Gemeente en LOG'IRIS, die elk een jaarlijkse financiële tussenkomst toekennen. Deze tussenkomst wordt eenzijdig vastgesteld door de Gemeente en LOG'IRIS, rekening houdend met de beschikbare begrotingskredieten.

20. Bestemming. Deze financiering wordt aangewend voor de personeelskosten die door de Mission locale worden gedragen voor de uitvoering van de werkzaamheden die het voorwerp uitmaken van de samenwerking, met inbegrip van de verloning, de begeleiding en het gereedschap van de werknemers, evenals de daarmee samenhangende algemene kosten, met uitsluiting van enige winstmarge. Dit bedrag wordt geobjectiveerd aan de hand van een omrekeningscoëfficiënt die gebaseerd is op een kostprijs per tewerkgestelde dag en per werknemer. De Partijen bepalen deze kostprijs jaarlijks in onderling overleg.

21. Betaling. Van elk toegekend bedrag wordt 70 % betaald bij de start van de overeengekomen periode, op voorlegging van een schuldvordering.

22. Na afloop van de betrokken periode bezorgt de Mission locale een activiteitenverslag, vergezeld van de bewijsstukken van de gemaakte uitgaven. Het saldo van 30 % wordt betaald nadat werd nagegaan of deze uitgaven verantwoord en subsidiabel zijn en dit op voorlegging van een nieuwe schuldvordering. De uitbetalingen gebeuren jaarlijks, tenzij de Partijen anders overeenkomen. Bij gebrek aan of ontoereikende verantwoording worden de voorgesloten bedragen geheel of gedeeltelijk terugbetaald. De Partijen komen overeen dat op dit punt de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen van toepassing is.

IX. Verzekering

23. De werknemers zijn verzekerd door de Mission locale, zowel voor de verplaatsingen tussen de woonplaats en de werkplaats als voor arbeidsongevallen. Het gereedschap en de materialen die eventueel door de Gemeente of door LOG'IRIS aan een werknemer worden ter beschikking gesteld worden toevertrouwd op risico en verantwoordelijkheid van de Mission locale.

X. Correspondentie

24. Alle correspondentie en kennisgevingen die worden verricht ter uitvoering van deze overeenkomst worden gericht aan de gegevens van de Partijen zoals vermeld in de aanhef van deze overeenkomst. Elke wijziging van de gegevens of andere contactgegevens van een Partij dient schriftelijk aan de andere Partijen te worden meegedeeld. Deze wijziging is tegenstelbaar aan de andere Partijen vanaf de ontvangst van de desbetreffende schriftelijke kennisgeving.

XI. Wijziging van de overeenkomst

25. Gelet op de noodzaak om, gedurende de volledige looptijd van de samenwerking, te blijven voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 31 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, kan elke wijziging van deze overeenkomst slechts plaatsvinden voor zover aan deze voorwaarden blijft worden voldaan. Elke wijziging van deze overeenkomst wordt vastgelegd in een schriftelijk aanhangsel dat voorafgaandelijk door alle Partijen wordt goedgekeurd en ondertekend. Als één van de bepalingen van deze overeenkomst nietig, ongeldig, niet-toepasselijk of strijdig met een dwingende bepaling of de openbare orde zou worden verklaard, laat dit de geldigheid van de overige bepalingen onverlet. Deze blijven hun rechtsgevolgen behouden in de ruimste mate toegestaan door het toepasselijke recht. De Partijen zullen zich naar best vermogen inspannen om de nietige of ongeldige bepaling te vervangen door een vergelijkbare bepaling met een gelijkwaardig of vergelijkbaar juridisch of economisch effect.

XII. Einde van de samenwerking

A. Vrijwillige terugtrekking van de Partijen – Opzeggingstermijn

26. Elke Partij kan zich uit deze samenwerkingsovereenkomst terugtrekken op voorwaarde dat zij een opzeggingstermijn van drie maanden naleeft, die aan de andere Partijen ter kennis wordt gebracht met een aangetekende brief. De Partij die zich wenst terug te trekken vermeldt in de kennisgeving van terugtrekking de redenen voor haar beslissing. De terugtrekking van een Partij vereist niet de instemming van de overige Partijen. Behoudens in het geval van de terugtrekking van de Mission locale pour l'Emploi, brengt de terugtrekking van een Partij op zichzelf niet het einde van deze overeenkomst met zich mee, voor zover de voorwaarden die noodzakelijk zijn voor de voortzetting van de samenwerking, waaronder deze bepaald in artikel 31 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, vervuld blijven.

B. Ontbinding van de overeenkomst

27. In geval van niet-nakoming door een van de Partijen van één van haar contractuele verplichtingen, kunnen de andere Partijen haar per aangetekende brief een ingebrekestelling sturen, waarin de aard van de vastgestelde tekortkoming wordt omschreven en haar een termijn van dertig kalenderdagen wordt toegekend om deze tekortkoming te verhelpen. De in gebreke gestelde Partij beschikt over een termijn van vijftien kalenderdagen vanaf de verzending van de ingebrekestelling om haar opmerkingen kenbaar te maken. Bij gebreke van een reactie binnen vijftien dagen of bij uitblijven van regularisatie binnen dertig dagen, kunnen de niet in gebreke blijvende Partij of Partijen de ontbinding van deze overeenkomst ten aanzien van de in gebreke blijvende Partij uitspreken, door middel van een schriftelijke kennisgeving per aangetekende brief.

XIII. Inwerkingtreding en duur van de overeenkomst

28. Deze overeenkomst treedt in werking op de datum van ondertekening door alle Partijen. Wanneer de Partijen de overeenkomst op verschillende datums ondertekenen, treedt de overeenkomst in werking op de datum van de laatst gezette handtekening. Deze overeenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur, onverminderd de daarin vastgestelde modaliteiten inzake terugtrekking, opzegging en ontbinding.

XIV. Toepasselijk recht – Geschillen

29. Elk geschil met betrekking tot de interpretatie, de uitvoering of de beëindiging van deze overeenkomst wordt, voorafgaand aan elke gerechtelijke procedure, onderworpen aan overleg tussen de Partijen om tot een minnelijke regeling te komen. Wanneer een geschil met betrekking tot de uitvoering van deze overeenkomst rechtstreeks de belangen van meerdere Partijen raakt, verbinden deze zich ertoe op verzoek van een van hen vrijwillig tussen te komen in de zaak. Deze overeenkomst wordt beheerst door het Belgische recht. Bij gebreke van een minnelijke regeling zijn uitsluitend de hoven en rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel bevoegd om kennis te nemen van elk geschil met betrekking tot de interpretatie, de uitvoering of de beëindiging van deze overeenkomst.

XV. Handtekeningen

Opgemaakt in Etterbeek op [datum van ondertekening invullen] 2026,

Voor de gemeente: Mevrouw Annick Petit, Gemeentesecretaris, De heer Vincent De Wolf, Burgemeester

Voor LOG'IRIS: De heer Arnaud Van Praet, Voorzitter, Mevrouw Nathalie Germen, Waarnemend algemeen directeur

Voor de Mission Locale: Mevrouw Laure-Mélanie Defeche, Voorzitster, De heer Fabio Guy Amata, Directeur

10 **Convention « Espace tri – Place Jourdan (Etterbeek) : Financement, études, travaux, entretien, gestion des accès et suivi d'un dispositif de conteneurs enterrés destiné à la collecte, par Bruxelles-Propreté, des déchets ménagers ».**

Le Conseil communal,

Considérant les articles 23 et 25 de l'Arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 février 2023 relatif aux modalités de collecte applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets ménagers en Région de Bruxelles-Capitale et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Considérant la convention relative au balayage et au nettoyage par l'Agence Bruxelles-Propreté (ABP) de la voirie régionale, relative à la prise en charge par l'ABP, aux frais des pouvoirs publics concernés, du nettoyage de la voie publique et de ses abords, réalisée dans le cadre de la mise en œuvre de la 6^{ème} réforme de l'Etat – Volet « Propreté publique », convenue entre l'Agence Régionale pour la Propreté et la Commune d'Etterbeek en date du 18/05/2016 ;

Vu que la convention précitée précise dans son article 3. Organisation Opérationnelle : « Les parties s'engagent à répondre au plus vite à toute difficulté rencontrée, au besoin en adaptant le planning de travail de leurs agents en fonction des contraintes du terrain ou en adaptant les moyens pour remédier à une difficulté persistante ; Chaque travailleur, tant de Bruxelles-Propreté que de la Commune, reste soumis à l'autorité de son propre employeur. Il est tenu d'effectuer son travail en suivant les instructions et règles (temps de travail, ...) de celui-ci. Bruxelles-Propreté et la Commune s'engagent à travailler de manière concertée et conjointe, afin de répondre au mieux aux particularités et exigences de terrain de manière rapide et efficace. » ;

Considérant la vitrine internationale que représente la Place Jourdan, tant pour la Commune d'Etterbeek que pour la Région de Bruxelles-Capitale, notamment en raison de la proximité des institutions européennes ;

Vu le problème récurrent de salissures causées par la mise à la collecte des déchets ménagers sur la Place Jourdan ;

Considérant la volonté de disposer d'une solution de conteneurs enterrés par les équipes techniques de la Commune d'Etterbeek, motivée déjà par toute une série de démarches expérimentales, à savoir l'identification des impétrants au niveau du sous-sol de la Place Jourdan, la mise en place d'un nouveau « règlement propreté pour la Place Jourdan » approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 04.07.2025, le remplacement des corbeilles publiques autorisé par le Collège des bourgmestre et échevins, ainsi que les nombreuses campagnes d'information, de sensibilisation et de verbalisation menées par la Commune auprès des commerçants et habitants de la Place Jourdan ;

Considérant la volonté du Collège, délibérée en sa séance du 20.12.2024, de démarrer un projet d'installation de conteneurs enterrés sur la Place Jourdan ;

Considérant le lien de proximité de la Commune d'Etterbeek avec les commerçants, habitants, maraîchers dominicaux et autres organisateurs d'évènements de la Place Jourdan ;

Considérant la spécificité des matériaux de la Place Jourdan, nécessitant un suivi méticuleux de la récupération des matériaux dans le cadre de chantier en tranchée ouverte en son sein ;

Vu la compétence exclusive de Bruxelles-Propreté pour la collecte des déchets ménagers ainsi que pour le développement de projets pilotes en cette matière ;

Considérant la volonté de l'Agence régionale pour la propreté de développer des « espaces tri » au moyen de conteneurs enterrés dans des sites stratégiques du territoire bruxellois ;

Considérant la volonté commune de Bruxelles-Propreté et de la Commune d'Etterbeek de mettre en place un système de collecte des déchets ménagers adapté aux contraintes de la Place Jourdan, respectant les rôles et compétences de chaque partie et permettant de réduire les problèmes de propreté ;

Considérant le caractère stratégique de la Place Jourdan ;

DÉCIDEd'adopter la convention « Espace tri – Place Jourdan (Etterbeek) : Financement, études, travaux, entretien, gestion des accès et suivi d'un dispositif de conteneurs enterrés destiné à la collecte, par Bruxelles-Propreté, des déchets ménagers » ci-après :

Entre d'une part :

L'Agence régionale pour la propreté, dont le siège est établi avenue de Broqueville, 12, à 1150 Bruxelles, inscrite à la BCE sous le numéro d'entreprise 0241.347.282 et immatriculée à la taxe sur la valeur ajoutée sous le numéro BE 0241.347.282, créée en vertu de l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence régionale pour la propreté,

Représentée par Messieurs Frédéric FONTAINE, Directeur général, et Jos RAYMENANTS, Directeur général adjoint,

Dénommée ci-après « Bruxelles-Propreté »,

Et d'autre part :

La Commune d'Etterbeek, dont le siège est établi au n°31/1, avenue des Casernes, à 1040 Etterbeek,

Représentée par Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Annick PETIT, Secrétaire communale,

Dénommée ci-après « la Commune »,

Dénommées ensemble « les Parties »,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de financement et de collaboration entre Bruxelles-Propreté et la Commune concernant le projet de placement, sur la Place Jourdan, d'un espace tri enterré destiné à la collecte par Bruxelles-Propreté de trois fractions de déchets (résiduel, alimentaire et PMC), et plus spécifiquement les règles relatives à la maîtrise d'ouvrage, partagée entre Bruxelles-Propreté et la Commune dans le cadre de l'exécution du projet, le partage des obligations d'entretien, la gestion partagée des accès, ainsi que la prise en charge du suivi de l'exploitation du dispositif installé au terme du projet susmentionné.

Le projet d'enfouissement de conteneurs pour la collecte des déchets ménagers au sein de la Place Jourdan comprend trois parties :

1. la fourniture et la pose de conteneurs au moyen de travaux publics par un entrepreneur désigné dans le cadre d'un marché public réalisé par Bruxelles-Propreté (en ce compris l'entretien technique de l'infrastructure et le système d'accès par badge) ;
2. le suivi administratif, la gestion informatique et la distribution des accès par badge à l'infrastructure des conteneurs par Bruxelles-Propreté avec l'appui de la commune ;
3. la collecte et le nettoyage aux abords des sites de conteneurs enterrés par Bruxelles-Propreté pour ce qui concerne les fractions de déchets collectées via l'espace tri, et par la Commune pour ce qui concerne les autres types de déchets sauvages et dépôts clandestins.

Article 2 – Obligations des parties

Bruxelles-Propreté est chargée de :

- Fournir et placer le matériel de collecte, à savoir 4 systèmes complets comprenant : 4 cuvelages béton ; 4 conteneurs amovibles métalliques : 2 conteneurs de 5m³ pour les déchets résiduels, 1 conteneur de 5m³ pour les déchets PMC, et 1 conteneur de 5m³ pour les déchets alimentaires) ; les bornes d'introduction correspondantes et les plateformes piétonnes ; les systèmes de contrôles d'accès intégrés ;
- Assurer la gestion des accès et la distribution des badges d'accès aux professionnels sous contrat avec l'ABP, ayant obtenu par ailleurs une dérogation à l'obligation de conteneurisation par la commune d'Etterbeek, en référence au Règlement Propreté de la Place Jourdan (Annexe 1) ;
- Assurer la collecte des conteneurs de l'espace-tri, selon une fréquence maximale de 2 vidanges par

semaine pour les déchets résiduels, 1 vidange par semaine pour les déchets PMC, et 1 vidange par semaine pour les déchets alimentaires.

La Commune est chargée d'assurer la distribution des badges d'accès aux ménages.

Article 3 – Partage de la maîtrise d'ouvrage (études, exécution et réceptions)

Bruxelles-Propreté et la Commune se partagent la maîtrise d'ouvrage de l'enfouissement des conteneurs destinés aux déchets ménagers

La Commune est responsable de :

- L'obtention des autorisations d'occupation de l'espace public, via la plateforme régionale Osiris ;
- L'identification des impétrants via la plateforme KLIM-CICC et de l'emplacement adéquat pour l'enfouissement des conteneurs ;
- Garantir un espace de travail suffisant pour le chantier et faire évacuer, au besoin, les véhicules mal stationnés.

Bruxelles-Propreté veille à la bonne exécution du chantier par le prestataire de travaux avec lequel elle aura conclu un marché.

Les deux parties désignent un responsable de projet, en ligne directe l'un avec l'autre :

- Responsable pour Bruxelles-Propreté : Mohamed El Bouchtili / +32.490.49.49.92
- Responsable pour la Commune : Nathanael LEBAILLY / +32.490.67.68.50

Les parties envoient au moins un représentant à chaque réunion de chantier, avant et pendant son exécution. Aucune réunion de chantier ne peut se tenir sans invitation et accord des deux parties. Dans le cas où l'une des parties est dans l'impossibilité d'envoyer un représentant, l'accord écrit de la partie absente est nécessaire pour la tenue de la réunion. La partie absente dispose de 48h – en période ouvrable – pour envoyer son accord ou son refus. Dans le cas où aucune réponse n'est envoyée, l'autre partie a le droit de maintenir la réunion.

Les parties disposent toutes deux du contact direct du chef de chantier de l'entrepreneur désigné.

Les parties assument conjointement la réception provisoire et définitive des travaux.

Bruxelles-Propreté est responsable de s'assurer de la conformité technique de l'installation avec le mode de collecte prévu.

La Commune se charge de communiquer à Bruxelles-Propreté et à l'entrepreneur désigné l'ensemble des spécificités techniques en termes d'accessibilité PMR et des matériaux pour garantir une finition harmonieuse avec le reste de la Place Jourdan.

Bruxelles-Propreté acte que la Commune a déjà envoyé le plan d'implantation lié aux impétrants (Annexe 2) et les spécificités techniques des matériaux, ce préalablement à la signature de la présente convention et qu'elle en a bien pris connaissance. Les parties s'engagent à faire respecter ces spécificités auprès de l'entrepreneur désigné.

En cas de non-faisabilité indépendante de la volonté des parties (conduites souterraines, remontées d'eaux, pollutions de sol), Bruxelles-Propreté fera remettre le site en pristin état, avec l'aide matérielle de la commune, en particulier en ce qui concerne la spécificité du revêtement de sol de la Place Jourdan.

Article 4 – Financement

Bruxelles-Propreté s'engage à assurer le financement de l'enfouissement des conteneurs dans son intégralité via une procédure de marché public.

Dans le cas où des suppléments surviennent dans le cadre des travaux d'enfouissement, ils seront à la charge de Bruxelles-Propreté.

Bruxelles-Propreté finance de manière récurrente l'intégration informatique du système de gestion d'accès par badge, y compris la fourniture des badges et les formations délivrées par le fournisseur, et ce via son budget ordinaire.

Bruxelles-Propreté finance l'entretien et la maintenance du matériel (cuves, conteneurs, bornes) de l'espace tri.

Bruxelles-Propreté assure enfin la collecte des différentes fractions de déchets déposés dans les conteneurs : résiduel, alimentaire et PMC.

Article 5 – Délais de mise en service

Les parties mettront tout en œuvre pour que l'installation puisse être mise en service au plus tard le 30 novembre 2026.

Article 6 – Garantie et Entretien

6.1 – Garantie

L'entrepreneur désigné est soumis à une période de garantie de 2 ans portant sur les prestations qu'il a effectuées jusqu'à la réception définitive.

Cette garantie implique une obligation de remplacement et/ou de réparation des défauts non visibles lors de la réception provisoire.

De plus, l'entrepreneur désigné est soumis à la responsabilité décennale concernant la stabilité et l'étanchéité du dispositif.

Etant donné que l'entrepreneur est désigné par la procédure de marché public par Bruxelles-Propreté, cette dernière a la charge de faire respecter cette garantie décennale et de coordonner les interventions en collaboration avec la Commune.

6.2 – Entretien

Sans préjudice de ce qui est stipulé ci-dessus pour la garantie et sans préjudice de la responsabilité décennale de l'entrepreneur, Bruxelles-Propreté est responsable de l'entretien du matériel de collecte (conteneurs, cuves, bornes, toutes pièces incluses).

6.3 – Curage

Tout curage qui devrait intervenir en raison d'infiltrations liées à une mauvaise conception tombe sous le coup de la garantie décennale de l'entrepreneur.

Tout curage délié de toute malfaçon est à charge de la partie qui en détient l'entretien à ce moment, tel que précisé en l'article 10.2.

Les parties s'engagent à transmettre tout besoin de curage constaté.

6.4. – Dysfonctionnement

En cas de dysfonctionnement des conteneurs constaté par la Commune, cette dernière en informera aussi rapidement que possible le service collectes spécifiques de Bruxelles-Propreté à l'adresse cel_buda_am@arp-gan.be, afin que Bruxelles-Propreté puisse assurer le suivi auprès de l'adjudicataire et qu'une solution soit apportée dans les meilleurs délais.

L'organisme à référencer pour signaler tout dysfonctionnement auprès du public usager de l'espace tri est Bruxelles-Propreté, via son adresse email info@arp-gan.be ou son numéro vert 0800/981.81.

Article 7 – Gestion des accès

Le périmètre de droit d'utilisation de l'espace tri est limité aux adresses répertoriées sur la Place Jourdan, et correspond au périmètre de la Place Jourdan, tel que défini à l'article 1 du Règlement Propreté de la Place Jourdan (Annexe 1), tel qu'arrêté par ailleurs par la Commune, en concertation avec Bruxelles-Propreté.

Si les dispositions opérationnelles de Bruxelles-Propreté, notamment le dimensionnement et la fréquence de collecte – définie à l'article 1 – le permettent, et moyennant l'accord préalable de Bruxelles-Propreté, la Commune peut étendre le périmètre de droit d'utilisation, et ce au moyen d'une adaptation du règlement communal (Règlement Propreté de la Place Jourdan).

Le contrôle des accès par badge aux conteneurs de l'espace tri relève formellement de la responsabilité de Bruxelles-Propreté. Un système de contrôle d'accès, intégrant les services logiciels et de transmission de données associés, est pour ce faire prévu au sein du marché public et donc mis à disposition de Bruxelles-Propreté par l'adjudicataire.

Bruxelles-Propreté confie à la Commune la responsabilité d'administrer elle-même l'octroi et la gestion des accès aux ménages résidant au sein du périmètre de la Place Jourdan, en ce compris la distribution des badges, la mise à jour des données, ainsi que la désactivation des badges si nécessaire aux ménages résidant au sein du périmètre de la Place Jourdan. Pour ce faire, un badge d'accès au système de gestion informatisée est mis à disposition de la Commune par Bruxelles-Propreté. Une réserve de badges d'accès est également confiée à la Commune par Bruxelles-Propreté et renouvelée sur simple demande auprès de Bruxelles-Propreté.

En cas de perte d'un badge d'accès par un ayant-droit, ainsi qu'en cas de demande de badge supplémentaire pour un même ménage, la Commune fixe, en concertation avec Bruxelles-Propreté, et précise dans son Règlement Propreté de la Place Jourdan, les modalités de distribution de nouveaux exemplaires.

Bruxelles-Propreté se charge enfin de prévoir des badges d'accès de type « technique » tant pour son personnel (vidange, curage, etc.) que pour le personnel du service propreté de la Commune.

Article 8 – Tarification des collectes et règles de mise à la collecte

Sauf disposition contraire adoptée par les instances compétentes, la collecte des déchets ménagers produits par les ménages est gratuite.

Si cela s'avère nécessaire, Bruxelles-Propreté définira des quotas d'utilisation maximum par utilisateur ménager.

Pour éviter de créer de la confusion auprès des citoyennes et citoyens, mais aussi pour faciliter les contrôles, l'usage des sacs réglementaires de Bruxelles-Propreté est maintenu obligatoire pour toute mise à la collecte via les conteneurs de l'espace tri, et ce quelle que soit la fraction de déchets concernée.

Article 9 – Monitoring

Le système de gestion informatisée permet à Bruxelles-Propreté d'assurer un suivi statistique des données relatives à l'utilisation des conteneurs de l'espace tri de manière anonymisée. Ce même système permet à la Commune d'assurer un suivi statistique des données relatives à l'utilisation des conteneurs de l'espace tri par les ménages.

Un point de suivi rassemblant la Commune et les services de Bruxelles-Propreté concernés sera organisé annuellement, ou à plus courte échéance si l'une des parties en fait la demande. Il aura pour objet de vérifier le respect des conditions d'accès des ménages disposant d'un accès aux installations.

Un monitoring sur le tri des déchets pourra par ailleurs être réalisé. Dans le cas où l'analyse des données révèle des abus, des quotas d'utilisation maximum pourront, si nécessaire, s'appliquer pour des ménages ciblés. Si l'analyse fait apparaître qu'un ménage ne génère aucun flux pour certaines fractions de tri, et qu'aucun élément ne semble justifier une telle absence de production de ce type de déchets, Bruxelles-Propreté et la Commune s'engagent à mettre en œuvre des actions d'information, de sensibilisation et, si nécessaire, de répression, afin de garantir le respect du tri des déchets par les usagers de l'espace tri dans le respect du règlement RGPD.

Article 10 – Propreté aux abords

Le nettoyage aux abords des conteneurs de l'espace tri se répartit comme suit :

- Bruxelles-Propreté a la charge de ramasser l'ensemble des déchets qui y sont acceptés ;

- la Commune a la charge de ramasser l'ensemble des déchets qui n'y sont pas acceptés, tels que les déchets encombrants.

Les parties s'engagent au minimum à opérer un enlèvement des déchets précités les jours ouvrables.

Bruxelles-Propreté s'engage également à opérer un nettoyage sur une base minimale trimestrielle à l'eau sous pression pour maintenir la propreté du site.

Dans le cas où un problème récurrent de propreté est constaté par l'une des parties, celles-ci s'engagent à mettre en œuvre les actions de prévention, de sensibilisation et de répression nécessaires pour améliorer la propreté autour des conteneurs.

Article 11 – Nuisances : terrasses, évènements et marchés

La Commune se charge de communiquer et d'assumer les nuisances éventuellement causées par le chantier et l'occupation de voirie à long terme auprès des associations, commerçants, forains et ambulants concernés.

Pour autant que l'article 3 de la présente convention ait été respecté dans son intégralité, Bruxelles-Propreté ne pourra être tenue responsable d'éventuels litiges ou dédommagements auprès d'acteurs privés et associatifs actifs sur la Place Jourdan.

La Commune se charge de coordonner la temporalité des travaux d'enfouissement avec les autres évènements, ce pour garantir la sécurité de l'ensemble des parties prenantes.

Article 12 – Communication

Les communications autour de la mise en place des conteneurs enterrés doivent être faites en collaboration entre les parties.

L'objet de la communication, d'un commun accord entre les parties, est cadré dans la présente convention : « Des conteneurs enterrés à destination des ménages de la Place Jourdan ».

Pour autant que l'autre partie soit citée, chacune des parties a le droit de communiquer autour du projet dans ses canaux propres (journal communal, newsletter, site internet, etc.).

Lorsqu'il s'agit de communication via un canal externe (médias, revues spécialisées, etc.), qu'il s'agisse de l'initiative d'une partie ou d'une demande externe, la partie doit, d'une part, informer préalablement l'autre partie de son intervention et, d'autre part, citer l'autre partie et le(s) rôle(s) qu'elle a joué dans le développement du projet, les rôles non-exhaustifs étant les suivants :

- La Commune : initiateur du projet, co-maître d'ouvrage ;
- Bruxelles-Propreté : financeur de l'investissement dans le cadre de sa stratégie de déploiement d'espaces tri enterrés et hors-sol sur l'ensemble de la Région, pouvoir adjudicateur du marché public, co-maître d'ouvrage, opérateur de collecte des déchets.

En amont de la mise en fonction du dispositif d'espace tri, les parties s'engagent à informer les publics concernés par l'usage de l'espace tri sur le nouveau dispositif et sur les modalités d'accès par badge :

- La Commune se chargera d'informer spécifiquement les ménages sur base des documents fournis par Bruxelles-Propreté.

Pour soutenir la communication réalisée par la Commune vis-à-vis des ménages, Bruxelles-Propreté fournira du matériel d'information et de sensibilisation à l'utilisation de l'espace tri et au respect des règles de tri sélectif : tracts, affiches, sacs, etc.

Article 13 – Durée d'exploitation

Le site sera exploité par Bruxelles-Propreté pour une durée de 10 ans, renouvelable tacitement.

Durant cette période, la commune s'efforcera d'aider à la bonne accessibilité du site, principalement en matière de stationnement.

En cas de dysfonctionnement les parties s'accorderont sur la condamnation du site et la recherche d'une alternative.

Le démontage et la remise en état des lieux seront pris en charge par la partie qui souhaite mettre fin à l'exploitation et rendre l'infrastructure de collecte inaccessible aux usagers.

Nonobstant la durée d'exploitation prévue ci-dessus, Bruxelles-Propreté et la Commune s'engagent à rechercher, de bonne foi, toute solution permettant de remédier aux difficultés rencontrées par Bruxelles-Propreté, notamment lorsque celles-ci résultent de nécessités de service, de contraintes opérationnelles, techniques, financières ou organisationnelles, ou encore d'une modification de ses missions ou de sa stratégie d'exploitation.

À défaut de solution satisfaisante, Bruxelles-Propreté pourra mettre fin de manière anticipée à la présente convention et à l'exploitation du site, moyennant notification écrite adressée à la Commune avec un préavis de trois mois.

Cette résiliation n'ouvrira aucun droit à indemnisation dans le chef de la Commune.

Au terme de sa durée de vie, un renouvellement du site sera réalisé par Bruxelles-Propreté.

Article 14 – Protection des données personnelles

En cas de traitement conjoint des données personnelles, les parties s'engagent à signer un contrat de responsabilité conjointe.

Article 15 – Droit applicable et juridictions compétentes

La présente convention est soumise au droit belge.

Tout litige relatif à celui-ci, son interprétation ou son exécution, sera de la compétence exclusive des tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Les parties marquent expressément leur accord avec la présente convention et l'ensemble de ses annexes, qui en font partie intégrante.

Article 16 – Entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur dès qu'est envoyé à l'une des parties un exemplaire signé par toutes les parties.

Ainsi fait à Bruxelles, le / /

en 2 exemplaires.

Pour Bruxelles-Propreté, Frédéric FONTAINE, Directeur général Jos RAYMENANTS, Directeur général adjoint	Pour la Commune d'Etterbeek, Vincent DE WOLF, Bourgmestre André DU BUS, Echevin des Travaux Publics Annick PETIT, Secrétaire communale
--	---

Overeenkomst “Sorteerruimte – Jourdanplein (Etterbeek): Financiering, studies, werken, onderhoud, toegangsbeheer en opvolging van het ondergrondse containersysteem voor de inzameling van huishoudelijk afval door Net Brussel”.

2 annexes / 2 bijlagen

Règlement Propreté de la place Jourdan - 2026.10.12.pdf, 260427_Projection_PAV_Jourdan.pdf

11 Création d'un ensemble hospitalier bruxellois public et universitaire

/

GRH - personnel communal - HRM - gemeentepersoneel

12 Recours aux services de l'adjudicataire de l'accord-cadre passé par la centrale d'achat du Service Fédéral des Pensions (SFP) et fixation des modalités optionnelles dans le cadre de l'instauration d'une pension complémentaire des membres du personnel dans le cadre d'un contrat de travail

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale,

Vu la Loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 2003 portant exécution de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en

matière de sécurité sociale;

Vu la Loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle et les modifications y apportées;

Vu la loi du 24 octobre 2011 assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé à titre définitif des administrations provinciales et locales et des zones de police locale, modifiant la loi du 6 mai 2002 portant création du Fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives ;

Vu la loi du 18 mars 2016 relative au Service fédéral des Pensions, spécialement son article 30/1 ;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la Loi du 30 mars 2018 relative à la non-prise en considération de services en tant que personnel non nommé à titre définitif dans une pension du secteur public, modifiant la responsabilisation individuelle des administrations provinciales et locales au sein du Fonds de pension solidarisé, adaptant la réglementation des pensions complémentaires, modifiant les modalités de financement du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales et portant un financement supplémentaire du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales et portant un financement supplémentaire de celui-ci;

Vu la Loi du 1^{er} février 2022 confiant au Service fédéral des Pensions certaines missions en matière de pensions complémentaires des membres du personnel contractuel des administrations provinciales et locales, modifiant l'article 30/1 de la loi du 18 mars 2016 relative au Service fédéral des Pensions ;

Vu le protocole d'accord 2021/1 du Comité de négociation C des services publics locaux de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 septembre 2021, relatif à l'accord sectoriel 2021-2025 en faveur des agents des pouvoirs locaux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 octobre 2021 octroyant aux communes bruxelloises une dotation visant à la mise en œuvre de l'accord sectoriel 2021-2025 relatif à la revalorisation salariale des agents des pouvoirs locaux et, notamment, à l'octroi d'une aide à la pension ;

Vu la décision du Conseil communal d'Etterbeek du 19 octobre 2020 instaurant un régime de pension complémentaire en faveur des membres du personnel contractuel de la Commune et du CPAS d'Etterbeek ;

Vu le cahier spécial des charges n° SFPD/S2100/2022/05 établi par le Service fédéral des Pensions en vue de la désignation d'une institution de retraite professionnelle chargée de la gestion des engagements de pension complémentaire des membres du personnel contractuel des administrations provinciales et locales ;

Vu la décision du 29 août 2022 du Comité de gestion des administrations provinciales et locales du Service fédéral des Pensions attribuant à Ethias Pension Fund OFP l'accord-cadre régi par le cahier spécial des charges précité ;

Vu le modèle de règlement de pension établi par Ethias Pension Fund OFP, précisant que les éléments pour lesquels le pouvoir local dispose d'un choix sont adaptés sur la base des paramètres qui lui sont communiqués au cours de la phase d'adhésion ;

Attendu que le marché conclu avec la société AG INSURANCE prend fin au 31 décembre 2026 ;

Attendu qu'il convient de préparer les mesures nécessaires afin d'assurer, à compter du 1er janvier 2027, la continuité du régime de pension complémentaire instauré en faveur des membres du personnel contractuel de la Commune ;

Considérant qu'en vertu de l'article 47 §2 de la loi du 17 juin 2016, le pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale de marchés est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que, par sa décision du 18 mai 2026, la commune d'Etterbeek a adhéré à la centrale d'achat du Service Fédéral des Pensions en vue de participer à l'accord-cadre ayant pour objet de désigner une institution de retraite professionnelle ;

Considérant que cette adhésion permet à la Commune d'envisager le recours à l'accord-cadre attribué à Ethias Pension Fund OFP ; que le recours à cet accord-cadre prendrait la forme d'un marché individuel consistant en l'affiliation de la Commune d'Etterbeek à Ethias Pension Fund OFP ;

Considérant que l'élaboration du règlement de pension et des autres instruments nécessaires à cette affiliation requiert la communication préalable à Ethias Pension Fund OFP des paramètres envisagés par le pouvoir local ;

Considérant qu'il convient, dès lors, de marquer un accord de principe sur la poursuite de la procédure en vue du recours à l'accord-cadre et de l'affiliation à Ethias Pension Fund OFP, afin de permettre l'élaboration et l'examen des documents individualisés nécessaires ;

Considérant que la constitution d'un régime de pension complémentaire en faveur des membres du personnel contractuel contribue à réduire l'écart entre la pension de ces agents et celle des membres du personnel nommés à titre définitif ;

Considérant que la mise en place d'un tel régime permet également, pour autant que l'ensemble des conditions légales soient réunies, de bénéficier de la réduction de la cotisation de responsabilisation prévue par la loi du 24 octobre 2011 ;

Considérant que l'engagement de pension envisagé est de type contributions définies, financé par des contributions patronales calculées sur la base d'un pourcentage de la rémunération brute soumise aux cotisations de sécurité sociale ;

Considérant qu'il est envisagé de fixer cette contribution patronale à 3 % de la rémunération annuelle brute prise en considération conformément au futur règlement de pension ;

Considérant que la Commune et le CPAS d'Etterbeek entendent maintenir un régime de pension multi-organismes ;

Considérant qu'il appartiendra à Ethias Pension Fund OFP d'établir, sur la base des paramètres communiqués, les projets individualisés du règlement de pension, du plan de financement, de la convention de gestion, de l'acte d'adhésion et des autres instruments nécessaires ;

Considérant que le projet d'affiliation définitive et les différents instruments qui s'y rapportent devront être soumis au Comité particulier de négociation compétent ;

Considérant que la présente décision est prise sans préjudice du protocole à établir au sein dudit Comité ;

Considérant que le recours définitif à l'accord-cadre, la conclusion du marché individuel et l'affiliation à Ethias Pension Fund OFP demeurent subordonnés à une décision ultérieure du Conseil,

après accomplissement de la procédure de négociation syndicale, examen des instruments proposés par Ethias Pension Fund OFP et détermination de leurs incidences budgétaires ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er – Accord de principe sur la poursuite de la procédure d’affiliation

De marquer son accord de principe sur la poursuite de la procédure en vue du recours à l’accord-cadre n° SFPD/S2100/2022/05 conclu par la centrale d’achat du Service fédéral des Pensions et de l’affiliation de la Commune d’Etterbeek à Ethias Pension Fund OFP, afin d’assurer, à compter du 1er janvier 2027, la gestion du régime de pension complémentaire de ses membres du personnel contractuel.

Article 2 – Paramètres du régime envisagé

De retenir, à titre d’orientations et en vue de l’élaboration des documents individualisés par Ethias Pension Fund OFP, les paramètres suivants :

- date de prise d’effet envisagée : 1er janvier 2027 ;
- type d’engagement de pension : contributions définies ;
- contribution patronale envisagée : 3 % de la rémunération annuelle brute soumise aux cotisations de sécurité sociale, déterminée conformément au futur règlement de pension ;
- contribution complémentaire : non ;
- contribution de rattrapage : sans objet ;
- prise en compte des périodes assimilées : oui, selon les modalités à préciser dans le projet de règlement de pension ;
- régime de pension multi-organismes associant la Commune et le CPAS d’Etterbeek : oui.

Article 3 – Élaboration des documents individualisés

De charger l’administration de communiquer ces paramètres à Ethias Pension Fund OFP et de solliciter l’établissement, en concertation avec la Commune d’Etterbeek, des projets individualisés suivants :

- le règlement de pension relatif au régime multi-organismes et ses annexes ;
- la convention de sortie conclue entre la Commune et le CPAS en application de l’article 33/2 de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires ;
- le plan de financement ;
- la convention de gestion applicable au patrimoine distinct APL ;
- tout autre instrument nécessaire à l’affiliation.

Article 4 – Négociation syndicale

De soumettre au Comité particulier de négociation compétent, dès réception de leurs versions finalisées, le projet d’affiliation ainsi que le règlement de pension, le plan de financement, la convention de gestion, l’acte d’adhésion et les autres instruments appelés à régir celle-ci.

La présente décision est prise sans préjudice du protocole à établir au sein dudit Comité.

Article 5 – Approbation définitive

De préciser que le Conseil communal statuera ultérieurement, après réception des versions finalisées des instruments et établissement du protocole visé à l’article 4, sur le recours définitif à

l'accord-cadre, l'affiliation à Ethias Pension Fund OFP, les paramètres définitifs du régime et l'approbation de l'ensemble des documents qui en déterminent les conditions.

Article 6 – Exécution

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Etterbeek de l'exécution de la présente décision

Article 7 – Communication

D'adresser copie de cette décision à Ethias Pension Fund OFP (selon les modalités prévues sur le site dédié du prestataire)

Gebruik van de diensten van de opdrachtnemer van het raamcontract dat werd afgesloten door de aankoopcentrale van de Federale Pensioendienst.

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen ne het belastingstelsel van die pensioenen van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid;

gelet op het koninklijk besluit van 14 november 2003 houdende uitvoering van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen ne het belastingstelsel van die pensioenen van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid;

gelet op de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening en de wijzigen daarvan;

gelet op de wet van 24 oktober 2011 tot vrijwaring van een duurzame financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en van de lokale politiezones, tot wijziging van de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid en houdende diverse wijzigingsbepalingen;

gelet op de wet van 18 maart 2016 betreffende de Federale Pensioendienst, in het bijzonder artikel 30/1;

gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

gelet op de wet van 30 maart 2018 met betrekking tot het niet in aanmerking nemen van diensten gepresteerd als niet-vastbenoemd personeelslid voor een pensioen van de overheidssector, tot wijziging van de individuele responsabilisering van de provinciale en lokale overheden binnen het Gesolidariseerde pensioenfonds, tot aanpassing van de reglementering inzake aanvullende pensioenen, tot wijziging van de modaliteiten van de financiering van het Gesolidariseerde pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke

besturen en tot bijkomende financiering van het Gesolidariseerde pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen en houdende een bijkomende financiering ervan;

gelet op de wet van 1 februari 2022 tot toewijzing aan de Federale Pensioendienst van bepaalde opdrachten inzake de aanvullende pensioenen van de contractuele personeelsleden van de provinciale en plaatselijke besturen tot wijziging van artikel 30/1 van de wet van 18 maart 2016 betreffende de Federale Pensioendienst;

gelet op het protocol van akkoord 2021/1 van het Onderhandelingscomité C van de plaatselijke openbare diensten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 september 2021 over het sectoraal akkoord 2021-2025 ten voordele van de gemeentelijke ambtenaren;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 oktober 2021 tot toekenning aan de Brusselse gemeenten van een dotatie houdende uitvoering van het sectoraal akkoord 2021-2025 betreffende de loonsverhoging van het personeel van de gemeenten en, in het bijzonder, de toekenning van pensioensteun;

gelet op de beslissing van de gemeenteraad van Etterbeek van 19 oktober 2020 tot invoering van een aanvullend pensioenstelsel ten gunste van het contractueel personeel van de gemeente en van het OCMW van Etterbeek;

gelet op het bijzonder bestek nr. SFPD/S2100/2022/05, opgesteld door de Federale Pensioendienst met het oog op de aanduiding van een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening die belast wordt met het beheer van de aanvullende pensioenrechten van het contractueel personeel van provinciale en lokale besturen;

gelet op de beslissing van 29 augustus 2022 van het Beheerscomité voor provinciale en lokale besturen van de Federale Pensioendienst, waarbij het raamcontract dat onder het voormelde bijzonder bestek valt, werd toegewezen aan Ethias Pension Fund OFP;

gelet op het model van pensioenreglement dat door Ethias Pension Fund OFP werd opgesteld, waarin wordt bepaald dat de elementen waarvoor het lokale bestuur een keuze heeft, worden aangepast op basis van de parameters die tijdens de aansluitingsfase worden meegedeeld;

overwegende dat de opdracht die werd gesloten met het bedrijf AG INSURANCE afloopt op 31 december 2026;

overwegende dat het aangewezen is de maatregelen voor te bereiden die moeten worden genomen om vanaf 1 januari 2027 de continuïteit te verzekeren van het aanvullende pensioenstelsel dat werd ingevoerd ten gunste van het contractueel personeel van de gemeente;

overwegende dat, op grond van artikel 47, § 2 van de wet van 17 juni 2016, de aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale is vrijgesteld van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren;

overwegende dat de gemeente Etterbeek zich, bij beslissing van 18 mei 2026, heeft aangesloten bij de aankoopcentrale van de Federale Pensioendienst om deel te nemen aan de raamcontract die een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening moet aanduiden;

overwegende dat deze aansluiting de gemeente in staat stelt gebruik te maken van het raamcontract dat aan Ethias Pension Fund OFP werd toegewezen; dat dit gebruik de vorm zou aannemen van een individuele opdracht die bestaat uit de aansluiting van de gemeente Etterbeek bij Ethias Pension Fund OFP;

overwegende dat de opstelling van het pensioenreglement en van de andere instrumenten die voor deze aansluiting nodig zijn, vooraf vereist dat de door het lokale bestuur gewenste parameters aan Ethias Pension Fund OFP worden meegedeeld;

overwegende dat het daarom aangewezen is om een principeakkoord te geven voor de voortzetting van de

procedure met het oog op het gebruik van het raamcontract en de aansluiting bij Ethias Pension Fund OFP, zodat de nodige individuele documenten kunnen worden opgesteld en onderzocht;

overwegende dat de oprichting van een aanvullend pensioenstelsel voor het contractueel personeel helpt om de kloof te verkleinen tussen de pensioenrechten van deze personeelsleden en die van definitief benoemde personeelsleden;

overwegende dat de invoering van een dergelijk stelsel eveneens, voor zover aan alle wettelijke voorwaarden is voldaan, toelaat om te genieten van de vermindering van de responsabiliseringsbijdrage zoals voorzien in de wet van 24 oktober 2011;

overwegende dat het beoogde pensioenengagement een stelsel van vaste bijdragen betreft, gefinancierd door werkgeversbijdragen die worden berekend op basis van een percentage van het brutoloon dat onderworpen is aan de socialezekerheidsbijdragen;

overwegende dat wordt voorgesteld deze werkgeversbijdrage vast te leggen op 3% van het jaarlijkse brutoloon dat in aanmerking wordt genomen overeenkomstig het toekomstige pensioenreglement;

overwegende dat de gemeente en het OCMW van Etterbeek een pensioenstelsel met meerdere organisatoren wensen te behouden;

overwegende dat Ethias Pension Fund OFP, op basis van de meegedeelde parameters, de individuele ontwerpen zal moeten opstellen van het pensioenreglement, het financieringsplan, de beheersovereenkomst, de aansluitingsakte en de andere noodzakelijke instrumenten;

overwegende dat het ontwerp van definitieve aansluiting en de verschillende bijhorende instrumenten moeten worden voorgelegd aan het bevoegde Bijzonder Onderhandelingscomité;

overwegende dat deze beslissing wordt genomen onder voorbehoud van het protocol dat binnen dit comité moet worden opgesteld;

overwegende dat het definitieve gebruik van het raamcontract, de afsluiting van de individuele opdracht en de aansluiting bij Ethias Pension Fund OFP afhankelijk blijven van een latere beslissing van de Raad, na afronding van de syndicale onderhandelingsprocedure, na onderzoek van de door Ethias Pension Fund OFP voorgestelde instrumenten en na bepaling van hun budgettaire impact;

na beraadslaging;

BESLIST

Artikel 1 – Principeakkoord over de voortzetting van de aansluitingsprocedure

Om een principeakkoord te geven voor de voortzetting van de procedure met het oog op het gebruik van het raamcontract nr. SFPD/S2100/2022/05, afgesloten door de aankoopcentrale van de Federale Pensioendienst, en voor de aansluiting van de Gemeente Etterbeek bij Ethias Pension Fund OFP, om vanaf 1 januari 2027 het aanvullend pensioenstelsel voor haar contractuele personeelsleden te verzekeren.

Artikel 2 – Parameters van het beoogde stelsel

Om de volgende parameters vast te leggen als richtsnoeren en met het oog op de opstelling van de individuele documenten door Ethias Pension Fund OFP:

- geplande datum van inwerkingtreding: 1 januari 2027;
- type pensioenengagement: vaste bijdragen
- geplande werkgeversbijdrage: 3% van het jaarlijkse brutoloon dat onderworpen is aan de socialezekerheidsbijdragen, bepaald volgens het toekomstige pensioenreglement;
- aanvullende bijdragen: nee;
- inhaaltoelage: niet van toepassing;

- in aanmerking nemen van gelijkgestelde periodes: ja, volgens de modaliteiten die in het ontwerp van pensioenreglement zullen worden bepaald,
- pensioenstelsel met meerdere organisatoren met de gemeente en het OCMW van Etterbeek: ja.

Artikel 3 – Opstelling van de individuele documenten

Om het bestuur de opdracht te geven om deze parameters mee te delen aan Ethias Pension Fund OFP en, in overleg met de gemeente Etterbeek, de opstelling te vragen van de volgende individuele ontwerpen:

- het pensioenreglement voor het stelsel met meerdere organisatoren en de bijlagen daarbij;
- de uitstapovereenkomst tussen de gemeente en het OCMW, opgesteld overeenkomstig artikel 33/2 van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen;
- het financieringsplan;
- de beheersovereenkomst die van toepassing is op het afzonderlijke vermogen PPO;
- alle andere documenten die nodig zijn voor de aansluiting.

Artikel 4 – Syndicale onderhandeling

Om het ontwerp van aansluiting, samen met het pensioenreglement, het financieringsplan, de beheersovereenkomst, de aansluitingsakte en de andere documenten die dit stelsel zullen regelen, voor te leggen aan het bevoegde Bijzonder Onderhandelingscomité zodra de definitieve versies zijn ontvangen.

Deze beslissing wordt genomen onder voorbehoud van het protocol dat binnen dit comité moet worden opgesteld.

Artikel 5 – Definitieve goedkeuring

Om te verduidelijken dat de gemeenteraad later zal beslissen, na ontvangst van de definitieve versies van de documenten en na opstelling van het protocol bedoeld in artikel 4, over het definitieve gebruik van het raamcontract, de aansluiting bij Ethias Pension Fund OFP, de definitieve parameters van het stelsel en de goedkeuring van alle documenten die de voorwaarden ervan bepalen.

Artikel 6 – Uitvoering

Om het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek te belasten met de uitvoering van deze beslissing.

Artikel 7 – Communicatie

Om een kopie van deze beslissing te bezorgen aan Ethias Pension Fund OFP (volgens de modaliteiten voorzien op de daartoe bestemde website van de dienstverlener).

Service de prévention - Preventiedienst

13 **Convention entre l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes et la commune d'Etterbeek pour l'année 2026 - Approbation.**

Le Conseil communal,

Considérant que les Contrats de Sécurité et de Prévention successifs conclus depuis 1994 entre l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur et la Commune d'Etterbeek, prévoient un budget de 5.684,29 euros à rétrocéder à l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes ;

Considérant que le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2026 conclu entre le Ministère de l'Intérieur et notre Commune ne déroge pas à ce principe ;

Considérant que cette rétrocession équivaut en fait à une subvention communale en faveur d'une asbl;

Considérant que toute subvention doit faire l'objet d'une convention liant les parties et précisant les droits et obligations de chacune d'entre elles,

DECIDE d'approuver la conclusion de la convention 2026 entre l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes et la Commune d'Etterbeek, ci-dessous.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

CONVENTION

Entre

La commune d'Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel agissent Monsieur **De Wolf**, Bourgmestre et Madame **PETIT** Secrétaire communale, en exécution d'une délibération du Conseil communal du

ET

L'a.s.b.l. Transit, ayant son siège rue Stephenson 96 à 1000 Bruxelles, représentée par Monsieur **MOLS**, Président et Monsieur **Delhauteur**, Trésorier.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1

Dans le cadre du plan stratégique de sécurité et de prévention, conclu entre l'Etat fédéral et la commune d'Etterbeek, l'a.s.b.l. Transit, a pour mission :

§ D'être un centre de crise d'urgence pour les usagers de drogues interpellés par les services de police ou provenant des dispositifs communaux et du réseau socio-médical ;

§ D'être un centre d'hébergement de courte durée, à bas seuil d'accès, ouvert 24 heures sur 24 et fonctionnant 7 jours sur 7.

§ D'être un centre d'accueil et d'orientation ;

§ De proposer une aide sociale, psychologique et administrative ;

§ D'accompagner les usagers de drogue(s) dans les démarches nécessaires à l'amélioration de leurs conditions socio-économiques et à leur intégration sociale.

Pour ce faire un subside de € 5.684,29 est octroyé par l'Etat fédéral.

Article 2

L'a.s.b.l. Transit engagera le personnel nécessaire pour exécuter sa mission. Elle est le prestataire de service et l'employeur administratif du personnel engagé.

Article 3

La commune d'Etterbeek s'engage à rétrocéder, à l'a.s.b.l. Transit le montant du subside qui lui est alloué par l'autorité subsidiante, aux fins d'exécuter sa mission.

Article 4

La commune d'Etterbeek s'engage à liquider au profit de l'a.s.b.l. Transit, et ce sur base d'une déclaration de créance établie par l'asbl, une avance de 80% du montant du subside octroyé par l'Etat fédéral. Le solde de 20% sera versé sur présentation du bilan comptable approuvé par l'assemblée générale annuelle et du P.V. de ladite assemblée.

Article 5

Le dossier des pièces justificatives concernant les dépenses imputées, tant en matière de frais de personnel qu'en matière de frais de fonctionnement, sera constitué par l'a.s.b.l. Transit, conformément aux directives financières du plan stratégique de sécurité et de prévention émises par le Ministère de l'Intérieur. Ce dossier sera tenu à disposition de l'Administration du SPF Intérieur au siège de l'a.s.b.l. Transit.

Article 6

Tout ou partie du montant versé par la commune d'Etterbeek à l'asbl Transit, et non couvert par des pièces justificatives valables, sera ultérieurement restitué à la commune d'Etterbeek qui en fait l'avance.

Article 7

Cette convention est valable pour l'année **2026** et annule les conventions précédentes, conclues entre l'a.s.b.l. Transit et la commune d'Etterbeek. La présente convention pourra être reconduite chaque année, conformément à la durée du subside accordé par l'autorité subsidiante.

Article 8

L'asbl Transit s'engage à appliquer toutes les mesures nécessaires afin de permettre le contrôle tel que défini par l'autorité subsidiante.

Article 9

Les deux parties s'engagent à mener à bien cet accord. En cas de litiges issus de cet accord, seul le Tribunal Civil sera habilité à statuer sur les différends.

Article 10

Dans le cas où l'asbl Transit ne respecterait pas les principes évoqués dans l'article 1, la commune d'Etterbeek se réserve le droit de résilier cette convention.

Cette convention a été rédigée à Etterbeek, en quatre exemplaires.

Par la présente, chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire.

Etterbeek, le**2026**.

Pour l'a.s.b.l. Transit

Le Président,

Pierre MOLS

Le Trésorier,

Baptiste Delhauteur

Pour la Commune d'Etterbeek

Pour le Collège,

La Secrétaire Communale,

Madame PETIT

Le Bourgmestre,

Monsieur De Wolf

Overeenkomst tussen de TRANSIT vzw voor onthaal en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden en de gemeente Etterbeek voor het jaar 2026 - Goedkeuring.

De Gemeenteraad,

overwegende dat de achtereenvolgende veiligheids- en preventie contracten afgesloten sinds 1994 tussen de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Binnenlandse Zaken en de Gemeente Etterbeek systematisch een begroting van 5.684,29 euros voorzien aan de vzw TRANSIT voor ontvangst en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden;

overwegende dat het Strategische veiligheids en preventieplan 2026 afgesloten tussen het Ministerie van Binnenlandse Zaken en onze gemeente van dit principe niet afwijkt;

overwegende dat deze teruggave daarom een gemeentelijke subsidie ten bate van een vzw betekent;

overwegende dat elke subsidiering het voorwerp moet uitmaken van de conclusie van een overeenkomst die de partijen verbindt en de rechten en plichten van elk van beiden verduidelijkt;

BESLIST de conclusie van de hierbijgevoegde overeenkomst 2026 tussen vzw TRANSIT voor onthaal en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden en de Gemeente Etterbeek goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan de overheidstoezicht onderworpen worden.

OVEREENKOMST

TUSSEN

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, in wiens naam handelen De Heer **De Wolf**, Burgemeester, en Mevrouw **PETIT**, Gemeentesecretaris, in uitvoering van een beslissing van de Gemeenteraad van

EN

De v.z.w. Transit, gelegen Stephensonstraat 96 te 1000 Brussel, vertegenwoordigd door de Heer **MOLS**, Voorzitter, en de Heer **Delhauteur**, penningmeester.

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1

In het kader van de strategische veiligheids- en preventieplannen, afgesloten tussen de Federale Staat en de gemeente Etterbeek, vervult de v.z.w. Transit de volgende opdracht:

- § Functioneren als opvang- en crisiscentrum voor druggebruikers, aangehouden door politiediensten of doorgestuurd door gemeentelijke diensten of het sociaal-medisch netwerk;
- § Een laagdrempelig crisisopvangcentrum zijn met verblijf van korte duur, toegankelijk 7 dagen per week en 24 uur op 24.
- § Een onthaal- en oriëntatiecentrum zijn;
- § Sociale, psychologische en administratieve hulp aanbieden;
- § Druggebruikers begeleiden bij het regulariseren van hun socio-economische situatie en hun sociale integratie.

Hiervoor kent de Federale Staat een subsidie toe van € 5.684,29.

Artikel 2

De v.z.w. Transit zal het nodige personeel aanwerven. Zij is de prestatieplichtige en de administratieve werkgever van het aangeworven personeel.

Artikel 3

De gemeente Etterbeek verbindt zich ertoe om deze subsidie over te maken aan de v.z.w. Transit.

Artikel 4

De gemeente Etterbeek verbindt zich ertoe om een voorschot, ten bedrage van 80% van de totale door de Federale Staat toegekende subsidie, over te maken aan de v.z.w. Transit en dit op basis van een attest van schuldvordering opgemaakt door de v.z.w. Transit. Het saldo van 20% zal gestort worden na voorlegging van de boekhoudkundige balans goedgekeurd door de Jaarlijkse Algemene Vergadering en het proces-verbaal van deze laatste.

Artikel 5

Het dossier van de rechtvaardigingsstukken betreffende de uitgaven geboekt zowel voor de personeelskosten als voor de werkingsmiddelen, zullen door de v.z.w. Transit uitgevoerd worden overeenkomstig de financiële richtlijnen van de strategische veiligheids-en preventieplannen uitgevaardigd door het Ministerie van Binnenlandse Zaken. Dit dossier zal ter beschikking worden gesteld van de Administratie van de Federale Overheidsdienst Interieur in de lokalen van de v.z.w. Transit.

Artikel 6

Uitgaven die niet gedekt zijn door geldige rechtvaardigingsstukken, zullen later aan de gemeente Etterbeek, die het heeft voorschoten, terugbetaald worden.

Artikel 7

Deze overeenkomst geldt voor het jaar **2026** en vervangt alle vorige overeenkomsten tussen de v.z.w. Transit en de gemeente Etterbeek. De huidige overeenkomst kan jaarlijks verlengd worden, overeenkomstig de duur van de subsidies toegekend door de subsidiërende overheid.

Artikel 8

De v.z.w. Transit verbindt zich ertoe om alle nodige maatregelen te treffen teneinde de controle, zoals omschreven door de subsidiërende overheid, mogelijk te maken.

Artikel 9

Beide partijen verbinden zich ertoe om deze overeenkomst na te leven. Eventuele geschillen zullen enkel door de burgerlijke rechtbank beslecht kunnen worden.

Artikel 10

Mocht de v.z.w. Transit de principes zoals uiteengezet in artikel 1 niet naleven, behoudt de gemeente Etterbeek zich het recht om deze overeenkomst te ontbinden.

Deze overeenkomst werd opgemaakt te Brussel, in vier exemplaren.

Elk der contractanten verklaart hierbij een exemplaar ontvangen te hebben.

Etterbeek,**2026**.

Voor de v.z.w. Transit

De Voorzitter,

Pierre MOLS

Voor de Gemeente Etterbeek

Voor het College,

De Gemeentesecretaris,

Het Mevrouw **PETIT**

De Penningmeester,

Baptiste Delhauteur

De Burgemeester,

De Heer **De Wolf**

Propreté (sauf personnel) - Netheid (behalve personeel)

14 Règlement Propreté de la place Jourdan : modification relative à l'installation de conteneurs enterrés.

Le Conseil communal,

Vu le Règlement Propreté de la Place Jourdan, approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 17.09.2018 ;

Vu les modifications apportées successivement par le Conseil Communal en ses séances du 21.10.2024, puis du 20.01.2025, et 04.07.2025 ;

Notant que la finalité de ce règlement, combiné à la mise en place d'espaces spécifiques de mise à la collecte par le service propreté, vise, outre la propreté de la place, à réduire tant que possible la présence et la visibilité des sacs poubelle pour les usagers de la place, sans contrevenir aux méthodes de collecte, essentiellement assurée par Bruxelles-Propreté ;

Considérant la décision du Collège (BOS 81275) relative au projet de financement par l'agence régionale de Propreté (ARP) de conteneurs enterrés sur la place Jourdan (fourniture et pose des conteneurs, ainsi que système informatique de gestion des badges d'accès, et enfin entretien et maintenance du site), mais aussi à la co-maîtrise d'ouvrage entre la commune d'Etterbeek et l'ARP ;

Considérant qu'une convention « Espace-tri – Place Jourdan (Etterbeek) : financement, études, travaux, entretien, gestion des accès et suivi d'un dispositif de conteneurs enterrés destiné à la collecte, par Bruxelles-Propreté, des déchets ménagers » (voir Annexe 1) a été produite conjointement avec les gestionnaires de projet de l'ARP et qu'elle est en cours d'approbation par chacune des instances ;

Considérant que, de nouvelles modifications doivent dès lors être apportées à ce Règlement Propreté de la place Jourdan, de manière à l'adapter à la nouvelle infrastructure de collecte, à savoir un ensemble de conteneurs enterrés, prévus pour les fractions 'PMC', 'alimentaires' et 'résiduels', constituant ainsi désormais l'essentiel du point d'apport volontaire, désormais nommé « espace tri », conçue en étroite collaboration avec l'ARP, et pour laquelle le chantier d'installation est prévu entre le 5 et le 10 octobre 2026 ;

Considérant que le terme « alimentaire » a été préféré au terme « organique » pour qualifier la fraction de déchets associée, afin de respecter la nomenclature utilisée dans la communication grand public de Bruxelles Environnement comme de Bruxelles-Propreté, dans la mesure où le terme « déchets alimentaires » est généralement privilégié pour désigner spécifiquement le contenu du sac orange (restes de repas, épluchures, produits périmés, etc.), tandis que le terme « déchets organiques » est plutôt associé aux déchets de jardin et parfois utilisé pour le sac vert ;

Considérant l'inutilité, dans ce règlement, de devoir encore définir, à l'Article 1, ce en quoi consiste un « établissement HORECA », vu qu'il n'y est plus fait de distinction entre les différents types de professionnels ;

Considérant la pertinence à adopter dès à présent la terminologie toute récente des « espaces-tri » instaurée par l'ARP dans le cadre de son appel à candidature présenté le 11.09.2026 en Conseil de coopération pour la propreté publique, en lieu et place des « points d'apport volontaire » pour désigner des sites de collecte regroupant plusieurs fractions de déchets ménagers ou assimilés, généralement sous forme de conteneurs, qu'ils soient enterrés ou aériens ;

Considérant par contre la pertinence à clarifier dans ce même Article 1 ce qu'il faut entendre par « clôture d'événement », tel qu'utilisé à l'Article 7, à savoir le moment au-delà duquel toutes les installations ont été démontées, rangées et/ou retirées du lieu de l'événement ;

Considérant le caractère désormais également obsolète du doublage des sacs de déchets résiduels des commerces (ayant obtenu une dérogation), et donc la suppression pure et simple du contenu précédant de l'Article 6 ;

Considérant par contre la nécessité de définir de nouvelles modalités liées à la mise à disposition et à l'usage de badges d'accès aux conteneurs enterrés de l'espace-tri, tant pour les résidents que pour les professionnels, modalités reprises dès lors à l'Article 6 du présent règlement ;

Considérant que ce nouveau dispositif, en définitive financé entièrement par l'agence régionale de propreté, avec une collecte demeurant à sa charge par ailleurs, ne justifie plus de contrepartie financière à l'égard de la commune d'Etterbeek de la part des usagers professionnels, et qu'il y aurait lieu dès lors de supprimer la redevance de 20,00 € par mois et par fraction de déchets « *pour dérogation d'usage de conteneurs et l'utilisation des points d'apports volontaire mis à la disposition par la commune sur la place Jourdan* », reprise à l'Article 26 du Règlement-redevance pour services administratifs ;

Considérant par contre la proposition d'introduire une nouvelle redevance, « *pour l'obtention de badges d'accès supplémentaires ou le remplacement, au-delà d'un remplacement annuel gratuit, de badges d'accès dégradé, perdus ou volés permettant l'usage des conteneurs enterrés destinés aux déchets ménagers et professionnels* » à raison de « 10,00 € par badge d'accès, et ce par unité de logement ou d'établissement commercial » et donc la proposition de remplacer l'Article 26 du Règlement-redevance pour services administratifs en conséquence ;

Considérant la proposition de préciser dans cet Article 5 la consigne à respecter en cas d'absence ou de dysfonctionnement des espaces-tri, que ce soit en cas d'événements (foire en mai, etc.), de problème technique ou d'avis de tempête, à savoir la consigne consistant à mettre les sacs à la collecte au niveau des endroits autorisés ;

Considérant qu'il est désormais inutile, du fait du changement de dispositif se passant désormais de barrières Heras, de maintenir à cet Article 5 l'obligation, pour les commerçants, de refermer les enclos grillagés après y avoir déposé leurs sacs de déchets professionnels ;

Considérant le règlement régissant l'occupation de l'espace public, entré en vigueur le 20 janvier 2026 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (SAC) ;

Vu l'Arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions minimales en matière de sélection, de recrutement, de formation et de compétence des fonctionnaires et membres du personnel compétents pour constater les infractions qui peuvent faire l'objet de sanctions administratives communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 20 janvier 2020 adoptant le Règlement Général de Police (RGP) de la commune d'Etterbeek ;

Considérant que conformément à l'article 2 de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (SAC), le conseil communal peut établir des sanctions administratives contre les infractions à ses règlements ou ordonnances ;

Considérant que le risque de sanction encouru en lien avec ce règlement dépasse largement l'Article 5, et que dès lors cette question mérite l'ajout d'un article à part entière dédié, afin de couvrir à la fois la possibilité de poursuivre le non-respect des obligations suivantes : conteneurisation pour les établissements professionnels, ainsi que placement des conteneurs à proximité directe, à savoir moins de cinq (5) mètres des limites de l'établissement, et marquage avec nom et adresse de l'établissement (Article 3) ; obtention d'une dérogation à la conteneurisation (Article 4) ; utilisation du point d'apport volontaire pour les résidents et les commerçants ayant obtenu une dérogation (Article 5), ainsi que modalités telles que le respect des

quantités hebdomadaires reprises dans le contrat par fraction de déchets, respect des signalétiques de fraction de tri, etc. ; Obtention d'un badge d'accès pour utiliser les conteneurs (sauf si en libre accès) (Article 6) ; prise en charge, pour tout organisateur d'évènement, sauf dérogation du Collège, au sein de la Place Jourdan, de la totalité des déchets produits dans le cadre de l'évènement au plus tard une heure après la clôture de l'évènement, et quotidiennement si l'évènement se tient sur plus d'une journée consécutive (Article 7) ;

DÉCIDE d'adopter, et d'amender ce faisant, le règlement Propreté de la place Jourdan, ci-après :

Article 1. Définitions.

Périmètre de la place Jourdan : le périmètre formé par les immeubles rue Froissart 3, rue du Cornet 2, rue du Cornet 3, Rue Général Leman 4, Place Jourdan 34, Chaussée Saint-Pierre 3, Chaussée de Wavre 398, Chaussée de Wavre 363, rue Gray 5, Chaussée de Wavre 357, Chaussée de Wavre 390, Place Jourdan 70, place Jourdan 1.

Fractions de déchets : déchets résiduels, déchets alimentaires, PMC et papiers-cartons.

Déchets résiduels : déchets autres que ceux destinés à la collecte sélective (PMC, papiers/cartons, ou alimentaires).

Espace-tri : dispositif mis à disposition par la Commune et/ou Bruxelles-Propreté pour mutualiser la mise à la collecte des déchets, disposant d'une signalétique permettant d'identifier les emplacements des différentes fractions de déchets et de tri à respecter par les usagers.

Clôture d'évènement : moment au-delà duquel toutes les installations ont été démontées, rangées et/ou retirées du lieu de l'évènement.

Article 2. Champ d'application.

Le présent règlement s'applique aux résidents de la Place Jourdan et aux professionnels dont l'activité se situe dans le périmètre de la Place Jourdan. Il s'applique également à toute personne, physique ou morale, occupant l'espace public au sein du périmètre énoncé en Article 1, que ce soit de manière périodique ou exceptionnelle.

Article 3. Collecte commerciale – conteneurs

L'ensemble des déchets des professionnels dont l'activité se situe au sein du périmètre de la Place Jourdan, au sens de l'Article 1^{er} du présent règlement, faisant l'objet de collectes organisées via des contrats commerciaux, doivent obligatoirement être triés et disposés dans des conteneurs. Les conteneurs doivent être placés à proximité directe, à savoir moins de cinq (5) mètres des limites de l'établissement, et être marqués du nom et de l'adresse de l'établissement.

Article 4. Collecte commerciale – dérogation

Si un établissement professionnel ne dispose pas de l'espace nécessaire pour stocker ses conteneurs, il doit introduire une demande motivée accompagnée de documents le prouvant (plan, photos, etc.) au service propreté de la commune d'Etterbeek. Une visite des locaux peut ensuite être organisée. Si l'agent communal conclut sur ces bases que l'espace ne permet en effet pas d'entreposer des conteneurs, l'établissement obtient une dérogation à l'Article 3, délivrée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Seuls les établissements ayant reçu une dérogation sont exemptés de cette obligation. La dérogation autorise l'établissement à apporter ses déchets dans les espaces-tri, définis en Article 1, sans contrevenir aux spécificités apportées en l'Article 5.

La dérogation est attribuée par fraction de déchets, mettant en priorité la conteneurisation des déchets résiduels et alimentaires dans le cas d'un manque de place pour une conteneurisation de l'ensemble des fractions de déchet.

La dérogation est revue lorsque l'une de ces conditions est remplie : rénovation soumise à permis d'urbanisme, changement d'activité du lieu ou encore changement de gérance. Tant qu'aucune de ces conditions n'intervient, la dérogation reste d'application.

Article 5. Espace-tri

Les résidents du périmètre de la place Jourdan, au sens de l'Article 1 du présent règlement, sont obligés d'utiliser le(s) espace(s)-tri pour l'ensemble de leurs fractions de déchets.

Les professionnels du périmètre de la place Jourdan sont autorisés à utiliser le(s) espace(s)-tri pour les fractions de déchets assimilés aux déchets ménagers pour lesquelles ils ont obtenu une dérogation, telle que spécifiée à l'Article 4, à condition de disposer d'un contrat de collecte en sacs. Cet usage doit demeurer conforme aux quantités hebdomadaires telles que prévues dans leur contrat de collecte pour chacune des fractions de déchets.

Les fractions de déchets professionnels assimilés aux déchets ménagers qui ne sont pas concernées par la dérogation doivent quant à elles être maintenues dans des conteneurs. Les conteneurs des commerçants ne sont toutefois en aucun cas admis aux abords des espaces-tri.

Le(s) espace(s)-tri dispose(nt) d'une signalétique de tri qui doit être respectée. Cela implique également le respect des prescriptions de l'Agence Bruxelles-Propreté (horaire, lieu, type de contenant, etc.), incluant le respect du tri sélectif.

Sauf contre-indication communiquée explicitement par la Commune, l'usage de sacs réglementaires de Bruxelles-Propreté demeure obligatoire au sein des espaces-tri, y compris dans les conteneurs, qu'ils soient enterrés ou aériens. Cette obligation concerne l'ensemble des fractions de déchets, et notamment les sacs fuchsias qu'impose Bruxelles-Propreté pour les déchets professionnels résiduels dans le cas où Bruxelles-Propreté autorise ses contractants à utiliser ces conteneurs.

En cas d'évènements (foire, sommet européen, etc.) perturbant véritablement l'organisation et l'usage normal des espaces-tri, ainsi qu'en cas de dysfonctionnement notable, et communiqué par les usagers à la Commune, empêchant l'accès aux espaces-tri, les usagers sont tenus de déposer leurs déchets aux endroits temporairement prévus à cet effet et de respecter les dispositions provisoires alors communiquées pour la mise à la collecte de leurs sacs poubelle.

Article 6. Accès aux conteneurs

Toute personne de référence d'un ménage qui réside au sein du périmètre de la place Jourdan est dans l'obligation de se procurer un badge d'accès aux conteneurs. Pour ce faire, elle contactera le service propreté de la commune d'Etterbeek qui lui distribuera gratuitement deux (2) badges d'accès, sous la condition de pouvoir fournir une preuve de résidence dans un immeuble situé au sein du périmètre de la place Jourdan ou de pouvoir présenter sa carte d'identité électronique afin que ce puisse être vérifié par un agent communal désigné à cet effet. En cas de perte ou de vol de carte d'identité, l'obtention des badges exigera obligatoirement une attestation officielle délivrée par la police. Si la personne de référence du ménage se trouve dans l'incapacité de déplacer pour venir récupérer ses badges d'accès, elle peut mandater une personne tierce à cet effet, à condition pour cette personne de pouvoir présenter à la fois sa carte d'identité et celle de la personne de référence du ménage à laquelle la carte est destinée. Une même personne ne peut toutefois pas représenter plusieurs usagers simultanément.

Tout professionnel, ayant un siège d'exploitation ou établissement commercial au sein du périmètre de la place Jourdan, et ayant obtenu une dérogation, au sens de l'Article 4 du présent règlement, pour au moins une fraction de déchets, est dans l'obligation de se procurer son ou ses badge(s) d'accès aux conteneurs de fractions de tri pour lesquelles il dispose d'un contrat de collecte, à moins que le(s) conteneur(s) visé(s) par la dérogation obtenue soient en accès libre. Pour ce faire, il contactera le service PRO de Bruxelles-Propreté qui lui distribuera des badges d'accès, sous la condition de pouvoir présenter la dérogation délivrée par la Commune, et un contrat de collecte en bonne et due forme avec Bruxelles-Propreté dont il respecte les conditions.

La responsabilité quant à l'usage de tout badge d'accès incombe à la personne de référence du ménage ou de l'entreprise qui occupe respectivement l'unité de logement ou l'établissement commercial. Toute personne de référence d'un ménage ayant reçu un badge d'accès est tenue d'informer sans délai l'administration de tout changement de situation susceptible de modifier le/les détenteur(s) du/des-dit(s) badge(s), notamment en cas de changement de domicile.

Toute perte ou toute dégradation d'un badge associé à un ménage, qui empêche l'utilisation des conteneurs, doit être communiquée dans les plus brefs délais au service propreté de la commune

d'Etterbeek, soit par courrier électronique à proprete@etterbeek.brussels, soit par téléphone au 0800/25.755, soit par courrier au n°31/1 avenue des Casernes à 1040 Etterbeek, afin de pouvoir le remplacer dans les meilleurs délais.

Toute perte ou toute dégradation d'un badge associé à un professionnel, qui empêche l'utilisation des conteneurs, doit être communiquée dans les plus brefs délais au service PRO de Bruxelles-Propreté, soit par courrier électronique à pro@arp-gan.be, soit par téléphone au 0800/988.77, soit par courrier au n°12 Avenue de Broqueville, 1150 Bruxelles, afin de pouvoir le remplacer dans les meilleurs délais.

Un badge d'accès de remplacement peut être obtenu gratuitement à raison d'une fois par an par un ménage auprès du service propreté de la commune d'Etterbeek pour cause de dégradation, de perte ou de vol du badge mis à disposition initialement, sous condition de pouvoir remettre le badge dysfonctionnel ou de présenter une déclaration de perte/vol auprès de la police, afin de pouvoir procéder à sa désactivation.

Au-delà du remplacement annuel gratuit, un badge d'accès de remplacement pourra toujours être demandé, de même qu'un ou plusieurs badges d'accès supplémentaires à ceux mis à disposition gratuitement, mais uniquement moyennant le paiement d'une redevance dont le montant est défini par le Règlement-redevance pour services administratifs, et toujours sous condition pour les habitants d'une preuve de résidence dans un immeuble situé au sein du périmètre de la place Jourdan.

Sous la condition pour les professionnels de pouvoir présenter une dérogation délivrée par la Commune quant à l'usage de conteneurs ouvrant à l'utilisation des espaces-tri, ainsi qu'un contrat de collecte en bonne et due forme avec Bruxelles-Propreté dont il respecte les conditions, il est possible d'adresser une demande au service PRO de Bruxelles-Propreté pour obtenir éventuellement un ou plusieurs badges d'accès supplémentaires. Bruxelles-Propreté demeure toutefois autonome dans sa gestion des badges visant les professionnels.

Article 7. Évènements ponctuels et récurrents

Le présent article concerne tous les événements, qu'il s'agisse d'un événement ponctuel ou récurrent. On entend par événement toute occupation programmée de la place Jourdan, qu'elle soit à des fins publiques, privées, ou associatives.

Tout organisateur d'événement, sauf dérogation du Collège, au sein de la Place Jourdan doit prendre en charge la totalité des déchets produits dans le cadre de l'événement au plus tard une heure après la clôture de l'événement, et quotidiennement si l'événement se tient sur plus d'une journée consécutive.

Un organisateur d'événement peut se voir octroyer le droit d'utiliser les espace(s)-tri et donc se voir temporairement attribuer un badge d'accès par Bruxelles-Propreté, à condition d'avoir souscrit un contrat avec eux pour ses déchets professionnels assimilés aux déchets ménagers, et de respecter les obligations associées à l'usage des conteneurs qui s'appliquent aux professionnels tels qu'indiqués à l'Article 5 du présent règlement, à l'exception de l'obligation d'avoir obtenu une dérogation par le Collège des Bourgmestre et échevins. Cette décision ne relève toutefois pas de la responsabilité de la Commune d'Etterbeek, mais uniquement de Bruxelles-Propreté.

Article 8. Autres réglementations.

Les dispositions du présent règlement s'inscrivent dans le respect de la hiérarchie des normes et s'appliquent sans préjudice des autres règlements en vigueur, et notamment le Règlement Général de Police (RGP), le règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés et sur le domaine public et le règlement-taxi sur le nettoyage du domaine public.

Article 9. Sanctions.

Toute personne, physique ou morale, qui contrevient aux dispositions du présent règlement fera l'objet d'une sanction administrative conformément à loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives, indépendamment des frais occasionnés par le nettoyage ou la remise en état qui peuvent, le cas échéant, être mis à charge du contrevenant conformément aux dispositions communales en vigueur à Etterbeek.

Article 10.

La commune d'Etterbeek est responsable du traitement des données personnelles.

Ces données sont traitées dans le cadre des démarches visant à :

- Vérifier l'identité des personnes auxquelles un badge d'accès peut être distribué et le respect des conditions reprises dans le présent règlement ;
- Procéder à un monitoring de l'utilisation des conteneurs pour comptabiliser les passages et détecter les abus ;
- Protéger les biens et les personnes (via un système de vidéosurveillance) ;
- Identifier les auteurs en cas de problèmes (agressions, vols, ...).

Ces données sont traitées par :

- Les agents du service Coordination du Plan Propreté et du service Propreté publique ;
- Les sous-traitants éventuels ;
- Les services de Police.

Ces données sont conservées pendant toute la durée de la domiciliation à l'adresse rattachée au badge d'accès.

Conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD), toute personne recevant un badge d'accès dans le cadre du présent règlement dispose d'un droit d'accès, de rectification, de limitation ou d'opposition au traitement de ses données personnelles.

Pour toute question relative aux données personnelles, le citoyen peut contacter directement le Délégué à la Protection des données personnelles de la commune à l'adresse suivante : dpo@etterbeek.brussels.

Reglement – Netheid op het Jourdanplein: wijziging over de plaatsing van ondergrondse containers.

1 annexe / 1 bijlage

Convention espaces-tri Jourdan Oct-28 ARP-Etterbeek.pdf

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

15 Patrimoine Régie – Cité Jouët-Rey – Transfert de la gestion du patrimoine vers l'ASBL A.I.S.- Etterbeek – Convention.

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'Ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement et ses modifications ultérieures ;

Vu le livre III du Code civil intitulé « Les biens » ;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale du 17 décembre 2015 organisant les agences immobilières sociales ;

Vu le bail emphytéotique d'une durée de 30 ans allant du 15 octobre 1996 au 15 octobre 2026 entre le CPAS de Bruxelles et la Commune d'Etterbeek portant sur 24 maisonnettes (32 unités de logement au total) situées Rue Général Henry 13 à 43 et Rue des Cultivateurs 32 à 46 ;

Vu la décision du Conseil communal du 18 novembre 2024 approuvant « *les termes et la signature de l'acte de renouvellement du droit réel d'emphytéose entre le CPAS de Bruxelles et la Commune d'Etterbeek portant sur les 24 maisons situées à Etterbeek, rue Général Henry 13 à 43 et rue des Cultivateurs 32 à 46 ainsi que le jardin intérieur; à partir du 16/10/2026, pour cause d'utilité* »

publique et à titre gratuit » ;

Vu la décision du Conseil communal du 6 juillet 2026 décidant notamment :

1. De confier à l'ASBL A.I.S.-Etterbeek la gestion de l'ensemble du patrimoine de la « *Cité Jouët-Rey* » - à savoir 24 maisonnettes situées Rue Général Henry 13 à 43 et Rue des Cultivateurs 32 à 46, selon des modalités fixées dans une convention à conclure, à partir du 15 octobre 2026 ;
2. De donner instruction à l'ASBL A.I.S.-Etterbeek de maintenir les locataires présents pour autant qu'ils remplissent les conditions d'accès fixées par la législation/réglementation en vigueur.

Considérant la nécessité pour l'A.I.S.-Etterbeek de faire figurer lesdits biens à l'inventaire des logements en gestion / location en vue de l'introduction de la demande de subsides pour l'année 2027 ;

Considérant que ledit dossier de demande de subsides doit être introduit au plus tard, le 15 octobre 2026 et doit contenir : *« pour chaque logement non repris dans la dernière liste des logements communiquée à Bruxelles Logement, la copie du contrat de bail ou mandat de gestion dûment signée par chacune des parties où il apparaît clairement que le logement sera effectivement occupé par un locataire en 2027 ».*

Décide d'approuver les termes des contrats de bail annexés à la présente délibération.

Patrimonium Regie – Tuinwijk Jouët-Rey – Overdracht van het patrimoniumbeheer aan de vzw A.I.S.-Etterbeek – Overeenkomst.

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode en haar latere wijzigingen;

Gelet op boek III van het Burgerlijk Wetboek, getiteld "Goederen";

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren;

Gelet op de erfpachtovereenkomst van 30 jaar, die loopt van 15 oktober 1996 tot 15 oktober 2026, tussen het OCMW van Brussel en de gemeente Etterbeek, over 24 huisjes (32 wooneenheden in totaal) gelegen Generaal Henrystraat 13 tot 43 en Landbouwersstraat 32 tot 46;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 18 november 2024 tot goedkeuring van *“ De termijnen en ondertekening van de vernieuwingsakte van het zakelijk recht van erfpacht tussen het OCMW van Brussel en de gemeente Etterbeek betreffende de 24 woningen te Etterbeek, Generaal Henrystraat 13 tot 43 en Landbouwersstraat 32 tot 46 en binnentuin goed te keuren. Dit vanaf 16/10/2026 en voor openbaar nut en kosteloos ”*;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 6 juli 2026:

1. Om het beheer van het volledige patrimonium van de "Tuinwijk Jouët-Rey", zijnde 24 huisjes gelegen Generaal Henrystraat 13 tot 43 en Landbouwersstraat 32 tot 46, toe te vertrouwen aan de vzw A.I.S.-Etterbeek, volgens voorwaarden vastgelegd in een nog te sluiten overeenkomst, met ingang van 15 oktober 2026;
2. Om aan de vzw A.I.S.-Etterbeek de instructie te geven om de huidige huurders in hun woning te laten wonen voor zover zij voldoen aan de toegangsvoorwaarden bepaald door de geldende

Gelet op de noodzaak voor het SVK Etterbeek om voornoemde goederen op te nemen in de inventaris van de woningen in beheer / verhuur met het oog op de indiening van de subsidieaanvraag voor het jaar 2027;

Overwegende dat voormeld subsidiedossier uiterlijk op 15 oktober 2026 moet worden ingediend en het volgende dient te bevatten: *"voor elke woning die niet is opgenomen in de laatste lijst van woningen die aan Brussel Huisvesting werd meegedeeld, een kopie van de huurovereenkomst of van de beheersmandaat, naar behoren ondertekend door elk van de partijen, waaruit duidelijk blijkt dat de woning in 2027 daadwerkelijk door een huurder zal worden bewoond."*;

BESLIST om de voorwaarden van de huurovereenkomst in bijlage bij deze overeenkomst goed te keuren.

16 **Régie Foncière - Adhésion à la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga pour l'accompagnement des pouvoirs publics locaux, régionaux et communautaires en vue de la rénovation énergétique de bâtiments ou du déploiement d'installations de production d'électricité verte (Programme RenoClick).**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 24bis ;

Considérant que l'article 2, 6° de la loi du 17 juin 2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant que l'article 47, §2, de la loi du 17 juin 2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Qu'en vertu de l'article 47, §4, de la loi du 17 juin 2016, un pouvoir adjudicateur bénéficiaire peut, sans appliquer les procédures prévues par la loi du 17 juin 2016, attribuer à une centrale d'achat un marché public de services pour la fourniture d'activités d'achat centralisées ; que ces marchés publics de services peuvent également comprendre la fourniture d'activités d'achat auxiliaires ;

Considérant qu'une telle centrale d'achat a été mise en place par l'intercommunale Sibelga en ce qui concerne l'accompagnement des pouvoirs publics locaux, régionaux et communautaires de la Région de Bruxelles en vue de la rénovation énergétique de bâtiments ou du déploiement d'installations de production d'électricité verte ;

Vu l'intérêt pour la Régie Foncière d'Etterbeek de recourir à cette centrale d'achat qui permettra de bénéficier de l'expertise de Sibelga pour les marchés publics relatifs aux travaux, fournitures et services en matière de rénovation énergétique ou de déploiement d'installations de production d'énergie renouvelable ;

DECIDE :

1. D'adhérer à la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga pour l'accompagnement des pouvoirs publics locaux, régionaux et communautaires de la Région de Bruxelles-Capitale en vue de la rénovation énergétique de bâtiments ou du déploiement d'installations de production d'électricité verte (Programme RenoClick).
2. D'approuver le règlement (version mars 2023) régissant cette centrale d'achat.

Regie van Grondbeleid - Toetreding tot de aankoopcentrale van de intercommunale Sibelga voor de begeleiding van de lokale, communautaire en gewestelijke openbare besturen met het oog op de energetische renovatie van gebouwen of de implementatie van installaties voor de productie van groene stroom (Programma RenoClick).

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op het Koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het Koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, meer bepaald artikel 24bis;

Overwegende dat artikel 2, 6° van de wet van 17 juni 2016 een aankoopcentrale, aanbestedende overheid, toelaat opdrachten te plaatsen met betrekking tot werken, leveringen en diensten die bestemd zijn voor aanbestedende overheden;

Gelet op artikel 47 & 2 van de wet van 17 juni 2016 waarin wordt bepaald dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een opdrachtcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat krachtens artikel 47, §4 van de wet van 17 juni 2016, een begunstigde aanbestedende overheid, zonder de procedures toe te passen voorzien door de wet van 17 juni 2016, aan een opdrachtcentrale een overheidsopdracht voor diensten mag gunnen voor de levering van gecentraliseerde aankoopactiviteiten; dat die overheidsopdrachten voor diensten eveneens de levering van ondersteunende aankoopactiviteiten kunnen omvatten;

Overwegende dat een dergelijke aankoopcentrale werd opgericht door de intercommunale Sibelga ter begeleiding van de plaatselijke en regionale openbare besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de energetische renovatie van gebouwen of de implementatie van installaties voor de productie van groene stroom;

Gelet op het belang voor de Regie van Grondbeleid om een beroep te doen op die aankoopcentrale waarmee voordeel kan worden gehaald uit de expertise van Sibelga voor de overheidsopdrachten betreffende de werken, leveringen en diensten in verband met de energetische renovatie van gebouwen of de implementatie van installaties voor de productie van groene stroom;

BESLUIT :

1. Toe te treden tot de aankoopcentrale van de intercommunale Sibelga ter begeleiding van de lokale, communautaire en regionale openbare besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met het oog op de energetische renovatie van gebouwen of de implementatie van installaties voor de productie van groene stroom (Programma RenoClick);

2. Het reglement (versie maart 2023) goed te keuren dat die opdrachtcentrale regelt.

2 annexes / 2 bijlagen

13. RenoClick_Règlement_FR.pdf, 13. RenoClick_Règlement_NL.pdf

17 **Régie Foncière – Marchés par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 € ;

Considérant que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Considérant que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 05/11/2025.

Objet : Remplacement, réparations et maintenance de parlophonie dans divers immeubles communaux gérés par la Régie Foncière - Exercice 2025-2027 - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 8.235,00 € (HTVA) – 8.729,10 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire de la Régie Foncière.

Date : 12/11/2025.

Objet : Rez-de-chaussée commercial Chaussée de Wavre 382 (Snack Papay) - Remplacement de la chaudière individuelle - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 8.250,00 € (HTVA) – 9.982,50 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 243.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 26/11/2025.

Objet : Theux 2 - Intervention sur les chaudières des 2 appartements duplex - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 430,00 € (HTVA) – 455,80 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 26/11/2025.

Objet : WAVRE 374-2 - Radiateur - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 1.000,00 € (HTVA) – 1.210,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 11/12/2025.

Objet : Wavre 352 – Antenne Lisa – Court-circuit électrique frais de recherche - Remplacement des boîtiers intérieurs de commande des volets - Approbation de l'attribution et des conditions -

Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 1.100,00 € (HTVA) – 1.331,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 18/12/2025.

Objet : Etats des lieux d'entrée et de sortie des logements gérés par la Régie Foncière – 2026 - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 20.661,16 € (HTVA) – 25.000,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 612.01 du budget ordinaire 2026 de la Régie Foncière.

Date : 18/12/2025.

Objet : Fourniture et livraison de sacs de sel axial en conditionnement de 15 kg – 2026 - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 7.000,00 € (HTVA) – 8.470,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2026 de la Régie Foncière.

Date : 18/12/2025.

Objet : Entretien, maintenance et débouchage de réseaux d'égout et de conduites d'évacuation d'eau usée d'immeubles gérés par la Régie Foncière - 2026 - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 25.000,00 € (HTVA) – 26.500,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2026 de la Régie Foncière.

Date : 18/12/2025.

Objet : Régie Foncière - Travaux de jardinage - 2026 - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 23.966,94 € (HTVA) – 29.000,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2026 de la Régie Foncière.

Date : 18/12/2025.

Objet : Wavre 552 – Escalier de la maison unifamiliale : réparation de paillasses, ragréage de plafonnage des murs et remise en peinture des murs et des paillasses - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 16.000,00 € (HTVA) – 16.960,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2026 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 05/11/2025, 12/11/2025, 26/11/2025, 11/12/2025 et 18/12/2025 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund

kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 143.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

Datum: 05/11/2025.

Onderwerp: Vervanging, herstelling en onderhoud van parlofoon installaties in verschillende gemeentelijke gebouwen beheerd door de Regie van Grondbeleid - Dienstjaar 2025-2027 - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 8.235,00 € (EXCL. BTW) – 8.729,10 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 12/11/2025.

Onderwerp: Handelsruimte Waversesteenweg 382 (Snack Papay) – Vervanging van de individuele ketel - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 8.250,00 € (EXCL. BTW) – 9.982,50 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 243.01 van de gewone begroting van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 26/11/2025.

Onderwerp: Theux 2 - Interventie aan de verwarmingsketels van de 2 duplexappartementen - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 430,00 € (EXCL. BTW) – 455,80 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 26/11/2025.

Onderwerp: WAVRE 374-2 - Radiator - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 1.000,00 € (EXCL. BTW) – 1.210,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 11/12/2025.

Onderwerp: Wavre 352 – Antenne Lisa – Elektrische kortsluiting – Onderzoekskosten – Vervanging van de interne bedieningskasten van de rolluiken - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 1.100,00 € (EXCL. BTW) – 1.331,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 18/12/2025.

Onderwerp: In- en uittredende plaatsbeschrijvingen van de woningen beheerd door de Regie van Grondbeleid - 2026 - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel

234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 20.661,16 € (EXCL. BTW) – 25.000,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 612.01 van de gewone begroting 2026 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 18/12/2025.

Onderwerp: Levering van axal zoutzakken in verpakkingen van 15 kg - 2026 - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 7.000,00 € (EXCL. BTW) – 8.470,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2026 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 18/12/2025.

Onderwerp: Onderhoud en ontstopping van de rioolstelsels en de afvoerleidingen van het afvalwater van de gemeentelijke gebouwen beheerd door de Regie van Grondbeleid - 2026 - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 25.000,00 € (EXCL. BTW) – 26.500,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2026 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 18/12/2025.

Onderwerp: Regie van Grondbeleid – Tuinwerkzaamheden - 2026 - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 23.966,94 € (EXCL. BTW) – 29.000,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2026 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 18/12/2025.

Onderwerp: Waver 552 – Trap in de eengezinswoning: herstelling van de trapplaten, egalisering van het pleisterwerk op de muren en herschilderen van de muren en de trapplaten - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 16.000,00 € (EXCL. BTW) – 16.960,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2026 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 05/11/2025, 12/11/2025, 26/11/2025, 11/12/2025 en 18/12/2025 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

18 **Régie Foncière – Marchés par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 € ;

Considérant que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins

doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Considérant que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 15/01/2026.

Objet : Fourniture de lattes de sol étanches à l'eau et de contre-plinthes en bois - 2026 - Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 21.888,00 € (HTVA) – 26.484,48 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire de la Régie Foncière.

Date : 22/01/2026.

Objet : Sensibilisation à l'usage rationnel des énergies pour les locataires des logements de la Régie Foncière d'Etterbeek - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 29.000,00 € (HTVA) – 35.090,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 612.01 du budget ordinaire de la Régie Foncière.

Date : 22/01/2026.

Objet : Remplacement de l'escalier menant du rez-de-chaussée au sous-sol (niveau -1) de l'immeuble de la chaussée de Wavre 380 - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 8.000,00 € (HTVA) – 8.480,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 243.01 du budget ordinaire de la Régie Foncière.

Date : 05/02/2026.

Objet : Régie Foncière – Achat de vêtements de travail et accessoires 2026-2028 - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 20.833,32 € (HTVA) – 25.208,32 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 613.02 du budget ordinaire de la Régie Foncière.

Date : 12/02/2026.

Objet : Immeuble chaussée de Wavre 386/388 - Etude de stabilité pour le commerce - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 1.500,00 € (HTVA) – 1.815,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 612.01 du budget ordinaire de la Régie Foncière.

Date : 26/02/2026.

Objet : Nettoyage de l'appartement F227AU0 sis au rez-de-chaussée de l'immeuble 227 avenue d'Auderghem - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 1.500,00 € (HTVA) – 1.815,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire de la Régie Foncière.

Date : 05/03/2026.

Objet : Sécurisation et réparation en urgence d'une pierre bleue de balcon située au deuxième étage de l'immeuble 384 Chaussée de Wavre - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 13.000,00 € (HTVA) – 13.780,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire de la Régie Foncière.

Date : 23/04/2026.

Objet : Etang 4 - Remplacement de tuyauterie - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 10.000,00 € (HTVA) – 10.600,00 € (TVA 6 % comprise).
Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire de la Régie Foncière.

Date : 23/04/2026.

Objet : Prestation d'analyse d'humidité - Exercice 2026-2027 - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 12.000,00 € (HTVA) – 14.520,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 612.01 du budget ordinaire de la Régie Foncière.

Date : 21/05/2026.

Objet : Gray 07 chaudière - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 12.110,00 € (HTVA) – 14.653,10 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 243.01 du budget ordinaire de la Régie Foncière.

Date : 17/09/2026.

Objet : CHASSE 209 – Dépannage et diagnostic électrique - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 300,00 € (HTVA) – 318,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire de la Régie Foncière.

Date : 17/09/2026.

Objet : Incendie Wavre 341-0 Travaux phase 02 - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 8.490,57 € (HTVA) – 9.000,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 243.01 du budget ordinaire de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 15/01/2026, 22/01/2026, 05/02/2026, 12/02/2026, 26/02/2026, 05/03/2026, 23/04/2026, 21/05/2026 et 17/09/2026 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 143.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

Datum: 15/01/2026.

Onderwerp: Levering van waterdichte vloerplanken en overzetplinten in hout – Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing – Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 21.888,00 € (EXCL. BTW) – 26.484,48 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 22/01/2026.

Onderwerp: Bewustmaking over rationeel energiegebruik voor de huurders van de woningen van de Regie van Grondbeleid van Etterbeek - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze, de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 29.000,00 € (EXCL. BTW) – 35.090,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 612.01 van de gewone begroting van de Regie van Grondbeleid

Datum: 22/01/2026.

Onderwerp: Vervanging van de trap die van de gelijkvloerse naar de kelder (niveau -1) leidt in het gebouw gelegen Waversesteenweg 380 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 8.000,00 € (EXCL. BTW) – 8.480,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 243.01 van de gewone begroting van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 05/02/2026.

Onderwerp: Regie van Grondbeleid – Aankoop van werkkleding en accessoires 2026-2028 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 20.833,32 € (EXCL. BTW) – 25.208,32 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 613.02 van de gewone begroting van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 12/02/2026.

Onderwerp: Gebouw Waversesteenweg 386/388 – Stabiliteitsonderzoek voor de winkelruimte - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 1.500,00 € (EXCL. BTW) – 1.815,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 612.01 van de gewone begroting van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 26/02/2026.

Onderwerp: Reiniging van het appartement F227AU0 op de gelijkvloerse verdieping van het gebouw gelegen Oudergemlaan 227 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 1.500,00 € (EXCL. BTW) – 1.815,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 05/03/2026.

Onderwerp: Beveiliging en spoedreparatie van een blauwe steen op het balkon op de tweede verdieping van het gebouw Waversesteenweg 384 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 13.000,00 € (EXCL. BTW) – 13.780,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 23/04/2026.

Onderwerp: Vijverstraat 4 - Vervanging van leidingen - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 10.000,00 € (EXCL. BTW) – 10.600,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting van de Regie van Grondbeleid.

Date : 23/04/2026.

Onderwerp: Dienst voor vochtanalyse - Boekjaar 2026-2027 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 12.000,00 € (EXCL. BTW) – 14.520,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 612.01 van de gewone begroting van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 21/05/2026.

Onderwerp: Gray 07 Ketel - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 12.110,00 € (EXCL. BTW) – 14.653,10 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 243.01 van de gewone begroting van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 17/09/2026.

Onderwerp: CHASSE 209 – Elektrische reparaties en diagnose - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 300,00 € (EXCL. BTW) – 318,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 17/09/2026.

Onderwerp: Brand Waver 341-0_Werkzaamheden fase 02 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 8.490,57 € (HTVA) – 9.000,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 243.01 van de gewone begroting van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 15/01/2026, 22/01/2026, 05/02/2026, 12/02/2026, 26/02/2026, 05/03/2026, 23/04/2026, 21/05/2026 en 17/09/2026 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

19 Régie Foncière – Marchés par procédure négociée sans publicité préalable - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.

Le Conseil Communal,

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 € ;

Considérant que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Considérant que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 03/12/2025.

Objet : Maintenance des installations HVAC collectives et individuelles (24 mois) - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale.

Estimation de la dépense : 126.735,00 € (HTVA) – 134.339,10 € (TVA 6% comprise).
Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire de la Régie Foncière.

Date : 18/12/2025.

Objet : Mise en conformité des installations électriques dans divers logements gérés par la Régie Foncière - Exercice 2026 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale.

Estimation de la dépense : 95.975,00 € (HTVA) – 101.733,50 € (TVA 6% comprise).
Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 03/12/2025 et 18/12/2025 relatives à des marchés par procédure négociée sans publicité préalable dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 €.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 143.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen werd genomen.

Datum: 03/12/2025.

Onderwerp: Onderhoud van de collectieve en individuele HVAC-installaties (24 maanden) - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze, de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 126.735,00 € (EXCL. BTW) – 134.339,10 € (BTW 6% inbegrepen).
Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 18/12/2025.

Onderwerp: In overeenstemming brengen van de elektrische installaties in diverse woningen beheerd door de Regie van Grondbeleid - Dienstjaar 2026 - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze, de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 95.975,00 € (EXCL. BTW) – 101.733,50 € (BTW 6% inbegrepen).
Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 03/12/2025, en 18/12/2025 betreffende overheidsopdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 143.000,00 €.

20 **Régie Foncière – Marchés par procédure négociée sans publicité préalable - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 € ;

Considérant que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Considérant que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 19/03/2026.

Objet : Travaux de réparation de toiture 2026/2028 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale.

Estimation de la dépense : 126.783,00 € (HTVA) – 134.389,98 € (TVA 6% comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire de la Régie Foncière.

Date : 16/04/2026.

Objet : Réparation de toiture_2026-2028 - Arrêt de la procédure de passation - Relance du marché sous le nom de Réparation de toiture_2026-2028_01 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale.

Estimation de la dépense : 126.783,00 € (HTVA) – 134.389,98 € (TVA 6% comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire de la Régie Foncière.

Date : 07/05/2026.

Objet : Restauration de balustrades en fonte dans divers bâtiments gérés par la Régie Foncière d'Etterbeek – Exercice 2026 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale.

Estimation de la dépense : 36.000,00 € (HTVA) – 38.160,00 € (TVA 6% comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire de la Régie Foncière.

Date : 27/05/2026.

Objet : Maelbeek 2-5 (PNSPP)_Travaux de transformation de la salle de bain en salle de douche - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale.

Estimation de la dépense : 35.000,00 € (HTVA) – 37.100,00 € (TVA 6% comprise).

Article budgétaire : 243-01 du budget ordinaire de la Régie Foncière.

Date : 04/06/2026.

Objet : Restauration de balustrades en fonte dans divers bâtiments gérés par la Régie Foncière

d'Etterbeek – Exercice 2026 - Approbation de la relance du marché - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale.

Estimation de la dépense : 36.000,00 € (HTVA) – 38.160,00 € (TVA 6% comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 19/03/2026, 16/04/2026, 07/05/2026, 27/05/2026 et 04/06/2026 relatives à des marchés par procédure négociée sans publicité préalable dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 €.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 143.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen werd genomen.

Datum: 19/03/2026.

Onderwerp: Dakreparaties_2026/2028 - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze, de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 126.783,00 € (EXCL. BTW) – 134.389,98 € (BTW 6% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 16/04/2026.

Onderwerp: Dakreparaties_2026-2028 - Stopzetting van de aanbestedingsprocedure – Heropening van de aanbesteding onder de naam Dakreparaties_2026-2028_01 Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze, de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 126.783,00 € (EXCL. BTW) – 134.389,98 € (BTW 6% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 07/05/2026.

Onderwerp: Restauratie van gietijzeren balustrades in diverse gebouwen beheerd door de Regie van Grondbeleid van Etterbeek – Dienstjaar 2026 - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze, de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe

Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 36.000,00 € (EXCL. BTW) – 38.160,00 € (BTW 6% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 27/05/2026.

Onderwerp: Maelbeek 2-5 (OPZB)_Verbouwing van de badkamer tot doucheruimte - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze, de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 35.000,00 € (EXCL. BTW) – 37.100,00 € (BTW 6% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 243-01 van de gewone begroting van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 04/06/2026.

Onderwerp: Restauratie van gietijzeren balustrades in diverse gebouwen beheerd door de Regie van Grondbeleid van Etterbeek – Dienstjaar 2026 - Goedkeuring van de herlancering van de opdracht - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze, de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 36.000,00 € (EXCL. BTW) – 38.160,00 € (BTW 6% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 19/03/2026, 16/04/2026, 07/05/2026, 27/05/2026 en 04/06/2026 betreffende overheidsopdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 143.000,00 €.

21 **Régie Foncière – Procédure négociée avec publicité préalable - Modification des conditions du marché public – Article 234bis de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil communal,

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Considérant qu'en vertu de l'article 234bis de la Nouvelle Loi Communale, les conditions d'un marché public ou d'un contrat de concession fixées par le conseil communal et faisant l'objet d'une procédure de passation impliquant la possibilité de mener une ou plusieurs phases de négociation ou un dialogue, peuvent être modifiées par le Collège des bourgmestre et échevins dans le cadre des négociations ou du dialogue menés avec les opérateurs économiques ;

Considérant que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des bourgmestre et échevins doivent être communiquées pour information au Conseil communal lors de sa plus prochaine séance ;

Considérant que la décision suivante a été prise par le Collège des bourgmestre et échevins ;

Date : 16/07/2026.

Objet : Travaux de remplacement et/ou de mise en conformité des chaudières - Accord cadre pluri-adjudicataires - Procédure négociée avec publicité préalable - Approbation des conditions : ajout d'un poste au cahier des charge - Application de l'article 234bis de la Nouvelle Loi Communale.

Nouvelle estimation lot 01 : 70.835,00 € (HTVA) – 85.710,35 € (TVA 21 % comprise).

Nouvelle estimation lot 01+ lot 02 : 690.660,00 € (HTVA) – 835.698,60 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 243.01 du budget ordinaire de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234bis de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 16/07/2026, relative au marché Accord cadre pluri-adjudicataires - Procédure négociée avec publicité préalable », établi par la Régie Foncière d'Etterbeek.

Regie van Grondbeleid – Onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking – Wijziging van de voorwaarden van de overheidsopdracht – Artikel 234bis van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234bis van de Nieuwe Gemeentewet, de voorwaarden van een overheidsopdracht of van een concessieovereenkomst vastgesteld door de gemeenteraad en het voorwerp uitmakend van een gunningsprocedure die de mogelijkheid inhoudt een of meerdere onderhandelingsfasen of een dialoog te voeren, mogen door het college van burgemeester en schepenen gewijzigd worden tijdens de met de economische operatoren gevoerde onderhandelingen of dialoog;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van burgemeester en schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van burgemeester en schepenen werd genomen:

Datum: 16/07/2026.

Onderwerp: Werkzaamheden voor de vervanging en/of aanpassing aan de normen van verwarmingsketels – Raamovereenkomst met meerdere opdrachtnemers – Onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking – Goedkeuring van de voorwaarden: toevoeging van een post aan het bestek – Toepassing van artikel 234bis van de Nieuwe Gemeentewet.

Nieuwe raming lot 01: 70.835,00 € (EXCL. BTW) – 85.710,35 € (BTW 21 % inbegrepen).

Nieuwe raming lot 01+ lot 02: 690.660,00 € (EXCL. BTW) – 835.698,60 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 243.01 van de gewone begroting van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Overeenkomstig artikel 234bis van de Nieuwe Gemeentewet, kennis te nemen van het besluit van het College van burgemeester en schepenen van 16/07/2026 betreffende de “Raamovereenkomst met meerdere opdrachtnemers – Onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking”, opgesteld door de Regie van Grondbeleid van Etterbeek.

Finances - Financiën

22 **Convention-type pour les Communes d'Anderlecht, d'Etterbeek, d'Ixelles et de Saint-Gilles relative aux missions d'intérêt général du réseau iris — année 2026**

Convention-type pour les Communes d'Anderlecht, d'Etterbeek, d'Ixelles et de Saint-Gilles relative aux missions d'intérêt général du réseau iris — année 2026

Entre :

La Commune représentée par Vincent De Wolf, Bourgmestre et Annick Petit, Secrétaire communale, ci-après dénommée la Commune

et

Les « Hôpitaux IRIS Sud » (HIS), Association de droit public créée en vertu du chapitre XII de la loi du 7 juillet 1976 organique des CPAS représentée par Jean Spinette, Président a-i-, et Catherine Goldberg, Directrice générale, ci-après dénommée HIS

En présence de :

L'Interhospitalière Régionale des Infrastructures de Soins, Association de droit public créée en vertu du chapitre XII de la loi du 7 juillet 1976 organique des CPAS, représentée par Delphine Houba, Présidente et Etienne Wéry, Administrateur délégué ci-après dénommée « iris-Faitière

Vu le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, dont les articles 106 à 108 ;

Vu la Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu la Communication de la Commission relative à l'application des règles de l'Union européenne en matière d'aides d'État aux compensations octroyées pour la prestation de services d'intérêt économique général ;

vu la Décision de la Commission du 5 juillet 2016 concernant l'Aide d'Etat SA. 19864 - 2014/C (ex 2009/NN54) mise à exécution par la Belgique relative au Financement des hôpitaux publics IRIS en Région de Bruxelles Capitale ;

vu la Loi organique des CPAS du 8 juillet 1976, dont l'article 57 5 et les Chapitres XII et XII bis ;

Vu l'Ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les Statuts de l'Association iris-Faitière qui prévoient que celle-ci définit les missions sociales d'intérêt général à charge des associations locales et des ASBL hospitalières en exécution de l'ordonnance du treize février deux mille trois portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles Capitale et de l'ordonnance du vingt-deux octobre deux mille vingt modifiant l'article 79 et le chapitre XII bis de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, dont l'article 135/5, 5

Vu les Statuts de l'Association hospitalière HIS ;

Vu que la compensation visée à l'article 3 de la présente convention intervient sans préjudice de l'article 46 des Statuts de l'Association hospitalière HIS ;

Il est convenu ce qui suit

Article 1. Nature des obligations

La Commune (nom de la Commune) est un des membres associés de HIS ainsi que les Communes (nom des autres associés (selon les cas : d'Ixelles, de Saint-Gilles d'Etterbeek et d'Anderlecht afin d'assurer la cohésion sociale. Aussi elle a confié à HIS dont elle est associée des missions d'intérêt général visant notamment et précisément à maintenir un service public hospitalier de qualité qui consistent notamment en :

La participation à la politique de santé publique incluant notamment la garantie et [a pérennité d'une offre hospitalière diversifiée et de proximité et le maintien d'un statut public des institutions et du personnel ;

L'accueil en tout temps et la prise en charge de tous les patients qui requièrent des soins hospitaliers quelles que soient leurs conditions sociales et leurs situations administratives, quelles que soient leurs pathologies, aussi lourdes et chroniques soient-elles, V compris l'accompagnement en fin de vie

La mission déléguée des CPAS de l'aide médicale spécialisée aux personnes qui bénéficient de l'aide sociale des CPAS ou qui font appel à eux, ainsi qu'aux personnes en situation illégale, aux candidats réfugiés et aux personnes sans domicile, en ce compris l'assistance aux patients indigents pour l'obtention du remboursement des soins par tout tiers habilité.

Article 2. Charges liées aux obligations

Ces missions de service public spécifiques confiées à HIS entraînent les coûts suivants faisant l'objet de la compensation visée à l'article 3 :

Les charges liées aux incidences des décisions de la Région de Bruxelles-Capitale d'ajouter et d'actualiser le chapitre XII bis de la loi organique des CPAS

Les charges liées aux incidences des décisions des Communes-mères de maintenir une offre multisites d'activités d'hospitalisation sur de nombreux sites plutôt que de les concentrer sur un nombre restreint de sites ;

Les charges liées à l'obligation de maintenir le Statut public du personnel des hôpitaux ;

Les charges liées à l'obligation d'accessibilité sans discrimination de tous les patients nécessitant des soins hospitaliers

Les charges liées à la mission déléguée par certains CPAS bruxellois qui reprennent le coût supplémentaire des procédures avec les CPAS.

Pour décrire précisément et de manière homogène les modalités de calcul des charges liées à ces obligations, l'association iris-Faitière établit une circulaire approuvée par la Commune selon la procédure visée à l'article 4 de la présente Convention Cette circulaire adressée à HIS et jointe en annexe à la présente.

Article 3. Compensation

Sans préjudice de l'article 46 des statuts de HIS en fonction de ses crédits budgétaires et dans la limite des moyens disponibles, la Commune octroie à HIS une compensation financière qui ne dépassera pas le montant dont elle bénéficie dans le cadre de l'ordonnance du 13 février 2003 destinée à couvrir les charges décrites à l'article 2 ci-dessus.

Cette compensation, cumulée à celles versées par les trois autres Communes, ne peut dépasser 100% des charges de missions d'intérêt général de HIS pour la même année ; l'excédent éventuel doit être remboursé à chacune des quatre Communes, selon la proportion des versements de compensation de chacune d'entre elles pour la même année,

La compensation sera versée dès que les moyens financiers seront disponibles et au plus tard à la fin de l'année civile qui suit l'année pour laquelle la compensation est octroyée

Article 4. Contrôle

Au sein du Conseil d'administration d'iris-Faïtière, la Commune approuve la circulaire adoptée relative aux modalités d'application de la convention et, notamment, aux modalités de calcul des charges de mission d'intérêt général. A défaut, elle établit avec les trois autres Communes de manière autonome quels sont les éléments financiers à prendre en considération pour déterminer les coûts raisonnables correspondant à des charges réelles non subventionnées par un autre pouvoir public telles que décrites à l'article Dans ce dernier cas, l'inventaire de ces éléments financiers est communiqué par les quatre Communes à HIS.

Dans les six mois qui suivent la fin de l'année, HIS établit le décompte des charges de mission d'intérêt général, qui sont inscrites dans les comptes de HIS pour l'exercice clôturé. Ce décompte fera l'objet d'un rapport spécial attesté par le Réviseur d'entreprise de l'hôpital public, L'ensemble est transmis à l'association faïtière iris pour le 15 juillet au plus tard,

Le conseil communal de la Commune désigne les agents de ses services chargés du contrôle des hôpitaux chargés des missions décrites dans la présente convention. HIS garantit à ces agents un libre accès à ses locaux et la possibilité de consulter sur place les pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

À la demande des agents désignés par le conseil communal, HIS présente tous les justificatifs nécessaires pour les frais généraux d'exploitation et pour les autres frais relatifs aux missions et charges visées à l'article 2.

Au plus tard le 30 septembre de l'année qui suit l'octroi de la compensation financière accordée en vertu de l'article 3 ci-dessus, sur base du rapport spécial établissant les décomptes des charges liées aux missions d'intérêt général, l'association iris-Faïtière établit un rapport comparatif de la compensation versée en application de l'article 3 ci-dessus et des charges décrites à l'article 2. Ce rapport est transmis à la Commune,

Article 5. Remboursement

S'il ressort du contrôle effectué conformément à l'article 4 que la compensation perçue par HIS dépasse les charges décrites à l'article 2, la Commune adoptera une décision à l'égard de HIS lui imposant de rembourser la partie de la compensation non justifiée dans les trois mois de sa décision en application de l'article 46 des statuts de HIS.

Article 6. Litige

Tout litige entre les parties afférent à la présente convention est soumis à conciliation. La demande de conciliation est adressée par lettre recommandée au Président du conseil d'administration d'iris-Faïtière, dans les sept jours de la décision contestée,

L'introduction de la demande de conciliation suspend l'exécution de la décision contestée. Le président convoque sans délai le Comité stratégique, Celui-ci se réunit dans le mois et propose, endéans le même délai, au conseil d'administration, une résolution au conflit. Lors de sa plus prochaine réunion, le Conseil d'administration statue sur la demande de conciliation introduite à la majorité prévue à l'article 33 des statuts d'iris-Faïtière.

À défaut d'accord ou en cas de désaccord de la Commune ou de HIS, le litige est porté devant les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Article 7. Entrée en vigueur et durée

La présente convention prend ses effets à la date de la signature par les parties. Elle est conclue pour une durée de un an courant rétroactivement du 1er janvier au 31 décembre 2026. Toute prorogation doit faire l'objet d'une nouvelle convention.

Fait à Bruxelles, le

Chacune des parties reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

Pour la Commune,

Le Bourgmestre,

Vincent De Wolf

La Secrétaire communale,

Annick Petit

Pour HIS,

Le Président

Jean Spinette

La Directrice générale

Catherine GOLDBERG

Pour l'association iris faitière,

L'administrateur délégué

Etienne WÉRY

La Présidente,

Delphine HOUBA

Modelovereenkomst voor de Gemeenten Anderlecht, Etterbeek, Elsene en Sint-Gillis betreffende de opdrachten van algemeen nut van het iris-netwerk - jaar 2026

Modelovereenkomst voor de Gemeenten Anderlecht, Etterbeek, Elsene en Sint-Gillis betreffende de opdrachten van algemeen nut van het iris-netwerk - jaar 2026

Tussen:

De Gemeente vertegenwoordigd door Vincent De Wolf, Burgemeester en Annick Petit, Gemeentesecretaris, hierna vermeld als de Gemeente

en

De « Iris Ziekenhuizen Zuid » (IZZ), Publiekrechtelijke vereniging opgericht krachtens hoofdstuk XII van de organieke wet van 7 juli 1976 betreffende de OCMW's, vertegenwoordigd door Jean Spinette, Voorzitter a.i., en Catherine Goldberg, Algemeen directrice, hierna vermeld als IZZ

In aanwezigheid van:

De Interhospitalenkoepel van de Regio voor Infrastructurele Samenwerking, Publiekrechtelijke vereniging opgericht krachtens hoofdstuk XII van de organieke wet van 7 juli 1976 betreffende de OCMW's, vertegenwoordigd door Delphine Houba, Voorzitster en door Etienne Wéry, Afgevaardigd bestuurder; hierna vermeld als « iris-Koepel

Gelet op het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, waarvan de artikelen 106 tot 108;

Gelet op de beslissing van de Commissie van 20 december 2011 met betrekking tot de toepassing van artikel 106, paragraaf 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie in verband met staatssteun in de vorm van compensaties van de openbare dienst, verleend aan bepaalde met het beheer van diensten van algemeen economisch belang belaste ondernemingen;

Gelet op de Mededeling van de Commissie betreffende de toepassing van de regels van de Europese unie inzake staatssteun op de compensaties toegekend voor het verlenen van diensten van algemeen economisch belang;

Gelet op het Besluit van de Commissie van 5 juli 2016 betreffende Steunmaatregel SAL 19864 2014/C (ex 2009/NN54) die door België ten uitvoer is gelegd inzake de Overheidsfinanciering van de Brusselse openbare ziekenhuizen van het IRIS-netwerk;

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de OCMW' waarvan artikel 57, 5 4, en de

Hoofdstukken XII en XIIbis;

Gelet op de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de statuten van de Koepelvereniging iris, waarin wordt bepaald dat deze de sociale opdrachten van algemeen nut vaststelt die de plaatselijke verenigingen en de ziekenhuis-vzw's moeten vervullen in uitvoering van de ordonnantie van dertien februari tweeduizend en drie houdende de toekenning van bijzondere

subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de ordonnantie van tweeëntwintig oktober tweeduizend twintig tot wijziging van artikel 79 en hoofdstuk XIIbis van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met inbegrip van artikel 135/5, 5 2;

Gelet op de statuten van de ziekenhuisvereniging IZZ;

Overwegende dat de compensatie bedoeld in artikel 3 van onderhavige overeenkomst geldt onverminderd artikel 46 van de statuten van de ziekenhuisvereniging IZZ

Wordt het volgende overeengekomen:

Artikel 1. Aard van de plichten

De Gemeente (naam van de Gemeente), is een van de deelgenoten van IZZ, evenals de Gemeenten (naam van de andere deelgenoten {naargelang het geval: „van Elsene, van Sint-Gillis, van Etterbeek en van Anderlecht"}) met het oog op de maatschappelijke samenhang. Daarom heeft zij aan IZZ waarvan zij deelgenoot is, opdrachten van algemeen nut toevertrouwd die onder meer en precies beogen een kwalitatieve ziekenhuisdienst te handhaven en inzonderheid bestaan uit:

- De bijdrage aan het volksgezondheidsbeleid, wat ook de waarborg en de bestendigheid inhoudt van een gediversifieerd en plaatselijk ziekenhuisaanbod en de instandhouding van het openbare statuut van de instellingen en het personeel;
- De gewaarborgde opvang en de opname van alle patiënten die verpleging nodig hebben, ongeacht hun sociale en administratieve toestand, ongeacht hun aandoeningen, ook indien deze zwaar en chronisch blijken, met inbegrip van levenseindebegeleiding;
- De gedelegeerde opdracht van de OCMW's voor gespecialiseerde geneeskundige hulp aan personen die op hen een beroep doen, aan personen die illegaal in het land verblijven, aan kandidaatvluchtelingen en aan daklozen, met inbegrip van de bijstand aan behoeftige patiënten voor het verkrijgen van terugbetaling van de zorgen door een gemachtigde derde.

Artikel 2. Lasten verbonden aan de plichten

Deze specifieke opdrachten van openbare dienst toevertrouwd aan IZZ brengen de volgende kosten mee, die gecompenseerd worden zoals bedoeld in artikel 3:

- De lasten verbonden aan de gevolgen van beslissingen genomen door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om het hoofdstuk XIIbis van de organieke wet betreffende de OCMW's toe te voegen en bij te werken;
- De lasten verbonden aan de gevolgen van beslissingen genomen door de voogdijgemeenten om een activiteitenaanbod van hospitalisatie te behouden op meerdere campussen, in plaats van ze te concentreren op een beperkt aantal vestigingen;
- De lasten verbonden aan de verplichting om het openbare statuut van de instellingen en het personeel in stand te houden;

- De lasten verbonden aan de verplichting om de toegang zonder discriminatie te verzekeren voor alle patiënten die nood hebben aan ziekenhuiszorgen.
- De lasten verbonden aan de door bepaalde Brusselse OCMW's gedelegeerde opdracht, die de extra kost omvatten van de procedures met de OCMW's.

Om de berekeningsmodaliteiten van deze lasten precies en gelijkmatig te beschrijven, heeft de iris-Koepel een omzendbrief opgesteld die goedgekeurd werd door de Gemeente volgens de procedure waarvan sprake in artikel 4 van onderhavige overeenkomst. De aan IZZ gerichte omzendbrief bevindt zich in bijlage van deze

Artikel 3. Compensatie

Onverminderd artikel 46 van de statuten van IZZ, in functie van haar begrotingskredieten en binnen de perken van de beschikbare financiële middelen, kent de Gemeente aan IZZ een financiële compensatie toe die het bedrag dat zij ontvangt in het kader van de ordonnantie van 13 februari 2003 niet zal overschrijden en bestemd is om de in artikel 2 hierboven omschreven kosten te dekken.

Deze compensatie die samengevoegd wordt bij deze overgemaakt door de drie andere Gemeenten, mag niet meer bedragen dan 100% van de kosten verbonden aan de opdrachten van algemeen nut van IZZ voor hetzelfde jaar; het eventuele overschot dient terugbetaald te worden aan elk van de vier Gemeenten, in verhouding tot de uitbetaalde compensaties door elk van hen voor datzelfde jaar.

De compensatie wordt uitbetaald van zodra de financiële middelen beschikbaar zijn en ten laatste op het einde van het burgerlijk jaar volgend op dat waarvoor de compensatie is toegekend.

Artikel 4. Controle

Binnen de Raad van bestuur van de iris-Koepel, verleent de Gemeente goedkeuring aan de aangenomen omzendbrief met betrekking tot de uitvoeringsbepalingen en met name, de berekeningsmodaliteiten van de lasten verbonden aan de opdracht van algemeen nut. Zo niet, zal ze samen met de drie andere Gemeenten op autonome wijze vaststellen welke financiële elementen in overweging moeten worden genomen om te bepalen welke redelijke kosten overeenstemmen met de reële kosten die niet worden gesubsidieerd door een andere overheid zoals omschreven in artikel 2, In dit laatste geval, wordt de inventaris van deze financiële elementen door de vier Gemeenten meegedeeld aan IZZ

Binnen de zes maanden volgend op het einde van het jaar, stelt IZZ een afrekening op van de kosten voor opdrachten van algemeen nut die staan ingeschreven in hun rekeningen voor het afgesloten dienstjaar. Deze afrekening wordt vervat in een bijzonder verslag bekrachtigd door de Bedrijfsrevisor van het openbaar ziekenhuis. Het geheel wordt overgemaakt aan de iris-Koepel uiterlijk tegen 15 juli.

De gemeenteraad van de Gemeente stelt de personeelsleden van zijn diensten aan, die belast worden met het toezicht op de ziekenhuizen die de opdrachten uitvoeren die in deze overeenkomst staan omschreven. IZZ waarborgt deze personeelsleden toegang tot hun lokalen en de mogelijkheid om ter plaatse de stukken en documenten in te zien die noodzakelijk zijn voor het vervullen van hun opdracht.

Op verzoek van de personeelsleden aangesteld door de gemeenteraad, legt IZZ alle noodzakelijke verantwoordingsstukken voor met betrekking tot de algemene exploitatiekosten en de andere onkosten betreffende de opdrachten en lasten bedoeld in artikel 2.

Ten laatste op 30 september van het jaar dat volgt op de toekenning van de krachtens artikel 3 hierboven toegekende compensatie, stelt de iris-Koepelvereniging op grond van het bijzonder verslag waarin de eindafrekeningen van de kosten verbonden aan de opdrachten van algemeen nut worden vastgesteld, een vergelijkend verslag op van de compensatie gestort in toepassing van het voormelde artikel 3 en van de kosten omschreven in artikel 2. Dit verslag wordt toegestuurd aan de Gemeente.

Artikel 5. Terugbetaling

Als uit de controle uitgeoefend overeenkomstig artikel 4 blijkt dat de compensatie ontvangen door IZZ de kosten overschrijdt die omschreven zijn in artikel 2, zal de Gemeente een beslissing treffen waarbij aan IZZ wordt opgelegd om het niet verantwoorde deel van de compensatie terug te betalen binnen drie maanden na haar beslissing, in toepassing van artikel 46 van de statuten van IZZ.

Artikel 6. Geschillen

Elk geschil tussen partijen met betrekking tot de onderhavige overeenkomst wordt onderworpen aan bemiddeling. Het verzoek tot bemiddeling zal gericht worden via aangetekend schrijven aan de Voorzitter van de Raad van bestuur van de iris-Koepel, binnen de zeven dagen volgend op de betwiste beslissing.

Het indienen van het verzoek tot bemiddeling schort de uitvoering op van de betwiste beslissing. De voorzitter roept het Strategisch Comité onmiddellijk bijeen. Het Comité vergadert binnen de maand en stelt binnen diezelfde termijn aan de Raad van bestuur een oplossing voor het geschil voor, De Raad van bestuur spreekt zich op zijn eerstvolgende vergadering met een meerderheid uit over het ingediende verzoek tot bemiddeling, zoals bepaald in artikel 33 van de statuten van de iris-Koepel,

Indien een akkoord uitblijft of in geval van onenigheid van de Gemeente of IZZ, wordt het geschil voor de rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel beslecht.

Artikel 7. Inwerkingtreding en duur

Deze overeenkomst heeft uitwerking op de datum van de ondertekening door de partijen, Ze wordt gesloten voor een periode van een jaar met terugwerkende kracht van 1 januari tot 31 december 2026. Voor elke verlenging dient een nieuwe overeenkomst gesloten te worden.

Gedaan te Brussel op

Elk der partijen verklaart een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor de Gemeente,

De Burgemeester,

Vincent De Wolf

De Gemeentesecretaris,

Annick Petit

Voor IZZ,

De Voorzitter a.i.,

Jean Spinette

De Algemeen directrice,

Catherine GOLDBERG

Voor de Koepelvereniging iris,

De Algemeen directeur,

Etienne WERY

De Voorzitter,

Delphine HOUBA

2 annexes / 2 bijlagen

CONVENTION+FR (1).pdf, CONVETION+NDLS.pdf

Budget - Begroting

23 Modification budgétaire n°2 - MB2 2026

Proposition d'approuver les adaptations de crédits budgétaires des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2026

Begrotingswijziging n°2 - 2026

Voorstel tot goedkeuring van de aanpassingen van de begrotingskredieten voor de gewone en buitengewone uitgaven van het begrotingsjaar 2026

4 annexes / 4 bijlagen

MB 2 ordi.pdf, BW 2 gewone.pdf, MB 2 extra.pdf, BW 2 buitengewone.pdf

Marchés publics - Overheidsopdrachten

24 Adhésion à la centrale de marchés de Bruxelles-Environnement pour les études de pollution du sol (Lot 2) – Approbation de la convention

Le conseil communal,

Considérant que Bruxelles-Environnement a depuis longtemps constaté que les organismes publics ont certaines difficultés dans la mise en œuvre des marchés publics qui ont pour objet les études de sols de manière générale en application de la législation en la matière;

Considérant que Bruxelles-Environnement agit en tant que centrale de marchés conformément à l'article 2, 4°, 2^{ème} tiret et à l'article 15 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ; que cette centrale agit comme intermédiaire et que les organismes publics bruxellois qui le souhaitent, peuvent faire appel à elle pour acheter des services via le marché conclu ;

Considérant que Bruxelles-Environnement a, par conséquent, lancé un marché public en juin 2025 ayant pour objet « Etudes de la pollution des sols » avec référence 2025H0044, que celui-ci est scindé en 4 lots distincts, à savoir par zone géographique au niveau de la Région de Bruxelles-Capitale (cfr. annexe) ;

Considérant que la Commune d'Etterbeek se retrouve dans le lot 2 ;

Considérant que Bruxelles-Environnement a lancé son marché public en juin 2025 et attribué par décision motivée du 17 juillet 2026 le LOT 2 aux sociétés :

- A. SOL-EX, dont le siège social se situe Rue Gustave Masset 60 à 5030 Gembloux, dûment représenté par Céline Roisin, Administratrice déléguée ;
- B. EMELIA, dont le siège social se situe Oefenpleinstraat 4 à 9050 Gentbrugge, dûment représenté par Wim DeKeyser, CEO.

Considérant que le fait d'adhérer à cette centrale de marchés n'implique aucune obligation de commande par la Commune d'Etterbeek qui reste libre de mettre en concurrence elle-même certains marchés en la matière ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DÉCIDE d'adhérer à la centrale de marché de Bruxelles-Environnement pour les études de pollution des sols en signant la convention reprise en annexe de la présente délibération.

Toetreding tot de opdrachtcentrale van Brussel Leefmilieu voor de bodemverontreinigingsstudies (PERCEEL 2) – Goedkeuring van de overeenkomst

Overwegend dat Brussel Leefmilieu al lang vastgesteld heeft dat Brusselse overheidsinstellingen het soms moeilijk hebben in het verwerken van overheidsopdrachten met betrekking tot bodemstudies in het algemeen in toepassing de betrokken wetgeving;

Overwegend dat Brussel Leefmilieu ingrijpt als opdrachtcentrale conform artikel 2, 4°, 2^{de} streepje en artikel 15 van de wet van 15 juni 2006 betreffende overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor werken, voor leveringen en voor diensten; dat deze centrale als tussenpersoon ingrijpt en dat de Brusselse overheidsinstellingen die het wensen, beroep op haar mogen doen om diensten te kopen middels de opdracht gesloten;

Overwegend dat Brussel Leefmilieu, daarvoor, een opdracht gestart is in juni 2025 met als voorwerp "Bodemverontreinigingsstudies" met referentie 2025H0044, dat deze in 4 verschillende percelen is verdeeld, te weten per geografische zone op niveau van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest (zie bijlage);

Overwegend dat de Gemeente Etterbeek zich in het perceel 2 bevindt;

Overwegend dat Brussel Leefmilieu de opdracht heeft gestart in juni 2025 en gegund bij gemotiveerde beslissing op 17 juli 2026 aan de firma's :

- A. SOL-EX, welke hoofdzetel gelegen is rue Gustave Masset 60 te 5030 Gembloux, naar behoren vertegenwoordigd door Céline Roisin, gedelegeerd bestuurder;
- B. EMELIA, welke hoofdzetel gelegen is Oefenpleinstraat 4 à 9050 Gentbrugge, naar behoren vertegenwoordigd door Wim DeKeyser, CEO.

Overwegende dat het feit om aan te sluiten aan de opdrachtcentrale geen enkele bestellingsverplichting inhoud voor de Gemeente Etterbeek en die zelf vrijblijvend is om sommige opdrachten inzake in concurrentie te brengen;

Op voorstel van College van Burgemeester en schepenen,

BESLIST te treden tot de opdrachtcentrale van Brussel Leefmilieu voor de bodemverontreinigingsstudies door het ondertekenen van de overeenkomst opgenomen in bijlage van de huidige beraadslaging.

2 annexes / 2 bijlagen

DOC_2026-2030_Centrale_Etudes_Convention_NL.docx, DOC_2026-2030_Centrale_Etudes_Convention_FR.docx

Travaux publics et voiries - Openbare werken en Wegen

25 Installation de panneaux solaires par tiers investisseur dans le cadre de l'accord-cadre Sibelga à l'école Paradis des Enfants – Transfert de propriété du projet de Solarbuild 5 vers Solarbuild 900 - Convention.

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège approuvant la convention relative à l'installation de panneaux solaires par tiers investisseur dans le cadre de l'accord-cadre de Sibelga pour l'école Paradis des Enfants ;

Considérant que la convention initiale, déjà signée, comporte une erreur concernant l'identification de la société propriétaire du projet ;

Considérant qu'il convient dès lors de procéder à la signature d'une convention de rectification afin de transférer la propriété du projet de Solarbuild 5 vers Solarbuild 900 ;

Considérant que cette rectification est de nature administrative et ne modifie ni l'objet du projet, ni ses conditions techniques, financières ou contractuelles ;

DÉCIDE :

Article 1er

D'approuver la convention de rectification relative au transfert de la propriété du projet de **Solarbuild 5** vers **Solarbuild 900**, dans le cadre du projet d'installation de panneaux solaires par tiers investisseur à l'école **Paradis des Enfants**.

Article 2

D'autoriser le Bourgmestre et la Secrétaire communale à signer ladite convention, ainsi que tout document nécessaire à son exécution.

Installatie van zonnepanelen via een derde-investeerder in het kader van de raamovereenkomst met Sibelga in de school Paradis des Enfants – Overdracht van de eigendom van het project van Solarbuild 5 naar Solarbuild 900 - Overeenkomst.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College tot goedkeuring van de overeenkomst betreffende de installatie van zonnepanelen via een derde-investeerder in het kader van de raamovereenkomst van Sibelga voor de school Paradis des Enfants;

Overwegende dat de oorspronkelijke, reeds ondertekende overeenkomst een fout bevat met betrekking tot de identificatie van de vennootschap die eigenaar is van het project;

Overwegende dat derhalve een rechtzettingsovereenkomst dient te worden ondertekend teneinde de eigendom van het project over te dragen van Solarbuild 5 naar Solarbuild 900;

Overwegende dat deze rechtzetting van administratieve aard is en geen wijziging inhoudt van het voorwerp van het project, noch van de technische, financiële of contractuele voorwaarden ervan;

BESLIST:

Artikel 1

De rechtzettingsovereenkomst betreffende de overdracht van de eigendom van het project van Solarbuild 5 naar Solarbuild 900, in het kader van het project voor de installatie van zonnepanelen via een derde-investeerder in de school Paradis des Enfants, goed te keuren.

Artikel 2

De Burgemeester en de Gemeentesecretaris te machtigen om voornoemde overeenkomst te ondertekenen, evenals elk document dat noodzakelijk is voor de uitvoering ervan.

3 annexes / 3 bijlagen

Annexe - Renoclick Solar - convention PV - 1040_PAR.pdf, RenoClick - convention PV - 1040_PAR_Signed.pdf, Bijlage - Renoclick Solar - overeenkomst PV - 1040_PAR.pdf

Garage communal - Gemeentelijke garage

26 Demande de bus hebdomadaire le mardi pour le "Circus Zonder Handen"

Le Conseil communal,

Considérant qu'il prévoit une offre parascolaire et un accès facile vers ces activités ;

Considérant que les trajets sont regroupés et passent donc par les différentes écoles et qu'un volontaire est désigné pour accompagner les enfants, à savoir :

Chaque mardi :

Départ de 't Regenboogje rue Jamblinne de Meux - 1030 Schaerbeek, vers Lutgardisschool - Tehuis et la KAE pour déposer les élèves à la salle de sport du Maelbeek ;

A partir de mi-octobre : changement de sporthal GC de Maalbeek vers le sportzaal GC de Maalbeek bld de la Plaine à Ixelle.

A partir de décembre : déménagement de l'école 't Regenboogje vers l'avenue Victor jacobs ;

Considérant la collaboration efficace entre le service Garage et le service des Affaires néerlandophones dans la coordination des bus ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et Brede School Domino à 1040 Etterbeek:

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Et Brede School Domino

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la demande de bus hebdomadaire le mardi pour le "Circus Zonder Handen" : deux trajets à 15h30 et 16h40 (trajet de 't Regenboogje - Lutgardisschool –Tehuis et KAE.

A partir de mi-octobre : changement de sporthal GC de Maalbeek vers le sportzaal GC de Maalbeek bld de la Plaine à Ixelle. **A partir de décembre** : déménagement de l'école 't Regenboogje vers l'avenue Victor jacobs.

Un chauffeur est également mis à disposition du Brede School Domino.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

Brede School Domino intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage. L'administration communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation du Brede School Domino

Brede School Domino s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, Brede School Domino devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Il s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, Brede School Domino est tenu de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'Administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

Brede School Domino est tenu de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, Brede School Domino est tenu de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle du Brede School Domino ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

Brede School Domino est seul responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

Aanvraag bus wekelijks op dinsdag voor Circus Zonder Handen

De Gemeenteraad,

Overwegende dat hierin een naschools aanbod en een laagdrempelige toeleiding naar deze activiteiten wordt opgenomen;

Overwegende dat de trajecten gegroepeerd worden en dus langs de verschillende scholen lopen en dat hiervoor een vrijwilliger wordt ingezet om de kinderen te vergezellen namelijk:

Elke dinsdag:

Vertrek vanuit 't Regenboogje Jamblinne de Meuxstraat - 1030 Schaerbeek naar Lutgardisschool – Tehuis en KAE om af te zetten aan de Sporthal van de Maalbeek.

Overwegende dat er een goede samenwerking is tussen de dienst Garage en de dienst Nederlandstalige aangelegenheden voor het afstemmen van de bussen;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en Brede School Domino in 1040 Etterbeek, goed te keuren:

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernlaan 31/1
1040 Etterbeek

en Brede School Domino

Kazernlaan 31/1
1040 Etterbeek
de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op dinsdag voor Circus Zonder Handen: twee trajecten om 15u30 en 16u40 (traject 't Regenboogje- Lutgardisschool tehuis en KAE).

Half oktober : wijziging van sporthal GC de Maalbeek naar sportzaal GC de Maalbeek(bld de la Plaine) Elsene.

Vanaf december : verhuizing van de school 't Regenboogje naar Victor jacobsaan.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van Brede School Domino.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Brede School Domino komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis. Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van Brede School Domino

Brede School Domino verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot

een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal Brede School Domino de bus teruggeven in de staat waarin het die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Het verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet Brede School Domino aangifte doen bij de politie. Het bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Brede School Domino moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet Brede School Domino de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van Brede School Domino of een van zijn leden dan neemt het centrum het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Brede School Domino is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Het neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

2 annexes / 2 bijlagen

scan_mail_mdesadeleer_2026-09-24-12-01-13.pdf, scan_mail_mdesadeleer_2026-09-25-10-16-22.pdf

- 27 **Mise à disposition d'un bus communal et d'une camionnette (aller/retour) à l'Unité scout BC "3ème et 7ème NDSC Sacré Coeur le vendredi 06 novembre 2026 (aller) et le dimanche 08 novembre 2026 (retour) en vue de se rendre à 4760 Medendorf.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit de la quatrième demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal et d'une camionnette (aller/retour) à l'Unité scout 3^{ème} et 7^{ème} NDSC Sacré Coeur le vendredi 06 novembre 2026 (aller) et le dimanche 08 novembre 2026 (retour) en vue de se rendre à 4760 Medendorf ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'Unité scout 3^{ème} et 7^{ème} NDSC Sacré Coeur :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et Unité scout BC 3^{ème} et 7^{ème} NDSC Sacré Coeur

Rue Bruylants 7
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal et d'une camionnette destinée à transporter (aller-retour) un groupe de maximum 49 personnes, faisant partie du public de l'Unité scout BC 3^{ème} et 7^{ème} NDSC Sacré Coeur entre Etterbeek et Medendorf.

Deux chauffeurs sont également mis à disposition de l'Unité scout BC 3^{ème} et 7^{ème} NDSC Sacré Coeur.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'Unité scout BC 3^{ème} et 7^{ème} NDSC Sacré Coeur intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'Unité scout BC 3^{ème} et 7^{ème} NDSC Sacré Coeur

L'Unité Scout BC 3^{ème} et 7^{ème} NDSC Sacré Coeur s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'Unité scout BC 3^{ème} et 7^{ème} NDSC Sacré Coeur devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires. Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'Unité scout BC 3^{ème} et 7^{ème} NDSC Sacré Coeur est tenue de remplir une déclaration à la police. Elle adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'Unité scout BC 3^{ème} et 7^{ème} NDSC Sacré Coeur est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'Unité scout BC 3^{ème} et 7^{ème} NDSC Sacré Coeur est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'Unité scout BC 3^{ème} et 7^{ème} NDSC Sacré Coeur ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'Unité scout BC 3^{ème} et 7^{ème} NDSC Sacré Coeur est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus en een busje (heen- terugrit) aan de Scoutseenheid BC "3ème et 7ème" NDSC Sacré Coeur op vrijdag 06 november 2026 (heenrit) en op zondag 08 november 2026 (terugrit) om naar 4760 Medendorp te gaan.

De Gemeenteraad,

Aangezien dit de vierde aanvraag is voor dit jaar;

Overwegende de aanvraag van de Scoutseenheid BC "3ème et 7ème NDSC Sacré Coeur" om gebruik

te maken van een gemeentebus en een busje op vrijdag 06 november 2026 (heen) en op zondag 08 november 2026 (terugrit) om naar 4760 Medendorp te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Beslist om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de Scoutseenheid BC “3ème et 7ème NDSC Sacré Coeur” goed te keuren:

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En de Scoutseenheid BC “3ème et 7ème NDSC Sacré Coeur”

Bruylantstraat 7
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”
wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus en een busje voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 49 personen, die deel uitmaken van het publiek van de Scoutseenheid BC “3ème et 7ème NDSC Sacré Coeur”, tussen Etterbeek en de gemeente Medendorp.

Er wordt ook twee chauffeurs ter beschikking gesteld van de Scoutseenheid BC “3ème et 7ème NDSC Sacré Coeur”.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De Scoutseenheid BC “3ème et 7ème NDSC Sacré Coeur” komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de Scoutseenheid BC 3ème et 7ème NDSC Sacré Coeur”

De Scoutseenheid BC “3ème et 7ème NDSC Sacré Coeur” verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de Scoutseenheid BC “3ème et 7ème NDSC Sacré Coeur” de bus terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de Scoutseenheid BC “3ème et 7ème NDSC Sacré Coeur aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De Scoutseenheid BC “3ème et 7ème NDSC Sacré Coeur moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de Scoutseenheid BC “3ème et 7ème NDSC Sacré Coeur de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de Scoutseenheid BC “3ème et 7ème NDSC Sacré Coeur” of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De Scoutseenheid BC “3ème et 7ème NDSC Sacré Coeur is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

demande bus - camionette Etterbeek.pdf

- 28 **Mise à disposition de deux bus communaux (aller/retour) à l’Institut Saint-Stanislas d’Etterbeek le jeudi 28 janvier 2027 en vue de se rendre au Centre Adeps de la Forêt de Soignes à 1140 Auderghem.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit de la première demande pour l'année 2027 ;

Considérant la demande de mise à disposition de deux bus communaux (aller/retour) à l'Institut Saint-Stanislas d'Etterbeek le jeudi 28 janvier 2027 en vue de se rendre au Centre Adepts de la Forêt de Soignes à 1140 Auderghem ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'Institut Saint-Stanislas d'Etterbeek :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes, 31/1
1040 Etterbeek

Et l'Institut Saint-Stanislas

Avenue des Nerviens, 131
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition de deux bus communaux destinée à transporter (aller/retour) un groupe de maximum 60 personnes faisant partie du public de l'Institut Saint-Stanislas d'Etterbeek, entre Etterbeek et Auderghem le 28 janvier 2027.

Deux chauffeurs sont également mis à disposition de l'Institut Saint-Stanislas d'Etterbeek.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'Institut Saint-Stanislas d'Etterbeek intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'Institut Saint-Stanislas d'Etterbeek

L'Institut Saint-Stanislas d'Etterbeek s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'Institut Saint-Stanislas d'Etterbeek devra le remettre dans l'état où il l'a

reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'Institut Saint-Stanislas d'Etterbeek est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'Institut Saint-Stanislas d'Etterbeek est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'Institut Saint-Stanislas d'Etterbeek est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'Institut Saint-Stanislas d'Etterbeek ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'Institut Saint-Stanislas d'Etterbeek est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ter beschikkingstelling van twee gemeentebussen (heen- terugrit) aan het Instituut Sint-Stanislas van Etterbeek op donderdag 28 januari 2027 om naar “Centre Adeps de la Forêts de Soignes”, 1140 Auderghem te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dit de eerste aanvraag voor het jaar 2027;

Overwegende dat twee gemeentebussen (heen- terugrit) aan het Instituut Sint-Stanislas van Etterbeek op donderdag 28 januari 2027 om naar “Centre Adeps de la Forêts de Soignes”, 1140 Auderghem te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar ;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het Instituut Sint-Stanislas goed te keuren :

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

En het Instituut Sint-Stanislas

Nerviërsaan, 131

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van twee gemeentebussen voor het vervoer (heen- terugrit) van een groep van maximaal 60 personen, die deel uitmaken van het publiek van het Instituut Sint-Stanislas van Etterbeek, tussen Etterbeek en Auderghem.

Er wordt ook twee chauffeurs ter beschikking gesteld van het Instituut Sint-Stanislas van Etterbeek.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het Instituut Sint-Stanislas van Etterbeek komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichtingen van het Instituut Sint-Stanislas van Etterbeek

Het Instituut Sint-Stanislas van Etterbeek verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal het Instituut Sint-Stanislas van Etterbeek de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het Instituut Sint-Stanislas van Etterbeek aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het Instituut Sint-Stanislas van Etterbeek moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het Instituut Sint-Stanislas van Etterbeek de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het Instituut Sint-Stanislas van Etterbeek of een van haar leden, dan neemt ze het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het Instituut Sint-Stanislas van Etterbeek is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

scan_mail_mdesadeleer_2026-09-24-12-01-13.pdf

Bâtiments publics - Openbare Gebouwen

29 Maison communale - Extension du réseau de téléphonie indoor à l'opérateur Telenet

Le Conseil communal,

Considérant qu'il convient d'offrir une couverture optimale en matière de téléphonie mobile au sein de la maison communale, et plus particulièrement pour les services de police et les citoyens;

Considérant que les opérateurs Orange et Proximus sont déjà présents dans le bâtiment mais qu'il manque l'opérateur Telenet exploitant le réseau BASE;

Vu que cet opérateur utilisera les antennes d'Orange déjà en place, mais devra néanmoins introduire sa propre fibre et sa propre antenne principale dans le bâtiment;

Considérant qu'il convient d'établir une convention de mise à disposition de l'installation Telenet indoor au profit de la maison communale d'Etterbeek;

Décide d'approuver, de signer et de mettre en application la convention de contrat de services relative à la mise à disposition d'une installation Telenet indoor pour l'amélioration de la couverture à l'intérieur de l'immeuble de la maison communale d'Etterbeek.

CONTRAT DE SERVICES

**MISE À DISPOSITION d'une INSTALLATION TELENET INDOOR pour l'amélioration
de la couverture à l'intérieur de l'immeuble du MAISON
COMMUNALE ETTERBEEK**

ENTRE D'UNE PART :

ADMINISTRATION COMMUNALE D'ETTERBEEK, Avenue des Casernes 31, 1040 Etterbeek

Ici représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Madame Annick PETIT, Secrétaire communal, ci-après dénommé le « *PROPRIÉTAIRE* »,

ET D'AUTRE PART :

Telenet Group SA., ayant son siège social à 2800 Malines, Liersesteenweg 4, et inscrite sous le numéro d'entreprise 0462925669, représentée ici par Monsieur John Porter, en qualité de CEO, ci-après dénommée « *TELENET* » ;

Le *PROPRIÉTAIRE* et *TELENET* sont ci-après dénommés conjointement « *les Parties* » et chacun individuellement « *la Partie* » ;

Les *Parties* reconnaissent qu'elles possèdent la capacité juridique requise pour signer le présent contrat et accorder les droits qui y sont prévus ;

Le présent contrat (y compris ses éventuelles annexes) est ci-après dénommé « le Contrat » ;

Artikel 1: Objet

1.1. Le *PROPRIÉTAIRE* possède le bien immobilier sis à Avenue des Casernes 31, 1040 Etterbeek, connu sous le nom de Maison Communale d'Etterbeek, ci-après dénommé « *le Bien immobilier* », en pleine propriété et sans aucune restriction.

Par la présente, le *PROPRIÉTAIRE* accorde à *TELENET* le droit d'aménager une installation intérieure afin d'améliorer le réseau intérieur dans les locaux du propriétaire, ci-après dénommés « *les locaux* », et ce aux conditions stipulées dans le Contrat.

1.2. Le *PROPRIÉTAIRE* accorde à *TELENET* le droit d'installer, d'entretenir et d'exploiter une installation intérieure de télécommunications, ci-après dénommée « *la Station de base* », dans les bâtiments du propriétaire.

La Station de base contient toute l'infrastructure nécessaire à la mise en place d'une installation d'émission et de réception, qui comprend :

- espace dans le local télécom au niveau +3 pour le matériel électronique de *TELENET* ;
- lignes de transmission optiques et électriques, connexion fibre ;
- antenne gps ;
- le droit de se brancher sur le DAS existant de ORANGE ;
- l'ensemble des services d'utilité publique nécessaires au bon fonctionnement de la Station de base.

TELENET peut à tout moment améliorer ou adapter la Station de base en tenant compte des progrès scientifiques, techniques et technologiques en la matière, à condition que le *PROPRIÉTAIRE* soit informé de ces adaptations par lettre recommandée.

1.3. Le *PROPRIÉTAIRE* mettra à disposition de *TELENET* l'énergie nécessaire à partir d'une source disponible sur le réseau basse tension.

1.4. L'accès au *Bien immobilier* est possible sur rendez-vous.

Artikel 2: Durée, début et fin du Contrat

2.1 Le présent contrat entre en vigueur le 1er novembre 2026 et est conclu pour une durée indéterminée.

2.2 Chaque partie peut résilier le contrat moyennant un préavis de douze (12) mois signifié par lettre recommandée.

2.3 Si le PROPRIETAIRE résilie le Contrat au cours des trois (3) premières années suivant la date de début de travaux, il sera redevable d'une indemnité de résiliation à TELENET.

Il est bien entendu que cette indemnité de résiliation, telle que précisée ci-dessous, est strictement forfaitaire et ne pourra être majorée pour quelque raison que ce soit. TELENET reconnaît ainsi notamment que :

- cette indemnité couvre, entre autres, les frais de démontage du matériel et l'amortissement du matériel ne se prêtant pas à une réutilisation,
- il n'aura droit à aucune majoration de cette indemnité ni à aucune autre indemnité.

L'indemnité de résiliation due par le PROPRIETAIRE à TELENET s'élèvera à :

- 30.000 € en cas de résiliation du Contrat par le PROPRIETAIRE pendant la première année suivant la date d'entrée en vigueur de celui-ci,
- 20.000 € en cas de résiliation du Contrat par le PROPRIETAIRE pendant la deuxième année suivant la date d'entrée en vigueur de celui-ci,
- 10.000 € en cas de résiliation du Contrat par le PROPRIETAIRE pendant la troisième année suivant la date d'entrée en vigueur de celui-ci.

Il est enfin précisé – pour la bonne compréhension des Parties - qu'en cas de résiliation du Contrat, par le PROPRIETAIRE, au terme de la troisième année suivant la date de début de travaux, aucune indemnité ne sera due.

Artikel 3: Gratuité

***TELENET* mettra gratuitement à la disposition du *PROPRIETAIRE* la *Station de base* pour améliorer la couverture du réseau « *TELENET* » dans le Bien immobilier. Son utilisation ne donnera lieu à aucune redevance ou frais quelconques à charge du *PROPRIETAIRE*.**

***TELENET* ne paiera pas de loyer/redevance au *PROPRIETAIRE* pour les zones et les locaux qui seront mis à sa disposition en vue d'y installer/exploiter la *Station de base* étant entendu que le coût de cette installation sera entièrement supporté par *TELENET*.**

***TELENET* restera seule responsable pour l'entretien et la maintenance de cette installation et ce, à ses frais exclusifs.**

Artikel 4: Accès au Bien immobilier

Par la présente, le *PROPRIÉTAIRE* accorde expressément à *TELENET* l'accès au *Bien immobilier* dans le but d'installer, d'utiliser, d'entretenir, de réparer la *Station de base* ou d'y apporter des adaptations.

Cet accès sera accordé sur rendez-vous à toute personne désignée à cet effet par *TELENET* et qui sera en possession d'une pièce d'identité en cours de validité.

Artikel 5: Propriété de la Station de base

5.1. Tous les éléments et composants de la Station de base sont et resteront la propriété exclusive de *TELENET*.

5.2 En cas de résiliation du Contrat, quelle qu'en soit la raison, *TELENET* conserve les droits de propriété sur tous les éléments et composants de la Station de base et retirera toutes ses installations dans un délai raisonnable et à ses propres frais.

5.2. En cas de vente ou de transfert de droits relatifs au *Bien immobilier*, le *PROPRIÉTAIRE* en informera *TELENET* dans les plus brefs délais, et si possible à l'avance.

Artikel 6: Travaux à effectuer au niveau du Bien immobilier

6.1. *Le PROPRIÉTAIRE* reconnaît que le fonctionnement ininterrompu et correct de la Station de base doit être assuré à tout moment et accepte expressément que cette circonstance doit être prise en compte en cas de travaux qui devraient être effectués sur ou dans le *Bien immobilier*.

6.2. En conséquence, le *PROPRIÉTAIRE* n'effectuera pas de travaux sur ou dans le *Bien immobilier* qui seraient susceptibles de compromettre le bon fonctionnement de la Station de base.

6.3. Toutefois, si des travaux de ce type sont nécessaires au maintien du *Bien immobilier*, le *PROPRIÉTAIRE* peut les effectuer sous réserve d'une lettre recommandée adressée au moins trois (3) mois avant le début de ces travaux et doit

s'assurer que ces travaux n'affecteront pas le bon fonctionnement de la Station de base.

Artikel 7: Règles de bon voisinage - autres opérateurs

7.1. Le PROPRIÉTAIRE évitera toute action ou utilisation du *Bien immobilier* par des tiers qui pourrait compromettre de quelque manière que ce soit le bon fonctionnement de la Station de base. Cela implique que le **PROPRIÉTAIRE** prenne soin du *Bien immobilier* en tant que personne prudente et raisonnable afin de maintenir et de respecter le bon fonctionnement de la Station de base.

7.2. En outre, TELENET doit éviter tout acte ou utilisation du *Bien immobilier* qui pourrait compromettre le fonctionnement normal des installations existantes du **PROPRIÉTAIRE**.

7.3. En cas de perturbations ou d'interférences causées par l'une ou l'autre des Parties, la Partie qui en est à l'origine prendra toutes les mesures nécessaires ou procèdera aux adaptations nécessaires pour y mettre fin, de sorte que les installations perturbées puissent reprendre leur fonctionnement normal.

7.4. TELENET s'engage à respecter les normes belges et européennes applicables en matière d'ondes électromagnétiques.

-

Artikel 8: Assurance

8.1. *TELENET* n'est responsable, tant à l'égard des tiers que du *PROPRIÉTAIRE*, que de tous les dommages directs qui pourraient résulter de la présence ou du fonctionnement de ses installations lors de la mise en place et pendant toute la durée du Contrat. *TELENET* souscrira à cette fin une police d'assurance spéciale auprès d'une institution d'assurance agréée, qui couvrira à la fois l'indemnisation des dommages matériels et physiques.

8.2. *TELENET* souscrira également une police d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance agréée pour couvrir l'incendie, les dégâts des eaux, les risques locatifs et le recours de voisins. Le *PROPRIÉTAIRE* fera insérer dans sa police d'assurance incendie un abandon de recours à l'égard de *TELENET*. *TELENET* fera également, à titre de réciprocité, insérer un abandon de recours à l'égard du *PROPRIÉTAIRE* et de son assureur.

Artikel 9: Notifications

-

Les notifications à l'autre partie seront toujours effectuées aux adresses suivantes et à l'attention des personnes mentionnées ci-dessous :

À *TELENET*

Au *PROPRIÉTAIRE*:

TELENET Group N.V.

Administration Communale

Liersesteenweg 4

Avenue des Casernes 31

2800 Malines, Belgique

1040 Etterbeek

À l'attention de : Telenet Estates

À l'attention des Travaux Publics

e-mail : estates.mobile@telenetgroup.be

travaux@etterbeek.brussels

Tél. : 02/728.48.00

Tél. : 02/627.27.16

Les parties s'informeront mutuellement dans les meilleurs délais, et si possible à l'avance, de toute modification de ces coordonnées.

Le Contrat a été établi à Bruxelles le 12 octobre 2026

Chaque Partie reconnaît avoir reçu un exemplaire signé du Contrat et avoir paraphé chaque page du Contrat ainsi que ses annexes.

-

-

Signature(s) :

LE PROPRIÉTAIRE

Signature(s) :

TELENET Group SA

.....

.....

Gemeentehuis - Uitbreiding van het binnentelefonienetwerk van Telenet

De gemeenteraad,

Overwegende dat het wenselijk is om binnen het gemeentehuis een optimale dekking voor mobiele telefonie te bieden, en meer in het bijzonder voor de politiediensten en de burgers;

Overwegende dat de operators Orange en Proximus al in het gebouw aanwezig zijn, maar dat de operator Telenet, die het BASE-netwerk exploiteert, ontbreekt;

Aangezien deze operator gebruik zal maken van de reeds aanwezige antennes van Orange, maar niettemin zijn eigen glasvezelkabel en zijn eigen hoofdantenne in het gebouw zal moeten aanleggen;

Overwegende dat er een overeenkomst moet worden gesloten voor de terbeschikkingstelling van de Telenet-binneninstallatie ten behoeve van het gemeentehuis van Etterbeek;

Besluit de overeenkomst inzake dienstverlening betreffende de terbeschikkingstelling van een Telenet-installatie binnenshuis ter verbetering van de dekking binnen het gebouw van het

gemeentehuis van Etterbeek goed te keuren, te ondertekenen en ten uitvoer te leggen.

SERVICEOVEREENKOMST

TER BESCHIKKINGSTELLING van een TELENET INDOOR INSTALLATIE ter verbetering van de indoordekking in de gebouwen van

GEMEENTEHUIS van ETTERBEEK

Code du site: [BX3865]

Enerzijds :

Gemeentelijke administratie van ETTERBEEK, Kazernenlaan 31, 1040 Etterbeek

Hier vertegenwoordigd door de heer Vincent DE WOLF, burgemeester, en mevrouw Annick PETIT, gemeentesecretaris, hierna te noemen de „EIGENAAR”,

Anderzijds :

Telenet Group NV., met zetel gevestigd te 2800 Mechelen, Liersesteenweg 4, ingeschreven onder het ondernemingsnummer 0462925669, hier vertegenwoordigd door de heer John Porter, in hoedanigheid van CEO, hierna genoemd « *TELENET* » ;

De *EIGENAAR* en *TELENET* worden hierna gezamenlijk “*de Partijen*” genoemd, en elk afzonderlijk “*de Partij*”;

D e *Partijen* erkennen de vereiste wettelijke handelingsbekwaamheid te bezitten om huidige overeenkomst te ondertekenen en daarin voorziene rechten toe te kennen;

Deze overeenkomst (inclusief de eventuele bijlagen) wordt hierna “de Overeenkomst” genoemd;

Artikel 1: Voorwerp

1.1. De *EIGENAAR* heeft het onroerend goed gelegen te Kazernenlaan 31, 1040 Etterbeek, hierna “*het Onroerend Goed*” genoemd, in volle eigendom en zonder enige beperkingen in bezit.

De *EIGENAAR* verleent aan *TELENET* het recht om een indoorinstallatie te plaatsen en zodoende het indoonnetwerk in de gebouwen van de *EIGENAAR* te verbeteren en dit volgens de voorwaarden vastgelegd in deze overeenkomst.

1.2. De *EIGENAAR* verleent aan *TELENET* het recht om in de gebouwen van de eigenaar een indoorinstallatie voor telecommunicatie, hierna “*het Basisstation*” genoemd, te installeren, te onderhouden en te exploiteren.

Het Basisstation bevat het geheel van infrastructuur nodig voor het oprichten van een zend- en ontvanginstallatie, welke bestaat uit:

- een ruimte in het technisch telecomlokaal op niveau +3 voor de apparatuur van *TELENET*;
- aansluiten op de bestaande DAS van ORANGE;
- transmissieverbinding, fiberaansluiting;
- gps antenne
- het geheel van nutsvoorzieningen nodig voor de goede werking van het Basisstation;

TELENET mag op elk moment het Basisstation verbeteren of aanpassen rekening houdend met de wetenschappelijke, technische en technologische vooruitgang ter zake, op voorwaarde dat de *EIGENAAR* per aangetekend schrijven van deze aanpassing in kennis wordt gesteld.

1.3. De *EIGENAAR* voorziet aan *TELENET* de nodige energie vanuit een beschikbare bron van het laagspanningsnet.

1.4. De toegang tot het *Onroerend Goed* is mogelijk na afspraak.

Artikel 2: Duur, start en beëindiging van de overeenkomst

2.1 Deze overeenkomst treedt in werking op 1 november 2026 en wordt gesloten voor onbepaalde duur.

2.2 Beide partijen kunnen de overeenkomst beëindigen mits een opzegtermijn van twaalf (12) maanden via aangetekend schrijven.

2.3 Indien de *EIGENAAR* de overeenkomst beëindigt tijdens de eerste 3 jaren na de inwerkingtreding van de overeenkomst is de *EIGENAAR* een schadevergoeding verschuldigd aan *TELENET*.

Het is welverstaan dat deze beëindigingsvergoeding, zoals hieronder gespecificeerd, strikt forfaitair is en om geen enkele reden verhoogd kan worden. TELENET erkent hiermee met name dat :

- deze schadevergoeding, onder andere de kosten voor de ontmanteling van de installatie en de afschrijvingen van het materiaal dat niet kan gerecupereerd worden, dekt.
- er geen recht is op enige verhoging van deze schadevergoeding of enige andere vergoeding.

De schadevergoeding die de *EIGENAAR* verschuldigd is aan *TELENET* bedraagt:

- 30.000 € in geval de *EIGENAAR* de overeenkomst opzegt tijdens het eerste jaar na aanvang van deze overeenkomst,
- 20.000 € in geval de *EIGENAAR* de overeenkomst opzegt tijdens het tweede jaar na aanvang van deze overeenkomst,
- 10.000 € in geval de *EIGENAAR* de overeenkomst opzegt tijdens het derde jaar na aanvang van deze overeenkomst.

Indien de overeenkomst door de *EIGENAAR* wordt opgezegd na de termijn van drie jaar na aanvang van de overeenkomst, is er geen schadevergoeding meer verschuldigd door de *EIGENAAR* aan *TELENET*.

Artikel 3: Vergoeding

***TELENET* stelt het Basisstation kosteloos ter beschikking aan de *EIGENAAR* om zo het indoor netwerk in de gebouwen te verbeteren. Er zal op geen enkele manier een vergoeding of kosten worden aangerekend aan de *EIGENAAR*.**

***TELENET* zal geen huur of vergoeding betalen voor de zones en lokalen die door de *EIGENAAR* ter beschikking zijn gesteld voor de plaatsing van het Basisstation. De kosten van de installatie van het Basisstation worden volledig gedragen door *TELENET*.**

***TELENET* blijft volledig verantwoordelijk voor de service en het onderhoud van deze installatie en dit exclusief op zijn kosten.**

Artikel 4: Toegang

Vanaf de ondertekening van de overeenkomst geeft de *EIGENAAR* het uitdrukkelijk akkoord aan *TELENET* voor toegang tot de gebouwen met als doel het Basisstation te installeren, in gebruik te nemen, te onderhouden en reparaties of aanpassingen uit te voeren. adaptations.

Deze toegang wordt verleend op afspraak aan elke persoon aangesteld door *TELENET*, mits de

Artikel 5: Eigendom van het Basisstation

5.1. Alle elementen en onderdelen van het Basisstation zijn en blijven exclusief eigendom van TELENET.

5.2 In geval van opzegging van de overeenkomst, wat ook de reden mag zijn, behoudt TELENET het eigendomsrecht op alle elementen en onderdelen van het Basisstation et zal het de installaties op eigen kosten binnen een aanvaardbare termijn verwijderen.

5.3. In geval van verkoop of overdracht van rechten m.b.t. *Onroerend goed*, zal de *EIGENAAR TELENET* zo spoedig mogelijk, en indien mogelijk op voorhand, op de hoogte brengen.

Artikel 6: Uit te voeren werken aan het Onroerend goed

6.1. De *EIGENAAR* erkent dat het ononderbroken en degelijk functioneren van het Basisstation te allen tijde moet verzekerd zijn en aanvaardt expliciet dat met deze omstandigheid rekening moet worden gehouden in geval van werken die zouden moeten worden uitgevoerd aan of op het *Onroerend Goed*.

6.2. Aldus zal de *EIGENAAR* geen werken uitvoeren aan of op het *Onroerend Goed* die het goed functioneren van het Basisstation in het gedrang zouden kunnen brengen.

6.3. Indien zulke werken echter noodzakelijk zouden zijn voor het behoud van het *Onroerend Goed*, kan de *EIGENAAR* deze werken uitvoeren mits een aangetekend schrijven ten minste drie (3) maanden voor de aanvang van deze werken en zal hij zich ervan vergewissen dat deze werken het goed functioneren van het Basisstation niet in het gedrang zullen brengen.

Artikel 7: Regels van goed buerschap – andere operatoren

7.1. De *EIGENAAR* zal elke handeling of elk gebruik van het *Onroerend Goed* door derden vermijden die op één of andere manier het goed functioneren van het Basisstation in het gedrang zouden kunnen brengen. Dit houdt in dat de *EIGENAAR* zorgt voor het *Onroerend Goed* als een redelijk en voorzichtig persoon om de goede werking van het Basisstation in stand te houden en te respecteren.

7.2. Tevens zal *TELENET* elke handeling of gebruik van het *Onroerend Goed* vermijden die het normaal functioneren van de bestaande installaties van de *EIGENAAR* in het gedrang zou kunnen brengen

7.3. In geval van storingen of interferenties veroorzaakt door één der Partijen, zal de Partij die er de oorzaak van is, al het nodige doen of de nodige aanpassingen doorvoeren teneinde hieraan een einde te stellen, zodat de verstoorde installaties opnieuw op een normale wijze kunnen functioneren.

7.4. *TELENET* verbindt zich ertoe om de Belgische- en Europese normen met betrekking tot elektromagnetische golven die van toepassing zijn, te respecteren.

Artikel 8: Verzekeringen

8.1. *TELENET* is aansprakelijk, zowel tegenover derden als tegenover de *EIGENAAR*, enkel voor alle rechtstreekse schade die het gevolg zou zijn van de aanwezigheid of van de werking van zijn installaties tijdens de opstelling en gedurende gans de duur van de Overeenkomst. *TELENET* zal hiervoor bij een erkende verzekeringsinstelling een bijzondere verzekeringspolis onderschrijven, dewelke zowel de vergoeding van de materiële als de lichamelijke schade dient te dekken.

8.2. *TELENET* zal bij een erkende verzekeringsmaatschappij eveneens een verzekeringspolis afsluiten ter dekking van brand, waterschade, huurrisico's en het verhaal van burenen. De *EIGENAAR* zal in zijn brandpolis een afstand van verhaal t.o.v. *TELENET* laten inlassen. *TELENET* zal bij wijze van de wederkerigheid eveneens een afstand van verhaal tegenover de *EIGENAAR* en zijn verzekeraar inlassen.

Artikel 9: Kennisgevingen

-

Kennisgevingen aan de andere partij zullen steeds op de volgende adressen en ter attentie van de hieronder vermelde personen gebeuren:

Aan *TELENET*

Aan de *EIGENAAR*:

TELENET Group N.V.

Gemeentelijke bestuur

Liersesteenweg 4
2800 Malines, Belgique

Kazernenlaan 31
1040 Etterbeek

Ter attentie van : Telenet Estates

e-mail : estates.mobile@telenetgroup.be

Tel. : 02/728.48.00

Ter attentie van : Openbare werken

werken@etterbeek.brussels

Tel. : 02/627.27.16

Partijen zullen elkaar zo spoedig mogelijk, en indien mogelijk voorafgaandelijk, op de hoogte brengen van wijzigingen in deze contactgegevens.

De Overeenkomst werd opgemaakt te Brussel op 12 oktober 2026.

Elke partij erkent één ondertekend exemplaar van de Overeenkomst ontvangen te hebben en elke pagina van de Overeenkomst alsook de bijlagen geparafeerd te hebben.

-

-

Handtekening(en):

De EIGENAAR

Handtekening(en):

TELENET Group NV

5 annexes / 5 bijlagen

SV_25241950_JAC_V1.pdf, Proposition de convention BX3865 Maison Communal Etterbeek.pdf, _BX3865_IND-5584.3235_TRR_20260623.pdf, Contractvoorstel BX3865 Maison Communal Etterbeek.pdf, BX3865A Maison Communale Etterbeek_RF Design_22 May 2026.pdf

30 Question orale de Madame Lise Ottinger relative à la sécurité aux abords du terrain de sport des Jardins de Fontenay-sous-Bois

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins, Chers collègues,

Lors d'échanges avec des riverains du quartier des Jardins de Fontenay-sous-Bois, plusieurs d'entre eux m'ont fait part d'une inquiétude concernant la sécurité des enfants et des jeunes qui fréquentent le terrain de sport accotés aux jardins.

Selon leurs témoignages, un filet surplombait auparavant ce terrain. Il aurait été retiré car trop abîmé, les trous qu'il comportait le rendant inefficace. Depuis lors, certains enfants et jeunes qui perdent leur ballon par-dessus la grille, pourtant très haute, tentent régulièrement de l'escalader afin d'aller le récupérer là où il atterrit. Une chute depuis une grille de cette hauteur pourrait un jour causer une blessure grave.

Dès lors, je souhaiterais savoir :

1. Le retrait de ce filet était-il uniquement motivé par des raisons de maintenance, et que sa repose était bien prévue. Si oui, dans quel délai ?
2. Dans le cas contraire, la Commune envisage-t-elle d'installer un nouveau filet, afin de garantir la sécurité de tous ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Mondelinge vraag van Mevrouw Lise Ottinger over de veiligheid in de omgeving van het sportterrein in de Tuinen van Fontenay-sous-Bois

Mijnheer de burgemeester, Dames en heren schepenen, Beste collega's,

Tijdens gesprekken met buurtbewoners van de wijk Fontenay-sous-Bois hebben verschillende onder hen hun bezorgdheid geuit over de veiligheid van de kinderen en jongeren die gebruikmaken van het sportterrein naast de tuinen.

Volgens hun getuigenissen bevond zich vroeger een net boven dit terrein. Dat zou verwijderd zijn omdat het te beschadigd was en niet meer efficiënt was door de gaten erin. Sindsdien proberen sommige kinderen en jongeren die hun bal over de omheining verliezen, hoewel die nochtans zeer hoog is, regelmatig over de omheining te klimmen om hem te gaan halen waar hij terechtgekomen is. Een val van een omheining van die hoogte kan ernstige verwondingen veroorzaken.

Daarom zou ik het volgende willen weten:

1. Werd het net uitsluitend verwijderd voor onderhoud met de bedoeling het later terug te plaatsen? Zo ja, binnen welke termijn?
2. Zo niet, overweegt de gemeente dan de plaatsing van een nieuw net zodat de veiligheid voor iedereen kan worden gegarandeerd?

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoorden.

31 Question orale de Monsieur Sacha Moëns sur le bilan et l'évolution du Plan fortes chaleurs

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins, Chers collègues,

Face aux épisodes de chaleur extrême qui se multiplient, nous savons que nous ne sommes pas tous égaux. La chaleur frappe plus durement ceux qui vivent dans des logements mal isolés ou qui travaillent en extérieur. Encaisser les canicules, c'est aussi une question de classes sociales et de condition de travail.

Le plan 'fortes chaleurs' actuel comprend un volet important de prévention, des informations sur les ilots de fraîcheur existants et des mesures d'accompagnement des seniors. Ce sont trois volets importants.

Cependant, face à l'urgence climatique et ses effets concrets aujourd'hui, nous sommes forcés d'aller plus loin dans l'action structurelle. La végétalisation est un pôle évidemment crucial de cette action, mais il faut le combiner à des solutions rapides comme l'installation de toiles d'ombrage dans nos cours d'école ou nos plaines de jeux, ou encore l'installation de nouvelles fontaines d'eau potable publiques, qui restent aujourd'hui trop rares. Enfin, sans prôner une climatisation massive et à tout prix, il nous semble indispensable de garantir un rafraîchissement efficace dans nos institutions clés qui accueillent les publics vulnérables, à savoir les crèches, les écoles et les maisons de repos. C'est une question écologique évidemment, mais cela va de pair avec la question sociale. Par conséquent, se préparer structurellement aux ravages du réchauffement climatique est un enjeu de justice sociale important.

Nous avons donc les questions suivantes :

1. Comment, lors de ces périodes de fortes chaleurs, la commune protège-t-elle concrètement son personnel, en particulier celles et ceux qui travaillent dehors ?
2. Quel bilan tirez-vous de l'efficacité de l'actuel plan fortes chaleurs ? Après l'été que nous venons de passer et vu les épisodes qui risquent encore d'arriver, dans quelle direction comptez-vous faire évoluer ce plan et quelles seront les nouvelles mesures mises en place pour protéger les gens ?
3. Nous savons que pour mettre cela en place, il faut un budget, par conséquent, quel budget a déjà été libéré pour ce plan forte chaleur et quel budget peut-on espérer débloquer pour mettre plus de mesures en places d'ici l'été prochain ?

Je vous remercie.

Mondelinge vraag over de balans en de evolutie van het hitteplan

Mijnheer de burgemeester, dames en heren schepenen, beste collega's,

We worden steeds vaker geconfronteerd met periodes van extreme hitte. We weten daarbij dat niet iedereen gelijk is. De hitte treft mensen die in slecht geïsoleerde woningen leven of die buiten werken veel harder. Hittegolven doorstaan is ook een kwestie van sociale klasse en arbeidsomstandigheden.

Het huidige "hitteplan" omvat een belangrijk luik rond preventie, informatie over bestaande koele plekken en begeleidende maatregelen voor senioren. Dat zijn drie belangrijke pijlers.

Gezien de klimaatnoodtoestand en de concrete gevolgen die vandaag al voelbaar zijn, zijn we echter genoodzaakt verder te gaan met structurele maatregelen. Vergroening is daarbij uiteraard een cruciale pijler, maar die moet worden gecombineerd met snelle oplossingen, zoals het plaatsen van schaduwdoeken op onze speelplaatsen en in onze speeltuinen of het installeren van nieuwe openbare drinkwaterfontein, waar er vandaag nog te weinig van zijn. Tot slot lijkt het ons, zonder massale airconditioning tegen elke prijs

te bepleiten, onmisbaar om een doeltreffende verkoeling te garanderen in onze belangrijkste instellingen die kwetsbare groepen opvangen, namelijk kinderdagverblijven, scholen en woonzorgcentra. Dat is uiteraard een ecologische kwestie, maar ze gaat hand in hand met de sociale dimensie. Daarom is een structurele voorbereiding op de verwoestende gevolgen van de klimaatopwarming een belangrijke uitdaging voor de sociale rechtvaardigheid.

Wij hebben dus de volgende vragen:

1. Hoe beschermt de gemeente, tijdens deze periodes van hoge temperaturen, concreet haar personeel, in het bijzonder degenen die buiten werken?
2. Welke balans maakt u op van de doeltreffendheid van het huidige hitteplan? Na de zomer die we net achter de rug hebben en gezien de hitteperiodes die zich mogelijk nog zullen voordoen, in welke richting wilt u dit plan verder doen evolueren en welke nieuwe maatregelen zullen worden ingevoerd om de bevolking te beschermen?
3. Wij weten dat de uitvoering van dergelijke maatregelen budgettaire middelen vergt. Welk budget werd reeds vrijgemaakt voor dit hitteplan en welk bijkomend budget kan naar verwachting worden vrijgemaakt om tegen volgende zomer extra maatregelen te kunnen invoeren?

Ik dank u.

32 **Interpellation de Monsieur Lucien Rigaux concernant l'installation de volets à Etterbeek.**

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins, chers collègues,

1. Constat : l'été 2026

L'été que nous venons de traverser a été, selon l'IRM, le plus chaud jamais enregistré en Belgique depuis le début des observations en 1833 : 20,3 °C de moyenne, soit plus de 2 °C au-dessus de la normale[1]. Trois vagues de chaleur se sont succédé entre la mi-juin et la mi-août[2].

Le bilan humain est lourd. Selon Sciensano, ces trois vagues de chaleur ont entraîné 2 935 décès de plus que la normale en Belgique[3]. La première, fin juin, constitue l'épisode caniculaire le plus meurtrier observé depuis le début du suivi en 2000[4]. Bruxelles n'a pas été épargnée : entre le 18 juin et le 12 juillet, la Région a enregistré 195 décès supplémentaires, soit une surmortalité de 38,8 %[5].

Ces chiffres touchent d'abord les publics les plus fragiles : les personnes de 65 ans et plus concentrent 82,6 % de la surmortalité observée lors de cet épisode[6], et l'isolement apparaît comme un facteur aggravant. Mais Sciensano relève aussi une surmortalité significative chez les moins de 65 ans (+61,3 % chez les 15–64 ans lors de la vague de juin)[7]. La chaleur extrême n'est donc plus un risque marginal : c'est un enjeu de santé publique pour l'ensemble de nos habitants.

2. Évolution

Cet été n'est pas une anomalie isolée. D'après les projections de l'IRM relayées par Bruxelles Environnement, le nombre de vagues de chaleur devrait tripler en ville d'ici la fin du siècle[8]. L'effet d'îlot de chaleur urbain, particulièrement marqué la nuit, aggrave encore l'exposition des habitants des quartiers

denses comme les nôtres[9].

Le coût de l'inaction se mesure d'abord en vies humaines, comme l'a montré cet été. Il se mesure aussi en coût pour la santé : Bruxelles Environnement souligne que les températures qui persistent la nuit empêchent la population de récupérer, ce qui constitue déjà aujourd'hui une cause importante de problèmes de santé[10]. Il se mesure enfin en termes économiques, car la chaleur réduit la productivité et la concentration[11].

Face à cela, la réponse spontanée de nombreux ménages est l'achat d'un climatiseur. Cette solution a toutefois un coût collectif. D'abord, pour le climat : le secteur du froid (climatisation et réfrigération) représente déjà plus de 10 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, et la demande d'électricité liée à la climatisation devrait tripler d'ici 2050[12]. Ensuite, parce que la chaleur rejetée par les climatiseurs réchauffe l'air extérieur. Ainsi à Phoenix, elle a accru la température nocturne de plus de 1 °C dans certaines zones urbaines[13]. Dans des quartiers de bureaux de Tokyo, la température a augmenté de 1 à 2 °C ou plus les jours ouvrables[14].

Pour le centre de Paris, une simulation a montré que l'utilisation de la climatisation augmentait les températures des rues de 0,5 à 2°[15]. Ce réchauffement accroît à son tour les besoins de refroidissement : c'est un véritable cercle vicieux, qui s'auto-entretient et s'amplifie – plus on climatise, plus la ville se réchauffe, et plus il faut climatiser[16]. Autrement dit, la climatisation des uns aggrave la chaleur subie par les autres – et d'abord par ceux qui n'ont pas les moyens de s'équiper.

Il existe une alternative simple, sobre et efficace : les protections solaires extérieures, en particulier les volets. Placées devant le vitrage, elles arrêtent le rayonnement avant qu'il ne pénètre dans le logement et sont, dans la plupart des contextes, plus efficaces que les protections intérieures[17].

Une revue systématique de la littérature conclut que l'ombrage solaire extérieur est la méthode la plus efficace pour la rénovation de logements isolés et l'une des interventions passives les plus adaptées à un climat qui se réchauffe[18]. Une étude britannique citée dans cette revue montre que des volets extérieurs réduisaient de 39 % la surchauffe au-delà de 26 °C, mesurée en degrés-heures – c'est-à-dire en additionnant, heure par heure, les degrés dépassant ce seuil –, contre 20 % et 15 % pour des stores et des rideaux intérieurs[19]. Une étude de l'University College London estime même que la pose de volets extérieurs pourrait réduire de 30 à 60 % la mortalité liée à la chaleur, selon les conditions météorologiques, ce qui en fait l'une des mesures d'adaptation les plus efficaces[20].

3. Questions au Collège

Je tiens à saluer les mesures déjà prises par la commune : le plan « fortes chaleurs », avec le registre Alerte Chaleur et son call center, l'ouverture prolongée des parcs, les points d'eau subsidiés chez les commerçants, le développement des espaces verts ou encore les mesures de prévention comme le report de la Ducasse.

Ces mesures protègent les habitants dans l'espace public. Or c'est souvent chez soi, et singulièrement la nuit, que l'on souffre le plus de la chaleur. La commune conseille d'ailleurs à juste titre de « baisser ses stores et volets » – encore faut-il en disposer. C'est pourquoi le groupe PS-Vooruit + souhaiterait que la commune adopte une politique proactive en matière de protections solaires extérieures et que nous aimerions soumettre ces questions au Collège.

1. Quelles initiatives le Collège a-t-il déjà prises ou envisage-t-il de prendre pour encourager la pose de volets et autres protections solaires extérieures sur le territoire communal notamment ?

2. En matière d'urbanisme, quelle est la marge de manœuvre de la commune dans le cadre du CoBAT ? La pose de volets modifiant l'aspect d'une façade visible depuis l'espace public requiert en principe un permis d'urbanisme, les dispenses étant fixées par le Gouvernement régional (arrêté dit « de minime importance » du 13 novembre 2008). Dans ce cadre, combien de demandes de permis relatives à des protections solaires la commune a-t-elle reçues ces dernières années, et dans quels délais ont-elles été traitées ?

Quel est le coût, pour le demandeur, d'un permis d'urbanisme portant sur la pose de volets, et le Collège envisage-t-il de le réduire pour ce type de travaux ?

Le Collège envisage-t-il de faciliter la pose de caissons de volets roulants sur la façade, soit une option moins couteuse que celle où le caisson est encastré à l'intérieur du logement ou pour accélérer l'instruction de ces demandes ?

Le Collège envisage-t-il d'accélérer l'instruction des demandes portant sur les volets ?

Est-il prêt à plaider auprès de la Région pour une dispense de permis sous conditions, à l'image de celle déjà accordée aux panneaux solaires ?

3. S'agissant des logements sociaux et publics, combien de logements situés sur notre territoire (commune, CPAS, société immobilière de service public) sont dépourvus de protections solaires extérieures ? Le Collège envisage-t-il d'intégrer ces équipements dans les programmes d'investissement, en priorité pour les logements occupés par des publics fragiles, ou de plaider en ce sens auprès des opérateurs concernés ?

4. Enfin, si l'enjeu de la climatisation est international, fédéral et régional au regard des émissions de gaz à effet de serre, il est aussi, et surtout, communal : la chaleur rejetée par les climatiseurs réchauffe l'air de nos rues et touche directement les autres riverains[21]. Or, les primes régionales RENOLUTION sont à l'arrêt pour les factures de 2025 et 2026, et le complément communal est arrivé à échéance le 30 juin 2025. Le Collège envisage-t-il la création d'une prime communale autonome destinée à favoriser la pose de volets en lieu et place de la climatisation, le cas échéant modulée selon les revenus ?

Je vous remercie pour votre attention.

Lucien Rigaux pour le groupe PS-Vooruit+

[1]La Libre Belgique, « Les canicules de cet été ont provoqué près de 3.000 décès supplémentaires : voici les facteurs qui l'expliquent », 2 septembre 2026, reprenant le bilan climatologique de l'IRM.

[2]VRT NWS, « La canicule de juin a causé davantage de décès que prévu, y compris chez les jeunes hommes », 9 septembre 2026 ; VRT NWS, « Sciensano publie les chiffres de surmortalité de l'été : près de 3.000 décès liés à la chaleur au cours de trois canicules », 3 septembre 2026.

[3]VRT NWS, « Sciensano publie les chiffres de surmortalité de l'été : près de 3.000 décès liés à la chaleur au cours de trois canicules », 3 septembre 2026.

[4]L'Avenir, « Surmortalité liée aux vagues de chaleur : la géographie et l'isolement comme facteurs d'explication », 3 septembre 2026, citant le rapport de Sciensano.

[5]VRT NWS, « La canicule de juin a causé davantage de décès que prévu, y compris chez les jeunes hommes », 9 septembre 2026.

[6]Ibid.

[7]L'Avenir, « Surmortalité liée aux vagues de chaleur : la géographie et l'isolement comme facteurs d'explication », 3 septembre 2026. La littérature relève également la vulnérabilité particulière des personnes âgées, liée notamment à leur mobilité réduite : M. Alrasheed et M. Mourshed, « Domestic overheating risks and mitigation strategies: The state-of-the-art and directions for future research », Indoor and Built Environment, 2023, vol. 32, n° 6, p. 1057–1077.

[8]Bruxelles Environnement, « Évolution du climat : vulnérabilités et adaptations », environnement.brussels.

[9]M. Alrasheed et M. Mourshed, « Domestic overheating risks and mitigation strategies: The state-of-the-art and directions for future research », Indoor and Built Environment, 2023, vol. 32, n° 6, p. 1057–1077, ici p. 1058 ; F. Salamanca et al., « Anthropogenic heating of the urban environment due to air conditioning », Journal of Geophysical Research: Atmospheres, 2014, vol. 119, p. 5949–5965.

[10]Bruxelles Environnement, « Évolution du climat : vulnérabilités et adaptations », environnement.brussels.

[11]M. Alrasheed et M. Mourshed, « Domestic overheating risks and mitigation strategies: The state-of-the-art and directions for future research », Indoor and Built Environment, 2023, vol. 32, n° 6, p. 1057–1077, ici p. 1058.

[12]Y. Dong, M. Coleman et S. A. Miller, « Greenhouse Gas Emissions from Air Conditioning and Refrigeration Service Expansion in Developing Countries », Annual Review of Environment and Resources, 2021, vol. 46, p. 59–83,

[13]F. Salamanca et al., « Anthropogenic heating of the urban environment due to air conditioning », Journal of Geophysical Research: Atmospheres, 2014, vol. 119, p. 5949–5965.

[14]Y. Ohashi et al., « Influence of Air-Conditioning Waste Heat on Air Temperature in Tokyo during Summer: Numerical Experiments Using an Urban Canopy Model Coupled with a Building Energy Model », Journal of Applied Meteorology and Climatology, 2007, vol. 46, p. 66–81.

[15]C. de Munck et al., « How much can air conditioning increase air temperatures for a city like Paris, France? », International Journal of Climatology, 2013, vol. 33, p. 210–227, tel que rapporté par F. Salamanca et al., « Anthropogenic heating of the urban environment due to air conditioning », Journal of Geophysical Research: Atmospheres, 2014, vol. 119, p. 5949–5965.

[16]F. Salamanca et al., « Anthropogenic heating of the urban environment due to air conditioning », Journal of Geophysical Research: Atmospheres, 2014, vol. 119, p. 5949–5965..

[17]M. Alrasheed et M. Mourshed, « Domestic overheating risks and mitigation strategies: The state-of-the-art and directions for future research », Indoor and Built Environment, 2023, vol. 32, n° 6, p. 1057–1077.

[18]Ibid., p. 1057 et 1067.

[19]S. M. Porritt et al., « Ranking of interventions to reduce dwelling overheating during heat waves », Energy and Buildings, 2012, vol. 55, p. 16–27, tel que rapporté par M. Alrasheed et M. Mourshed, « Domestic overheating risks and mitigation strategies: The state-of-the-art and directions for future research », Indoor and Built Environment, 2023, vol. 32, n° 6, p. 1057–1077.

[20]J. Taylor et al., « Estimating the influence of housing energy efficiency and overheating adaptations on heat-related mortality in the West Midlands, UK », Atmosphere, 2018, vol. 9.

[21]F. Salamanca et al., « Anthropogenic heating of the urban environment due to air conditioning », Journal of Geophysical Research: Atmospheres, 2014, vol. 119, p. 5949–5965, ici p. 5949 ; Y. Ohashi et al., « Influence of Air-Conditioning Waste Heat on Air Temperature in Tokyo during Summer: Numerical Experiments Using an Urban Canopy Model Coupled with a Building Energy Model », Journal of Applied Meteorology and Climatology, 2007, vol. 46, p. 66–81, ici p. 66.

Interpellatie van Mijnheer Lucien Rigaux over de plaatsing van luiken in Etterbeek.

Mijnheer de burgemeester, dames en heren schepenen, beste collega's,

1. Vaststelling: zomer 2026

De zomer die we net achter de rug hebben, was volgens het KMI de warmste die ooit in België werd geregistreerd sinds het begin van de metingen in 1833: een gemiddelde temperatuur van 20,3°C, meer dan 2°C boven het normale gemiddelde¹. Tussen half juni en half augustus volgden drie hittegolven elkaar op².

De menselijke tol is zwaar. Volgens Sciensano hebben deze drie hittegolven geleid tot 2.935 extra overlijdens ten opzichte van het normale niveau in België³. De eerste hittegolf, eind juni, was bovendien de dodelijkste hitteperiode sinds het begin van de monitoring in 2004. Ook Brussel bleef niet gespaard: tussen 18 juni en 12 juli werden in het Gewest 195 bijkomende overlijdens geregistreerd, wat overeenkomt met een oversterfte van 38,8%⁵.

Deze cijfers treffen in de eerste plaats de meest kwetsbare groepen: mensen van 65 jaar en ouder vertegenwoordigen 82,6% van de vastgestelde oversterfte tijdens deze periode⁶, terwijl isolement een bijkomende risicofactor blijkt te zijn. Maar Sciensano stelt ook een significante oversterfte vast bij personen jonger dan 65 jaar (+61,3% bij de 15- tot 64-jarigen tijdens de hittegolf van juni)⁷. Extreme hitte is dus niet langer een marginaal risico:

het is een uitdaging voor de volksgezondheid die al onze inwoners aanbelangt.

2. Evolutie

Deze zomer is geen geïsoleerde anomalie. Volgens de prognoses van het KMI, aangehaald door Leefmilieu Brussel, zal het aantal hittegolven in stedelijke gebieden tegen het einde van deze eeuw verdrievoudigen⁸. Het stedelijke hitte-eilandeffect, dat vooral 's nachts sterk aanwezig is, vergroot bovendien de blootstelling van inwoners van dichtbebouwde wijken zoals de onze⁹.

De kost van niets doen laat zich in de eerste plaats meten in mensenlevens, zoals deze zomer nogmaals heeft aangetoond. Maar er is ook een kost voor de gezondheid: Leefmilieu Brussel wijst erop dat aanhoudend hoge nachttemperaturen verhinderen dat mensen voldoende herstellen, wat vandaag al een belangrijke oorzaak is van gezondheidsproblemen¹⁰. Ten slotte is er ook een economische kost, aangezien hitte de productiviteit en concentratie vermindert¹¹.

Daartegenover staat dat veel gezinnen spontaan naar airconditioning grijpen. Die oplossing heeft echter een collectieve kost. Ten eerste voor het klimaat: de sector van koeling en airconditioning is vandaag al verantwoordelijk voor meer dan 10% van de wereldwijde uitstoot van broeikasgassen, terwijl de elektriciteitsvraag voor airconditioning tegen 2050 naar verwachting zal verdrievoudigen¹². Daarnaast warmt de warmte die door airconditioningsystemen wordt afgevoerd de buitenlucht verder op. Zo leidde dit in Phoenix tot een stijging van de nachttemperatuur met meer dan 1 °C in bepaalde stedelijke zones¹³. In kantoordistricten in Tokio steeg de temperatuur op werkdagen met 1 tot 2 °C of meer¹⁴. Voor het centrum van Parijs toonde een simulatie aan dat het gebruik van airconditioning de straattemperaturen met 0,5 tot 2 °C deed toenemen¹⁵. Die bijkomende opwarming vergroot op haar beurt opnieuw de behoefte aan koeling. Zo ontstaat een echte vicieuze cirkel die zichzelf in stand houdt en versterkt: hoe meer er wordt gekoeld, hoe warmer de stad wordt en hoe groter opnieuw de nood aan koeling¹⁶. Anders gezegd: de airconditioning van de ene verhoogt de hitte waaraan anderen worden blootgesteld en in de eerste plaats degenen die niet over de middelen beschikken om zich uit te rusten.

Er bestaat nochtans een eenvoudig, sober en doeltreffend alternatief: buitenzonwering, en in het bijzonder luiken. Omdat ze vóór het glas worden geplaatst, houden ze de zonnestraling tegen voordat die de woning binnendringt. In de meeste situaties zijn ze daardoor efficiënter dan binnenzonwering¹⁷. Een systematische literatuurstudie besluit dat buitenzonwering de meest doeltreffende methode is bij de renovatie van geïsoleerde woningen en een van de meest geschikte passieve maatregelen vormt in een opwarmend klimaat¹⁸. Een Britse studie die in deze literatuurstudie wordt aangehaald toont aan dat buitenluiken

oververhitting boven 26°C met 39% verminderden, gemeten in graaduren (dat wil zeggen door uur per uur de graden toe te voegen die deze drempel overschrijden) tegenover respectievelijk 20% en 15% voor jaloezieën en gordijnen binnen¹⁹. Een studie van University College London schat zelfs dat de plaatsing van buitenluiken de hittegerelateerde sterfte, afhankelijk van de weersomstandigheden, met 30 tot 60% zou kunnen verminderen. Daarmee behoren ze tot de meest doeltreffende aanpassingsmaatregelen aan extreme hitte²⁰.

3. Vragen aan het college

Ik wil graag de maatregelen erkennen die de gemeente reeds heeft genomen: het hitteplan, met het register hittealarm en het bijhorende callcenter, de verlengde opening van de parken, de door de gemeente ondersteunde drinkwaterpunten bij handelaars, de ontwikkeling van groene ruimtes en de preventieve maatregelen, zoals het uitstellen van de Ducasse.

Deze maatregelen beschermen de inwoners in de openbare ruimte. Nochtans is het vaak thuis, en in het bijzonder 's nachts, dat mensen het meest lijden onder de hitte. De gemeente raadt overigens terecht aan om "rolluiken en zonwering neer te laten", maar daarvoor moet men natuurlijk wel over dergelijke voorzieningen beschikken. Daarom zou de fractie PS-Vooruit+ graag zien dat de gemeente een proactief beleid voert inzake buitenzonwering. In dat verband zouden wij het college graag de volgende vragen voorleggen.

1. Welke initiatieven heeft het college reeds genomen of overweegt het te nemen om de plaatsing van luiken en andere vormen van buitenzonwering op het gemeentelijk grondgebied aan te moedigen?
2. Wat stedenbouw betreft: welke speelruimte heeft de gemeente binnen het kader van het BWRO? Voor de plaatsing van luiken die het uitzicht van een gevel zichtbaar vanaf de openbare ruimte wijzigen, is in principe een stedenbouwkundige vergunning vereist. De vrijstellingen worden vastgesteld door de Brusselse Regering (het zogenaamde besluit van "geringe omvang" van 13 november 2008). In dat kader zou ik graag willen weten hoeveel vergunningsaanvragen voor zonweringsvoorzieningen de gemeente de voorbije jaren heeft ontvangen en binnen welke termijnen deze werden behandeld.

Wat is momenteel de kostprijs voor de aanvrager van een stedenbouwkundige vergunning voor de plaatsing van luiken? Overweegt het college die kostprijs voor dit type werken te verlagen?

Overweegt het college de plaatsing van opbouwkasten voor rolluiken aan de gevel te vergemakkelijken, aangezien dit een goedkopere oplossing is dan systemen waarbij de kast in de woning wordt ingebouwd?

Overweegt het college de behandeling van deze aanvragen te versnellen?

Overweegt het college de behandeling van aanvragen voor luiken te versnellen?

Is het college bereid bij het Gewest te pleiten voor een vergunningsvrijstelling onder bepaalde voorwaarden, naar het voorbeeld van de regeling die vandaag reeds van toepassing is op zonnepanelen?

3. Wat sociale en publieke woningen betreft: hoeveel woningen op ons grondgebied (gemeente, OCMW, openbare vastgoedmaatschappij) beschikken niet over buitenzonwering? Overweegt het college deze voorzieningen op te nemen in toekomstige investeringsprogramma's, met voorrang voor woningen die bewoond worden door kwetsbare doelgroepen? Of is het bereid daarvoor te pleiten bij de betrokken operatoren?.
4. Tot slot: hoewel de problematiek van airconditioning een internationale, federale en gewestelijke dimensie heeft vanwege de impact op de uitstoot van broeikasgassen, is zij ook, en misschien zelfs in de eerste plaats, een gemeentelijke aangelegenheid. De warmte die door

airconditioningsystemen wordt afgevoerd verwarmt immers de lucht in onze straten en heeft rechtstreeks gevolgen voor andere buurtbewoners²¹. De gewestelijke RENOLUTION-premies zijn momenteel opgeschort voor facturen uit 2025 en 2026, terwijl de gemeentelijke aanvullende premie op 30 juni 2025 is afgelopen. Overweegt het college daarom de invoering van een autonome gemeentelijke premie om de plaatsing van luiken aan te moedigen als alternatief voor airconditioning, eventueel gedifferentieerd volgens het inkomen?

Ik dank u voor uw aandacht.

Lucien Rigaux voor de fractie PS-Vooruit+

1La Libre Belgique, “Les canicules de cet été ont provoqué près de 3.000 décès supplémentaires: voici les facteurs qui l’expliquent”, 2 september 2026, met de klimaatbalans van het KMI.

2VRT NWS, “La canicule de juin a causé davantage de décès que prévu, y compris chez les jeunes hommes”, 9 september 2026; VRT NWS, “Sciensano publie les chiffres de surmortalité de l’été: près de 3.000 décès liés à la chaleur au cours de trois canicules”, 3 september 2026.

3VRT NWS, “Sciensano publie les chiffres de surmortalité de l’été: près de 3.000 décès liés à la chaleur au cours de trois canicules”, 3 september 2026.

4L’Avenir, “Surmortalité liée aux vagues de chaleur: la géographie et l’isolement comme facteurs d’explication, 3 september 2026, verwijzend naar het rapport van Sciensano.

5VRT NWS, “La canicule de juin a causé davantage de décès que prévu, y compris chez les jeunes hommes”, 9 september 2026.

6Ibid.

7L’Avenir, “Surmortalité liée aux vagues de chaleur: la géographie et l’isolement comme facteurs d’explication, 3 september 2026. Ook de literatuur toont de bijzondere kwetsbaarheid van oudere mensen, gerelateerd aan hun beperkte mobiliteit: M. Alrasheed en M. Mourshed, “Domestic overheating risks and mitigation strategies: The state-of-the-art and directions for future research”, Indoor and Built Environment, 2023, vol. 32, n° 6, p. 1057–1077.

8Leefmilieu Brussel, “Klimaatverandering: kwetsbaarheden en aanpassingen”, leefmilieu.brussels.

9M. Alrasheed en M. Mourshed, “Domestic overheating risks and mitigation strategies: The state-of-the-art and directions for future research », Indoor and Built Environment, 2023, vol. 32, n° 6, p. 1057–1077, hier p. 1058; F. Salamanca et al., “Anthropogenic heating of the urban environment due to air conditioning”, Journal of Geophysical Research: Atmospheres, 2014, vol. 119, p. 5949–5965.

10Leefmilieu Brussel, “Klimaatverandering: kwetsbaarheden en aanpassingen”, leefmilieu.brussels.

11M. Alrasheed en M. Mourshed, “Domestic overheating risks and mitigation strategies: The state-of-the-art and directions for future research”, Indoor and Built Environment, 2023, vol. 32, n° 6, p. 1057–1077, hier p. 1058.

12Y. Dong, M. Coleman en S. A. Miller, “Greenhouse Gas Emissions from Air Conditioning and Refrigeration Service Expansion in Developing Countries”, Annual Review of Environment and Resources, 2021, vol. 46, p. 59–83,

13F. Salamanca et al., “Anthropogenic heating of the urban environment due to air conditioning”, Journal of Geophysical Research: Atmospheres, 2014, vol. 119, p. 5949–5965.

14Y. Ohashi et al., “Influence of Air-Conditioning Waste Heat on Air Temperature in Tokyo during Summer: Numerical

Experiments Using an Urban Canopy Model Coupled with a Building Energy Model”, Journal of Applied Meteorology and Climatology, 2007, vol. 46, p. 66–81.

15C. de Munck et al., “How much can air conditioning increase air temperatures for a city like Paris, France?”, International Journal of Climatology, 2013, vol. 33, p. 210–227, zoals gerapporteerd door F. Salamanca et al., “Anthropogenic heating of the urban environment due to air conditioning”, Journal of Geophysical Research: Atmospheres, 2014, vol. 119, p. 5949–5965.

16F. Salamanca et al., “Anthropogenic heating of the urban environment due to air conditioning”, Journal of Geophysical Research: Atmospheres, 2014, vol. 119, p. 5949–5965.

17M. Alrasheed en M. Mourshed, “Domestic overheating risks and mitigation strategies: The state-of-the-art and directions for future research”, Indoor and Built Environment, 2023, vol. 32, n° 6, p. 1057–1077.

18Ibid., p. 1057 en 1067.

19S. M. Porritt et al., “Ranking of interventions to reduce dwelling overheating during heat waves”, Energy and Buildings, 2012, vol. 55, p. 16–27, zoals gerapporteerd door M. Alrasheed en M. Mourshed, “Domestic overheating risks and mitigation strategies: The state-of-the-art and directions for future research”, Indoor and Built Environment, 2023, vol. 32, n° 6, p. 1057–1077.

20J. Taylor et al., “Estimating the influence of housing energy efficiency and overheating adaptations on heat-related mortality in the West Midlands, UK”, Atmosphere, 2018, vol. 9.

21F. Salamanca et al., “Anthropogenic heating of the urban environment due to air conditioning”, Journal of Geophysical Research: Atmospheres, 2014, vol. 119, p. 5949–5965, hier p. 5949; Y. Ohashi et al., “Influence of Air-Conditioning Waste Heat on Air Temperature in Tokyo during Summer: Numerical Experiments Using an Urban Canopy Model Coupled with a Building Energy Model”, Journal of Applied Meteorology and Climatology, 2007, vol. 46, p. 66–81, hier p. 66.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation_plan_climatique_volets_v4.pdf